HORIA SIMA

DESTINÉE
DU
NATIONALISME

P. E. G.
PARIS

DIGITALIZADO
PELA
BIBLIOTECA
NACIONALISTA
BIBLIOTECA NACIONALISTA
bibliotecanacionalista1.blogspot.com
bit.ly/bibliotecanacionalista (drive)

HORIA SIMA

DESTINÉE DU NATIONALISME

P. E. G.
17, RUE LAS CASES, PARIS 7e

AVANT-PROPOS

Ce livre n'est pas un ouvrage doctrinaire abstrait. Il traite de problèmes politiques, tels qu'ils apparurent à des hommes engagés dans l'action. L'auteur a analysé les faits, les événements qui ont profondément ébranlé l'âme de toute une génération de son pays. C'est le Mouvement légionnaire roumain qui fait ici sa déposition. Les points de vue qui sont exprimés dans ce livre, les conclusions auxquelles il aboutit sont le résultat d'une expérience recueillie par ses chefs au cours de trente années de luttes. Le seul rapport que l'on puisse établir entre cet ouvrage et les livres de spéculation pure c'est que, dans les deux cas, le détail historique disparaît au profit de son expression intelligible.

Mais, dira-t-on, en quoi, en dehors de l'histoire du peuple roumain, l'expérience politique du Mouvement légionnaire pourrait-elle avoir de l'intérêt pour l'Europe? Comme nous essayons de le préciser au cours de cet ouvrage, les mouvements nationalistes d'Italie, d'Espagne, d'Allemagne, de Pologne, de Yougoslavie, de Hongrie, de Bulgarie, de Roumanie, de Lettonie, de Norvège, d'Angleterre, de France et de Belgique relèvent d'un état d'esprit général, d'un phénomène social et politique commun à toute l'Europe. Aucun de ces mouvements n'en a imité un autre — dans la mesure où cela est arrivé, son potentiel créateur en fut affaibli — mais chacun répondit à un appel que l'histoire adressait à toutes les nations. Mussolini avait raison d'affirmer que le Fascisme, c'est-à-dire le Nationalisme italien, n'était pas une marchandise d'exportation. Aucun peuple ne peut se vanter d'avoir engendré le Nationalisme et de l'avoir répandu dans le monde. Chaque nation cache dans ses profondeurs son propre Nationalisme;

il ne tient qu'à elle de le fondre dans le moule de l'actualité. Si le Nationalisme se manifesta plus vigoureusement après la première guerre mondiale, en créant un style de vie, une époque, laquelle succéda à l'époque bourgeoise, ceci s'explique par le fait que les conditions favorables à son épanouissement ne furent réunies qu'à ce moment (le réveil des masses populaires). Le Mouvement légionnaire n'est pas apparu non plus à la suite d'une impulsion venue d'au delà des frontières, comme trop souvent on l'a affirmé à la légère ou par mauvaise foi; il est bien une expression des nécessités de la vie du peuple roumain. Certains rapports avec d'autres mouvements, voire certaines ressemblances idéologiques, s'expliquent par le fond commun qui existe à la base de tous les groupements nationalistes.

Notre exposé ne vise pas à expliquer l'histoire du Mouvement légionnaire roumain; il essaye d'embrasser le panorama général du phénomène nationaliste, et cela à l'aide des données que nous fournit

notre propre expérience. Puisque, dans l'histoire du Mouvement légionnaire, se reflète aussi les idées caractéristiques de notre siècle, nous nous sommes appliqués à en détacher les traits communs à tous les mouvements nationalistes, les éléments susceptibles d'éclairer le phénomène dans son ensemble.

Cela ne veut pas dire que notre but soit exclusivement d'expliquer les fondements du Nationalisme et ses péripéties historiques. Notre intention, en écrivant ce livre, n'est pas d'étudier une phase récente de l'histoire Européenne. C'est plutôt le souci de l'avenir qui nous a poussé à l'écrire. Ce livre est un livre d'attitude, de combat. Il est destiné à soutenir la cause du Nationalisme et — s'il est possible — à le dégager des décombres de la guerre. Mais comment pourrait-on aboutir à ce résultat, sans connaître d'abord son vrai visage, sans préciser ce qu'il est réellement? Amis et ennemis l'ont mal jugé. Le Nationalisme, tel que le monde le connaît et l'apprécie, ne correspond pas à son image authentique.

Les aspirations des peuples ont été dénaturées. On parlait du Nationalisme, on faisait des actes en son nom, mais en réalité les survivances de l'ère bourgeoise et capitaliste, l'impérialisme et le chauvinisme troublaient la conscience des peuples et empoisonnaient l'atmosphère internationale. La défaite qu'ont subie les nationalistes est en premier lieu le résultat de cette fausse appréciation du phénomène.

* * *

Le Nationalisme se trouve de nouveau à un carrefour. Vaincu sur le plan politique par la victoire militaire des Alliés, le mythe nationaliste n'a pas cessé d'émouvoir l'âme des peuples. Les États nationalistes, avec leurs armées formidables, ont disparu de la scène mondiale, mais l'énergie spirituelle dont ils sont nés n'est pas éteinte. Diffus, décapité et hanté de tous les côtés, mais non moins vif, présent et indestructible, le Nationalisme ne saurait disparaître qu'avec les nations.

Quel chemin prendront les survivants de

la catastrophe nationaliste de 1945? L'expérience tragique de la guerre servira-t-elle à quelque chose? Leur permettra-t-elle de discerner dans le passé politique ce qui fut bon et ce qui fut erroné? Ou bien la nostalgie des idéaux vaincus sera-t-elle plus forte que les leçons de la vie, au point même d'empêcher une nouvelle orientation des peuples, plus conforme au sens profond du Nationalisme?

Le monde nationaliste, avec ses diverses appartenances ethniques, est sollicité aujourd'hui par des tendances divergentes. Certains continuent à confondre le Nationalisme avec ses malheurs historiques, sans remonter à son principe, sans chercher sa signification réelle. Pour cette catégorie de nationalistes la responsabilité de la défaite, toute extérieure, revient, en premier lieu, à l'absurde coalition de la Démocratie et du Bolchevisme. Ils y croient d'autant plus que la disparition des grandes puissances nationalistes a ouvert les portes à l'invasion bolchevique en Europe, et qu'aucun État occidental n'est capable de

remplacer leur potentiel politique et militaire.

Il y a aussi, un autre courant, qui, sans rien sacrifier du trésor spirituel du Nationalisme, essaie de le détacher de toutes les manifestations qui ne correspondent pas à son essence et à ses aspirations, lesquelles ont corrompu son caractère, et, sous sa forme pure, tente de le rendre à la circulation mondiale. Sous cet aspect, le Nationalisme perd ses réflexes agressifs et devient un facteur d'harmonie entre les peuples.

La première attitude manque totalement de perspectives. Le tracé historique du Nationalisme s'est dispersé en une multitude de méandres, d'engagements désordonnés; continuer la même politique, signifierait répéter demain les erreurs d'hier. Un nationalisme, axé sur le passé, ne saurait jamais dissiper la méfiance que manifeste à son égard l'opinion publique des États démocratiques. Pour que l'idée nationaliste redevienne une valeur politique active et constructive, elle doit être

dégagée des actes et des attitudes qui ne lui appartiennent pas par nature.

Cette conciliation est d'autant plus nécessaire que les énergies nationalistes sont devenues indispensables à la création d'un front anticommuniste puissant. Les Démocraties traversent une grave crise idéologique. Le libéralisme est entré dans la phase du déclin et n'a plus d'influence sur les masses. On ne peut partir en lutte contre le communisme — auquel on peut contester toutes les vertus, sauf qu'il manque d'élan et d'esprit combattif — avec une idéologie en décomposition. Pour compenser leur vide spirituel, les Démocraties doivent rechercher le concours des mouvements nationalistes.

Qu'on le veuille ou non, à dater de 1945, le destin du Nationalisme se confond avec le destin des Démocraties. S'il existe encore des démocrates qui, aveuglés par la passion, ne voient même pas, à l'heure dernière, de quel côté leur parviendra la mort, il ne faut pas que les nationalistes tombent dans la même erreur. Ils ont le

devoir de veiller avec persévérance à ne pas compromettre, par des actions irréfléchies, par des exigences démesurées, leur entente avec les Démocraties. Si les nationalistes s'obstinent en des attitudes extrémistes et rigides, qui ne sauraient se prévaloir au moins de l'appui sans réserve de la vérité, ils pourraient entraver le processus d'unification des forces européennes et augmenter indirectement les chances de victoire du Bolchevisme.

Supposons que les Démocraties se sentent assez fortes pour vaincre à elles seules le Bolchevisme. Devrait-on en conclure que le Nationalisme perdrait pour cela sa raison d'être, qu'il ne jouera plus aucun rôle dans la vie des peuples?

L'erreur serait grande. Les nations sont menacées, par le Bolchevisme, d'un danger aigu et immédiat, mais même sans l'intervention du fléau bolchevique, elles peuvent perdre leur équilibre vital et périr. L'homme de notre époque est trop dépourvu de vie intérieure pour qu'il puisse se dispenser de l'aide du Nationa-

lisme. Privé de cette force spirituelle, il serait livré aux idées et aux conceptions politiques les plus nocives. Sans la présence vivante du Nationalisme, sans l'action permanente de ce principe dans la conscience de l'individu, les masses populaires anéantiraient le cadre naturel de l'histoire, formé des catégories ethniques, et se fondraient en un mélange dégradant de races, de peuples et de cultures. Le Nationalisme n'est pas seulement une idéologie utile au moment actuel, le Nationalisme est l'élément créateur de l'histoire, élément qui sera encore plus indispensable dans les temps à venir.

* * *

Les idées que nous exposons ici ne sont pas le résultat de méditations suggérées par la guerre. Elles appartiennent aux « premiers principes » du Mouvement légionnaire roumain et les événements n'ont fait que les confirmer d'une façon que nous n'avons jamais souhaitée. Le destin singulier du Mouvement légionnaire roumain, les

persécutions qu'il a subies même pendant l'époque qui lui fut politiquement la plus favorable, s'expliquent par sa constante fidélité aux vérités fondamentales de la doctrine nationaliste. En Occident, le Mouvement légionnaire ne compte pas beaucoup d'amis. En dehors des diffamations et des mensonges qui ont été largement répandus par ses adversaires, on ne connaît presque rien de son passé, de ses souffrances, de ses buts. Ce livre n'est pas destiné à rétablir la vérité en ce qui nous concerne. Il traite une question d'intérêt général. Il suffit de révéler aux lecteurs un seul fait que nous estimons assez éloquent pour que nous ne l'accompagnions pas de commentaires : à partir de 1938, le régime concentrationnaire est devenu, pour les légionnaires, un nouvel univers. Ils sortaient d'un camp de concentration pour être dirigés vers un autre camp. Camps roumains, camps allemands, camps alliés, camps soviétiques! Et leur calvaire continue aujourd'hui au delà du rideau de fer.

Dans ces considérations, nous avons été guidés par une seule pensée : la catastrophe qui menace l'existence de tous les peuples. Trop de haine, trop de désespoir se sont amassés dans le monde, pour que les individus et les nations se permettent encore des légèretés à l'égard de la vérité. On ne peut plus laisser l'histoire se dérouler au hasard, entraînée par des objectifs chaotiques. Le moment de la Grande Réforme est venu. Il faut réviser toutes les idées, tous les systèmes et toutes les conceptions des siècles passés, en les adaptant à l'homme intérieur, à sa structure et à ses finalités. Il faut cesser de séparer l'homme spirituel de l'homme politique. L'histoire est un aspect de la grande vie de l'esprit. Les interminables querelles qui opposent les peuples les uns aux autres, en vue de territoires à conquérir, pour des mobiles de gloire ou d'intérêt, ne représentent que sa matière inférieure, qui doit être vaincue et soumise à ses fins péremptoires.

Le but de l'histoire est la libération des peuples, de la crainte, de l'oppression, des

injustices, afin que leurs énergies les plus pures et les meilleurs soient utilisées dans le domaine des créations culturelles, les seules qui soient douées du nimbe de l'immortalité.

* * *

I

LE COMMUNISME ET LA SOCIÉTÉ BOURGEOISE ET CAPITALISTE

Le manque de progrès que l'on constate dans les sciences morales et politiques, est dû à l'incapacité de l'homme à améliorer les résultats obtenus par ses prédécesseurs dans le domaine de l'organisation sociale. Ce désordre n'est plus, depuis longtemps, du domaine des sciences positives, où les découvertes et les inventions sont transmissibles d'un pays à l'autre, d'un siècle à l'autre; où personne n'opère encore avec des notions dépassées par l'expérience. L'esprit d'improvisation qui domine les activités sociales fait que l'art et la science de gouverner souffrent des plus graves contradictions : d'une part, les progrès

réalisés dans cet ordre par une génération quelconque s'estompent au cours des générations suivantes; d'autre part, des erreurs stigmatisées par l'expérience des peuples, réapparaissent après un temps d'oubli et jouissent derechef de la confiance des masses, et de celle de ses dirigeants. Que de souffrances et de tourments aurait-on épargné à l'humanité, si l'on avait analysé son passé pour y découvrir ce qui s'y est montré faux, injuste, absurde, destructif et ce qui fut valable, afin que, de cette sélection, naisse progressivement un critérium, quelque chose comme un concept fondamental de l'humanité, concept qui puisse servir à la fois d'axe de coordination politique et de système de référence des sciences, dont l'objet a trait à la destinée des collectivités humaines.

Pour distinguer la vérité de l'erreur dans le cadre de l'histoire, on a besoin de plus qu'un effort rationnel. L'intelligence humaine se détache facilement des faits étudiés par les sciences physiques, parce qu'elle s'adresse à une matière inerte,

anonyme et asservie à notre destinée. Mais elle n'est plus capable de respecter la même objectivité lorsqu'il s'agit d'événements humains. A la fois juge et participant de l'histoire, l'homme finit par céder à des penchants étrangers à sa vocation. Égoïsmes, vanités, intérêts dénaturés falsifient le passé d'un peuple, en empêchant que les leçons authentiques de son histoire pénètrent l'âme des générations futures.

Cela ne signifie pas que l'art de gouverner, partant les sciences politiques, soient voués à une perpétuelle instabilité; la constatation précédente indique seulement que le moyen d'investigation, avec lequel nous voulons déchiffrer les mystères des institutions sociales, n'est pas adapté à l'objet de sa recherche, et qu'il faut lui venir en aide avec un autre instrument plus subtil et d'une plus grande portée. Pour élucider les problèmes de l'histoire, la raison devrait être soutenue par un grand élan désintéressé. L'homme devrait purifier d'abord sa pensée du complexe des égoïsmes pour aboutir à une connais-

sance réelle des rouages de la société.

Pour avoir retardé la rédaction de cette « Magna Charta » de l'histoire universelle, préconditionnée, il est vrai, par le développement de la nature spirituelle de l'homme, l'humanité erre aujourd'hui dans le labyrinthe des ses propres fautes. Les peuples et les individus luttent avec acharnement les uns contre les autres, pour faire triompher des thèses et des idéaux dont les fondements sont également fragiles.

Une inquiétude profonde, une peur panique de l'avenir naissent de la tourmente contemporaine — alors que les progrès extraordinaires de la technique devraient nous assurer du contraire — parce que tout ce que l'on entreprend est fait au hasard, sans que l'inconnu ait été sondé, sans savoir où l'on fera halte le lendemain. L'humanité n'a, de la vie, que des visions partielles, qui interfèrent en une confusion sans limites. A l'époque où l'on ne parle que d'unification politique des continents, ce qui manque le plus à l'homme, c'est le principe qui peut animer un tel effort et

une telle construction, à savoir la conscience illuminée de l'histoire.

* * *

La guerre finie, les vainqueurs se sont rués sur les vaincus. On accuse, on cherche des responsables, on les trouve, on les punit. Le procédé en soi n'eût pas été mauvais, si le tribunal de l'humanité avait frappé tous les délits de guerre, sans se soucier de la nationalité ou de la couleur politique des délinquants, et, naturellement, sans épargner les vainqueurs. Sans quoi, ce tribunal international risque fort de nous apparaître comme un instrument de vengeance, et non comme un moyen d'expiation au service de la justice immanente de l'histoire. Il n'est pas douteux que les mouvements nationalistes ont commis des erreurs. Mais comment peut-on isoler ces erreurs de leur cadre historique et les présenter dans un dossier à part? Ces erreurs sont celles d'une époque, elles correspondent à un état d'esprit, elles ont

des antécédents. Il y a des culpabilités qui ont précédé les fautes des nationalistes, qui les ont accompagnées et qui n'ont jamais cessé, même après l'effondrement des Puissances de l'Axe. On ne saurait parler des erreurs du Nationalisme, sans s'occuper de celles qui ont provoqué l'apparition de ce mouvement. Le Nationalisme n'est que la réaction des collectivités nationales contre les erreurs de la société bourgeoise et capitaliste. Est-il permis de considérer ces erreurs avec indulgence, quand c'est par leur accumulation que fut construit le piédestal du Bolchevisme, cette abomination de l'histoire humaine?

Il serait tout à fait impropre d'assimiler le Bolchevisme à une faute. Ce faisant, on lui rendrait même un hommage. La faute n'existe que par rapport au bien et à la vérité, elle résulte d'un manque d'assiduité de l'homme à découvrir et servir les valeurs supérieures. Le Bolchevisme ne jouit même pas de ce privilège. La vérité est entièrement bannie de sa sphère, de la vision avec laquelle ses dirigeants prétendent édifier le nouveau monde. Non seulement le Bolchevisme trouve que la vérité n'a aucune utilité dans la vie de l'État, mais cette dernière est poursuivie, condamnée, même lorsqu'elle reste un état intérieur, sans rapport avec l'action. Quiconque tente de lui donner la plus innocente ou la plus craintive expression, risque d'être déclaré ennemi du peuple et de disparaître dans les rangs, sans fin, de ceux qui n'ont plus ni nom, ni famille.

Le Bolchevisme est en guerre permanente avec la vérité et son système entier est construit en vue de la poursuivre et de l'exterminer. L'État bolchevique n'est pas tellement aux prises avec l'entité politique et sociale de l'homme, mais avec la vérité qui réside dans son âme. Il ne se contente pas d'exgiger de ses sujets un conformisme civique impeccable; il les poursuit et les contrôle aussi dans l'intimité de leur moi. Les citoyens-modèles de l'État soviétique sont des individus dissociés de leur monde intérieur, incapables de penser par eux-mêmes ou d'affirmer

leurs aspirations personnnelles; ce sont des hommes, dont les fonctions spirituelles ont été standardisées et sont parfaitement contrôlables de l'extérieur. Après l'expropriation des biens et la confiscation du travail, l'expropriation de l'esprit. La moindre parcelle de vérité, demeurée ignorée dans le recoin d'une âme, constitue, pour le bolchevique, une substance explosive d'effets incroyables, capable de soulever les oppositions les plus acharnées et de mettre en danger la continuité même du régime.

Qu'on ne s'imagine pas que le triomphe du Bolchevisme prendra la forme d'une victoire politique et militaire. Ce triomphe ne sera célébré que le jour où la monoculture soviétique aura réussi à éteindre les derniers vestiges spirituels de l'humanité. L'idéal du Bolchevisme est l'expropriation de la personne humaine.

Comment la naissance de cette monstrueuse organisation fut-elle rendue possible? Comment peut-on expliquer sa virulence extrême et son universelle apparition?

La réponse ne serait pas concluante si l'on évoquait seulement la lutte des cadres communistes dans le monde entier depuis une centaine d'années. Cette tradition révolutionnaire, commencée par les Décembristes russes, n'explique qu'un côté du problème et encore le moins important : l'existence d'une force organisée, qui, profitant des difficultés de l'époque, capte les mécontentements populaires. Pour devenir une calamité mondiale, le communisme a dû trouver un milieu propice à son développement dans la société même qu'il haïssait et voulait abolir. Une poignée de fanatiques, au service d'une idée néfaste, ne serait jamais parvenus à constituer un danger pour la sécurité des peuples sans la complicité de ceux, qui, précisément aujourd'hui, ne savent plus où s'enfuir pour y échapper, ni de quelle façon l'enrayer. L'état avancé de décomposition de la société bourgeoise et capitaliste a été le meilleur agent propagateur du communisme. Les forces qui, aujourd'hui, complotent contre les institutions fondamentales

de l'humanité, ont été engendrées par les vices, les injustices, les lâchetés, les cruautés de la société bourgeoise et capitaliste. C'est elle qui a alimenté le feu de la révolution mondiale, en se désintéressant du sort des foules, en abandonnant ces dernières à la misère, à la corruption et à l'ignorance. Le prolétariat actuel est d'abord le résultat de la morale égoïste bourgeoise, de la mentalité des hommes d'affaires. Incapables de sacrifier un peu de leur opulence, pour élever le niveau d'existence des masses, ceux-ci ont préféré grossir les rangs de leurs adversaires avec de nouvelles catégories de mécontents et mettre en danger l'existence même des peuples.

On pourra sans doute répliquer que ce tableau n'est pas celui d'un phénomène social particulier à notre époque, que de tout temps, la transition d'un type de société à l'autre commence lorsque le type ancien donne des signes de lassitude et que, de lui-même, il se livre à la mort. Nos remarques porteraient donc plutôt sur un procès historique normal, sur un phénomène qui s'est répété souvent; cette fois, ce serait au tour de la société bourgeoise et capitaliste de disparaître et à un autre système social de la remplacer.

Cette explication ne contrarierait personne si une complication inattendue ne survenait, si entre les deux forces qui se disputent aujourd'hui la suprématie du monde, l'une conservatrice, l'autre révolutionnaire, on pouvait distinguer avec clarté ce qui les sépare, quelle innovation apporte l'une par rapport à l'autre? Malheureusement nous ne voyons pas au nom de quel programme de réformes les communistes justifient leurs prétentions à renverser et à remplacer le vieux monde. La société capitaliste, en son temps, a légitimé son existence par le souffle de rajeunissement qu'elle a procuré à la société féodale, en la recréant plus spacieuse, plus conforme aux nécessités de l'époque. Mais quels horizons le communisme ouvre-t-il à l'humanité?

Cette question est cependant débattue dans tous les journaux, dans toutes les

publications et les revues d'inspiration marxiste, et elle est ressassée dans toutes les réunions communistes. A les croire, le communisme apporte une structure sociale supérieure, où tous les anciens abus ont disparu. Cependant lorsque l'on considère avec attention les réalisations du communisme en Russie ou ailleurs, on s'aperçoit, avec étonnement, qu'il ne s'agit point là d'une réforme de la vieille société, d'un programme qui corrige les erreurs du système capitaliste. Au contraire — et c'est la seule innovation qu'on peut attribuer à la révolution communiste — ces mêmes erreurs réapparaissent avec une intensité accrue et une force de généralisation jusqu'alors inconnue.

Dans ces considérations nous avons laissé de côté tout ce qui, dans l'histoire

Société bourgeoise et capitaliste.	*Monde soviétique*
1. ATHEISME : état d'esprit de quelques cercles restreints, sans trace d'agressivité envers ceux qui gardent leur foi.	ATHÉISME : religion officielle, exclusive et intolérante.

2. MATÉRIALISME : conception dominante de notre époque, moins sous l'aspect doctrinaire que sous l'aspect d'une règle de conduite de l'homme moderne.	MATÉRIALISME : système philosophique élevé au rang de vérité absolue, seul à être admis dans les écoles, les universités et les officines de culture de l'État.
3. EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME	EXPLOITATION JUSQU'A L'ÉPUISEMENT DE L'HOMME PAR L'HOMME Création de l'esclavage moderne. L'homme robot, comme unité de travail.
4. TENDANCE DE CONCENTRATION DU CAPITAL, de dépossession des petits capitalistes en faveur d'un groupe restreint de financiers.	EXPROPRIATION GÉNÉRALE DU CAPITAL. Une bureaucratie parasite dispose de la richesse et du travail des peuples subjugués.
5. ÉTAT AVANCÉ DE DÉCOMPOSITION DE LA PERSONNE HUMAINE.	LIQUIDATION DES CARACTÈRES PERSONNELS de l'homme, à l'aide du dressage collectif.
6. LA LIBERTÉ INTÉRIEURE DE L'HOMME GÊNÉE PAR LES RÉALISATIONS GIGANTESQUES DE LA TECHNIQUE.	LES HOMMES ESCLAVES DE LA MACHINE. LA TECHNIQUE RÉALISATION SUPRÊME DE LEURS ASPIRATIONS.
7. PÉRIL DE DÉSINTÉGRATION DE L'INDIVIDU, par son détachement du cadre traditionnel : nation, patrie, histoire, culture nationale, religion, mœurs.	TRANSPLANTATION DE L'INDIVIDU DANS UN MILIEU ÉTRANGER à toutes les institutions de son passé national.

du Bolchevisme, n'a que la valeur d'une manœuvre ou d'une modification d'ordre tactique. L'impérialisme russe, la liberté religieuse, l'offensive orthodoxe, le panslavisme, le nationalisme de couleur sont autant de moyens d'action du Bolchevisme. Ils n'indiquent pas une conversion du communisme vers le Nationalisme, son évolution vers des fins spécifiquement russes, ils ne représentent que des étapes intermédiaires. Toutes les concessions faites, dans un sens ou dans l'autre, seront passées par le feu des épurations, dès que leurs avantages tactiques auront été consumés.

Ce tableau comparatif montre, d'une façon assez explicite, quels rapports le communisme entretient avec la société bourgeoise et capitaliste. La grande innovation consiste en une recherche fiévreuse des aspects négatifs de cette société. Le Bolchévisme ne change rien, n'améliore quoi que ce soit, n'apporte aucune idée généreuse, mais achève d'activer au plus haut degré les ferments de la décomposi-

tion sociale. Il extrait le mal qui sévit dans la société et le cultive à l'état pur, tout comme on cultive des cultures microbiennes, dans un milieu consacré exclusivement à leur développement. Un phénomène bizarre a lieu, et pour la première fois dans l'histoire : continuité de substance entre deux structures sociales qui se combattent avec acharnement. Il ne s'agit pas ici de continuité positive, du flambeau de la tradition qu'une époque transmet à celle qui la suit, mais comme nous l'avons déjà remarqué, d'une reprise de la matière morte produite par le monde bourgeois. Le communisme déteste les valeurs réelles de la société bourgeoise et capitaliste, mais il est avide de s'en approprier tous les déchets, résultat de l'usure, du temps et de la vieillesse.

La force révolutionnaire se soulève contre la force conservatrice non pas en vue de supprimer les abus, mais seulement parce que cette force conservatrice, n'a pas poussé assez loin le perfectionnement de la technique du mal et ne veut pas aban-

donner les derniers témoignages d'humanité et de vie libre.

L'esprit bolchevique est l'esprit bourgeois épuré des nuances intermédiaires du mal. Tandis que, dans la société bourgeoise et capitaliste, le mal apparaît par manque de vigilance spirituelle, par erreur, dans le monde soviétique il est adopté comme norme générale de gouvernement, comme principe constitutif d'État. Il est doté d'une hiérarchie, d'un statut, d'un code, d'une police, d'une justice, qui le défendent contre les déviations. Celui qui a encore la nostalgie du bien, qui essaie de découvrir dans l'intimité de son moi un autre sens à la vie que celui prescrit par la pensée du régime, finit par être évincé des rangs de la collectivité, comme une plante inféconde.

Ces conclusions nous ont été dictées par la réalité telle qu'elle apparaît en Russie soviétique ou dans les pays envahis par ses armées. On arrive au même résultat en étudiant directement la doctrine marxiste, le concept qui commande ses attitudes

politiques. La dialectique marxiste prévoit un règlement de comptes général avec le passé, une fois la bourgeoisie vaincue par le prolétariat — dernier épisode de la lutte des classes — passé auquel succédera l'idéal communiste, la société sans classes et sans État. Aucune des institutions traditionnelles créées par le travail millénaire des peuples ne sera épargnée par la vague de destruction. Nation, patrie, religion, famille, propriété, droit, morale, individualité, liberté seront balayés également par la marée du prolétariat. Cependant, pour une doctrine qui prétend ériger un monde nouveau, la partie constructive fait preuve d'une étonnante faiblesse. Autant la mission destructive du prolétariat est décrite scrupuleusement, autant sommaires et réticents apparaissent les textes consacrés à la construction de la société prochaine. Tout ce qui se rapporte à la conquête du pouvoir est présenté d'une façon magistrale, alors que tout ce qui concerne l'emploi du pouvoir après la victoire reste enveloppé de mys-

tère. Les formules consacrées à l'avenir ne semblent plus provenir du même analyste précis et sagace; nous sommes transportés soudain dans un monde de dimensions irréelles.

Il est évident que ces formules n'ont pas été énoncées pour représenter quelque chose de tangible, pour suggérer une image réalisable de l'avenir, mais plutôt pour cacher un vide intérieur, une faiblesse du penseur, une abdication de ses énergies créatrices.

En faisant table rase du passé, la pensée marxiste anéantit implicitement toutes ses possibilités créatrices. Elle est arrivée au point d'où elle ne peut plus rien entreprendre. Devant elle s'étend l'immensité noire de l'abîme. La synthèse révolutionnaire ne peut plus avoir lieu, car la matière qu'elle devait utiliser gît sous un amas de décombres. C'est alors que la pensée marxiste dissimule sa propre catastrophe en transformant la négation en vertu, en adoptant le mal concentré — formule qui se dégage aussi du parallélisme des

manifestations bourgeoises-communistes — comme système durable de gouvernement. Les critiques et les adversaires du Marxisme n'ont pas vu que cette doctrine est dépourvue de l'essentiel, d'un idéal, d'une vision créatrice de la société. Elle est une formidable dialectique de la destruction, et non une dialectique de la création.

La société communiste constitue une énigme seulement pour celui qui veut qu'il en soit ainsi. Elle est identique au Léviathan soviétique. On peut accuser les chefs actuels de la Russie soviétique de tous les maux, sauf de n'être pas restés fidèles au fondateur du mouvement communiste[1].

Ayant constaté que les différences idéologiques entre la société bourgeoise capitaliste et le communisme sont bien moindres

1. Les partis socialistes occidentaux n'ont plus rien de commun avec le Marxisme, en dehors d'une liaison de prestige.

Bien des raisons encore nous rattachent à l'Occident. Quelle sympathie saurait en effet éveiller chez nous la Russie soviétique, cet immense abattoir de peuples, où tout ce qui appartient à une nation, à une culture, est voué à la disparition, englouti dans une masse informe?

qu'on ne l'avait pensé, que, ce que l'une commence, l'autre l'achève, pour quelles raisons, malgré tout, n'hésitons-nous pas à nous déclarer solidaires du monde occidental? Parce que, en Occident, le mal n'a pas pris la forme d'une institution, n'est pas encore devenu une éthique d'État.

Les peuples de l'Occident vivent dans un climat de liberté. Leur technique de gouvernement, la Démocratie, ne peut empêcher le mal de se manifester; si elle ne s'en occupe pas, du moins ne lui offre-t-elle pas l'appui direct de l'État, symbiose qui s'est réalisée en Russie soviétique. La Démocratie est un cadre politique neutre, une règle de jeu, qui accepte et supporte des contenus idéologiques divers. Au XIX^e siècle elle tend la main au libéralisme économique, au capitalisme de l'espèce la plus avancée, de nos jours les socialistes de diverses tendances ne se sentent nullement gênés en sa compagnie. Elle n'est responsable ni du contenu politique élaboré par les divers courants qui agitent la collectivité, ni de la nature des résultats homologués par son

arbitrage. Elle enregistre les fluctuations de l'opinion publique, mais il ne lui appartient pas de les apprécier ou de les influencer. La Démocratie est plutôt une procédure à suivre dans les affaires publiques, qu'une conception de la vie. Elle joue dans la société une fonction analogue au libre arbitre dans la vie de l'individu. Il s'ensuit que le matérialisme, l'athéisme et les autres tares de la société moderne, ne sont pas le produit du système de gouvernement inauguré par la Démocratie et que leur apparition, concomitante à la victoire des idées démocratiques, est seulement fortuite. On ne saurait donc demander à la Démocratie, appelée à respecter avec impartialité tous les principes et tous les partis, de réglementer des maux sociaux ou d'entreprendre des croisades pour les combattre. La Démocratie ne s'oppose pas à l'apparition de courants d'idées saines, mais elle ne peut offrir aux réformateurs de la société d'autre soutien que la sauvegarde des libertés politiques.

La Démocratie distribue des chances

égales à tout le monde; l'issue de la lutte entre le bien et le mal dépend de la sagesse des chefs et des vertus de la collectivité.

Cette heureuse séparation, qui a fini par se produire en Occident, entre l'opinion politique et son mode d'expression, n'est pas respectée par le communisme. Sa technique de gouvernement est un instrument d'expansion de l'idéal communiste. Il n'enregistre pas les opinions des citoyens, pour les faire valoir dans le cadre de l'État, mais pour découvrir et anéantir celles qui pourraient nuire à sa toute-puissance. L'État soviétique n'admet pas d'exceptions, ne tolère pas d'hérésies, ne reconnaît à personne le droit de non-conformisme. Le traitement inique qu'il applique à ses sujets, son intervention violente chaque fois que ceux-ci tentent de manifester des points de vue personnels, est la conséquence logique du principe sur lequel il est bâti. L'État communiste est une brèche diabolique dans le front de l'humanité, une projection plénière du mal. Les puissances démoniaques se sont dit, sans doute, que l'humanité était si atteinte dans ses fondements spirituels, si déchue et si malade, qu'elles ne se heurteraient à aucune résistance si elles manifestaient au grand jour leurs velléités de domination mondiale. Lorsque le communisme a réussi à s'emparer des destinées d'un peuple, il se débarrasse aussitôt de toutes les hésitations tactiques, rejette au fur et à mesure tous les masques d'occasion, et par ses actes, par la terreur qu'il exerce, par l'horreur qu'il a de rivaliser loyalement avec les autres forces, par toute cette armature féroce, caractéristique du régime instauré en Russie, dévoile son identité avec le mal. La vue du bien lui est intolérable, car les contradictions qu'il provoquerait dans l'âme des peuples, seraient fatales à son existence. Mis en présence d'un moyen de comparaison, ceux-ci ne sauraient tarder à reconnaître le véritable visage de l'État qui les régit. Pour se maintenir, l'État communiste doit transformer la terreur en un principe permanent de gouvernement.

A supposer que le dénouement du conflit

actuel soit en faveur des Démocraties occidentales, comme tout porte à croire, ceci ne signifierait point que le danger du communisme soit définitivement écarté et qu'une période de prospérité et de paix s'établirait parmi les peuples. La société bourgeoise capitaliste porte en elle les germes du communisme. L'humanité entière a subi un glissement vers le mal, et le communisme ne représente que le côté extrême de ce plan incliné. Il s'ensuit que ses effets continueront de menacer l'existence des peuples. Si le mal n'est pas affronté avec des moyens énergiques, il se sentira un jour de nouveau assez fort pour supprimer — même sans appui extérieur — la liberté dans le monde. Cette nouvelle forme sociale ne s'appellerait peut-être pas communisme, elle n'en serait pas moins semblable dans sa structure.

Que le monde occidental ne s'imagine pas être à l'abri d'un tel revers de fortune. Son grand avantage est d'avoir gardé intactes les chances de réaliser le bien — dans le monde communiste ces chances ne

survivent plus — et ses réserves inexprimées, ses possibilités de réfection suffisent pour alimenter la flamme de notre espérance.

Cependant de la part de l'Occident, une surestimation de ses forces spirituelles, une attitude arrogante et insouciante, l'illusion que les choses pourraient s'arranger d'elles-mêmes, seraient fatales à l'avenir de l'humanité. Une fois le péril bolchevique écarté, les peuples de l'Occident devront devenir plus lucides, plus conscients du rôle qu'ils ont à jouer dans le monde. La révision des bases idéologiques affaiblies par le temps, le rajeunissement du cadre politique de la Démocratie par la nécessité qu'impose un nouvel idéal social, doivent être envisagés, pour que l'expérience tragique à laquelle nous assistons ne vienne pas à se répéter.

* * *

II

LE PHÉNOMÈNE NATIONALISTE

La lutte entre le communisme et le capitalisme se complique après la première guerre mondiale, de l'entrée en scène d'un nouveau prétendant à l'héritage du vieux monde : le Nationalisme. Cependant, cette date ne fait qu'indiquer le moment où son effort fut le plus héroïque, où il sut s'affirmer courageusement. Car, si l'on veut découvrir son origine lointaine, il nous faut remonter à la seconde moitié du XIX^e siècle, et même plus avant.

Nous avons appelé ce phénomène « Nationalisme » ou « Mouvement nationaliste » plutôt que « Fascisme » ou « Mouvement fasciste », parce que cela nous paraît plus en accord avec le sens exact des choses. Le terme de « Fascisme » s'est imposé à l'atten-

tion générale en vertu de la priorité de naissance du Mouvement nationaliste italien. En effet, le Fascisme fut le premier à conquérir le pouvoir et à fonder un État. Son emblème servit de signe de reconnaissance à tous les groupements politiques qui combattaient pour les mêmes idéaux. Cependant, si l'on compare le Fascisme aux mouvements nationalistes qui apparurent ultérieurement, on se rend compte qu'il est trop imprégné de particularités, trop spécifiquement italien pour qu'on puisse appeler de ce nom toutes les manifestations de Nationalisme. Le terme que nous choisissons n'évoque au contraire le souvenir d'aucun régime, et tous les partis qui sont orientés dans la même direction peuvent s'y retrouver sans aucune difficulté.

Qu'apportèrent de nouveau les mouvements nationalistes? Quelle fut leur position par rapport aux forces qui dominaient les rivalités internationales? Leurs adversaires se sont empressés de les classer parmi les apparitions-surprises de l'histoire : phénomènes dont la paternité ne

serait pas éclaircie, sans racines dans le passé, surgissaient de l'inconnu pour renverser toutes les hypothèses d'avenir; phénomènes susceptibles d'aucune explication, si ce n'est celle que définit ce fond humain primitif, qui reparaît de temps en temps à la surface, malgré les millénaires de civilisation qui nous séparent de l'âge des cavernes. En réalité, le phénomène nationaliste n'a rien d'obscur. Il est un produit normal de l'histoire et ses origines peuvent être dégagées avec précision. Il est né des mêmes conditions sociales, des mêmes tourments que ceux qui ont provoqué l'irruption du communisme dans l'histoire. Sa doctrine et sa politique représentent une réaction contre les erreurs de la société. Les déficiences de cette société déterminèrent l'apparition de ce mouvement révolutionnaire, parallèlement aux réformes projetées par le communisme. Du même tronc vieilli se sont détachés les deux transformateurs de la vie sociale, dont chacun d'eux espérait devenir l'unique héritier de l'ancienne société.

Les tendances du communisme sont connues : dans sa dialectique on ne rencontrera aucune idée positive, aucune trace de bien ou de vérité. Émanation du mal, son but principal est d'arracher l'homme à son ambiance nationale, culturelle et religieuse, afin de le rendre apte à mener l'existence de termites qui est celle du citoyen soviétique. Les réactions du Nationalisme sont d'une tout autre nature. Elles n'ont rien de commun avec cette haine farouche que le communisme voue à toutes les institutions du passé. Son élan est particulièrement constructif. Tandis que les communistes s'emploient de toutes leurs forces à préparer la destruction du vieux monde, leur acharnement allant si loin qu'ils voudraient effacer même son souvenir de l'histoire, les nationalistes n'ont avec ce monde qu'une dispute de famille. Les nationalistes, constatant eux aussi le désordre de la gestion bourgeoise, ne se proposent pas de l'exploiter comme le font les communistes, mais bien d'y mettre fin, grâce à une nouvelle synthèse sociale.

Le communisme représente la réalisation négative de la société bourgeoise et capitaliste. Le Nationalisme tend vers une solution positive des difficultés contemporaines. Il s'est détaché de la société bourgeoise et capitaliste pour remédier à ses défauts, en lui donnant une nouvelle impulsion créatrice. A cet effet, il s'agrège la partie saine de l'organisme national, cette partie qui n'a pas été ravagée par les ferments de la décomposition. L'effort des mouvements nationalistes est orienté vers la conversion de la bourgeoisie en une nouvelle forme sociale qui conserve son apport social réel, tout en faisant disparaître ses abus.

La société de type capitaliste ne pourrait plus persister, même au cas où elle échapperait à l'explosion révolutionnaire du communisme. Elle est menacée par une autre mort, celle de l'accumulation lente du mal. L'individualisme mercantile et anarchique, qui a créé la gloire de cette société, qui a représenté jadis son facteur de progrès, est devenu maintenant son

principal agent destructif. On ne peut plus se baser sur ce concept, car c'est la vie même qui l'a dépassé et éliminé du circuit social. L'apparition de « l'extrémisme de droite » n'est pas un pur hasard. Les forces saines de l'Europe n'interviennent dans le combat que lorsque la réaction des Démocraties de type bourgeois et capitaliste se montre trop faible pour pouvoir opposer une résistance efficace aux assauts du Bolchevisme.

Dans quelle mesure le Nationalisme peut-il recueillir l'héritage de la bourgeoisie? Pour quelle raison les mouvements nationalistes ont-ils une autre attitude envers les institutions du passé que le Bolchevisme?

Cela s'explique par le fait que bourgeoisie et Nationalisme appartiennent au même type de civilisation. Le Nationalisme ne pouvait désirer la disparition totale du vieux monde, car il se reconnaissait lui-même comme un continuateur de ce monde. Le Nationalisme sait distinguer entre les tares de la société bourgeoise et capitaliste

qu'il déteste et combat avec acharnement, et son contenu permanent qui dépasse en intérêt et en valeur sa formule historique.

La société bourgeoise est née d'une révolution. Mais une révolution qui gardait intacts les piliers de la civilisation européenne. De même, la révolution nationaliste, si elle avait connu un complet triomphe, se serait accomplie au milieu d'un meilleur regroupement des forces sociales, et n'aurait pas affecté les éléments constitutifs de cette civilisation. Le passage de la bourgeoisie au Nationalisme n'aurait pas signifié l'aliénation du patrimoine spirituel de l'Europe, mais seulement sa reconstitution sous une autre forme. La transition se serait opérée à l'intérieur de la même culture et du groupement social. La façon dont se serait produit l'acte novateur, le mécanisme qui entrait en fonction, changements calmes ou secousses révolutionnaires, tout ceci aurait été une question liée aux particularités de chaque peuple et non essentielle au fond du problème. Ce qu'il est important de savoir, c'est que les

divergences qui existent entre la Démocratie libérale et le Nationalisme sont de nature accidentelle, tandis que ce qui les rapproche se rapporte à leur substructure intime. La réaction du Nationalisme est la réaction de l'archétype de la culture européenne contre des formes qui ne concernaient plus son développement. C'est un phénomène de croissance et l'achèvement de la même floraison spirituelle que celle qui eut lieu au moyen âge.

La bourgeoisie, dans le sens où on l'entendait au XIX^e siècle, ne peut survivre; cela ne signifie pas qu'elle soit en opposition irrémédiable avec le nouvel ordre social. Dans la société bourgeoise et capitaliste se sont fondues une multitude de tendances anciennes. La véritable histoire de la bourgeoisie ne commence pas avec le XIX^e siècle, mais deux mille ans plus tôt. En passant par la phase nationaliste, la bourgeoisie ne fait que provoquer le saut dans l'avenir d'un organisme millénaire. Elle n'est pas vaincue, mais continuatrice. Elle serait vaincue, et cela définitivement, si elle ne

transférait rien de sa substance historique aux générations à venir. Ce désastre se produirait seulement au cas où elle se laisserait absorber par le marais du communisme. La victoire du communisme n'aurait pas seulement comme effet de déplacer le centre de gravité politique vers la classe sociale actuellement en détresse, tel que l'affirment ses doctrinaires, mais de substituer un type de civilisation à un autre. Le communisme est étranger à l'Europe, étranger à la culture de notre continent, étranger aussi à la succession d'événements qui ont déterminé l'apparition de la bourgeoisie.

Le conflit entre le passé et l'avenir aurait dû se résoudre selon les règles qui ont présidé à l'abolition de la société féodale : une disparition continuée par une renaissance. Pourquoi cette expérience n'a-t-elle pas été poursuivie? Pour quelle raison la bourgeoisie a-t-elle préféré l'alliance avec le Bolchevisme, force avec laquelle elle n'avait ni parenté d'origine ni affinité créatrice? Tout ceci constitue

un des faits les plus étranges de l'histoire.

Dans ce qui suit nous allons essayer de jeter un peu de lumière sur les fautes qui ont pu être commises par les Mouvements nationalistes dans leurs rapports avec les Puissances démocratiques, tenter d'établir leur part de responsabilité dans le désastre européen.

*
* *

Les erreurs de comportement du Nationalisme ne peuvent être découvertes tant qu'on ne possède pas une vue d'ensemble du phénomène nationaliste. On ne peut juger les mouvements nationalistes en fonction de ce que les démocraties ou le communisme en pensent, mais seulement en tenant compte de leur destination réelle. Pour aborder la question des responsabilités, il faut procéder d'abord à une « restitutio in integrum » du phénomène nationaliste, à une reconstitution de ce mouvement sous son aspect initial. Cette opération de délimitation du phénomène est nécessaire, parce que, entre l'impulsion

initiale à laquelle il doit sa naissance, et ses réalisations historiques, les différences sont parfois assez grandes.

Ce que nous avons dit jusqu'à maintenant du phénomène nationaliste ne touche pas à cette question. Nous avons établi ses justifications historiques et les contacts qu'il a entretenus avec la Démocratie et le communisme, mais nous n'avons presque rien dévoilé de sa structure. En partant du mot « national », nous trouverons la genèse et la signification du Nationalisme. « National » et « Nationalisme » représentent deux étapes dans la vie d'une nation, deux temps différents de sa vie, l'un dirigé surtout vers le monde extérieur, vers l'« épos », l'autre vers le monde intérieur, vers l'« éthos ». Le terme « national » résume les mouvements d'unification politique des peuples européens, leur groupement en états indépendants. Ces mouvements, généralisés après la Révolution française, ont pris fin, dans la majorité des cas, au commencement du XX^e^ siècle. Le Nationalisme suppose cette étape achevée. Il

n'apparaît qu'au moment où les frontières ethniques des peuples ont été déjà délimitées. Avec le Nationalisme commence la période d'organisation en profondeur d'une nation, la période d'exploration, de son espace spirituel. La nation abandonne l'aire des conquêtes extérieures et se replie sur elle-même. Le « National » représente la phase de délimitation géographique des nations, le temps de fixation de leur souveraineté sur un territoire déterminé. Il a un sens extensif. Le « Nationalisme » transfigure le « National ». Il exprime ses virtualités, ses énergies créatrices profondes. Le « National » représente la mobilisation territoriale d'un peuple; le « Nationalisme » part de cette acquisition pour entreprendre sa mobilisation spirituelle.

Il existe entre ces deux termes une différence de perspective, de hiérarchie des valeurs. La nation se « nationalise » à partir du moment où délaissant la vie matérielle elle s'intéresse à son destin spirituel. Dans la phase « nationale », l'histoire se dilate au delà des nécessités natu-

relles des peuples et engendre des superstructures inutiles, qui accablent leur destin et consomment la plus grande partie de leurs énergies créatrices. Dans la phase « nationaliste », la principale préoccupation des peuples devient la culture, la contemplation du monde intérieur; l'histoire sert seulement de barrage protecteur à l'activité culturelle. L'activité politique ne cesse pas; les peuples continuent à s'intéresser à l'État, à la marche des affaires publiques, mais, dans la découverte des splendeurs de la vie immanente, trouvànt une sorte d'immunité contre les attitudes agressives. Le zèle manifesté en cette direction est limité par la nécessité de défendre la liberté d'expression du génie national. Le Nationalisme est étranger à l'impérialisme et au chauvinisme, formes spécifiques de manifestation du « National », qui, dans l'histoire des peuples européens, accompagnèrent l'époque bourgeoise.

Du « National » au « Nationalisme » il y a la même distance qu'entre un bloc de marbre informe et le même bloc taillé par

la main du sculpteur. Des siècles sont nécessaires pour qu'un tel travail soit accompli, pour qu'un peuple puisse forger sa personnalité.

Un peuple qui a abouti à l'apogée du « National », à la saturation de toutes ses prétentions territoriales, est menacé par la plus violente crise de son histoire, par la crise du manque d'idéal. Les aspirations qui jusqu'alors stimulèrent son énergie se trouvent tout à coup périmées et aucune vision nouvelle n'élargit plus son horizon. A ce moment de lassitude spirituelle, lorsque les peuples étouffent sous le poids du passé, intervient la puissance créatrice du Nationalisme. Il achemine les énergies des peuples vers des buts supérieurs et donne une nouvelle impulsion à l'histoire.

Sur le plan des relations internationales, le Nationalisme favorise l'entente entre les peuples. L'époque de l'histoire « nationale » est dominée par une méfiance réciproque, par des conflits perpétuels que provoque la soif des conqêtes territoriales. A l'époque nationaliste les peuples s'in-

téressent de plus en plus à leur vie intime, se sentent davantage attirés par les hardiesses de l'esprit. Alors les anciennes hostilités s'affaiblissent. Leur rapprochement n'est plus le résultat d'efforts souvent infructueux, mais un aboutissement naturel de leur conception de la vie. Un peuple qui a découvert son âme, ne peut être rempli que de respect pour les autres peuples qui, tout comme lui, sont une apparition unique dans l'histoire, un univers à part, représentant un génie créateur intransmissible, dont l'anéantissement équivaudrait à un attentat contre l'humanité. Ce n'est qu'en s'élevant à cette conception, qu'une collectivité peut devenir messagère de paix et de fraternité au milieu des autres peuples.

Une nation ne peut policer ses mœurs avec ses seules ressources. Quel que soit le désir des peuples de diriger honnêtement leur destin, s'ils ne s'aident du sentiment religieux, ils ne pourront jamais dominer leurs instincts inférieurs. Le Nationalisme tend à discipliner les nations à l'aide des

réalités transcendantes. La spiritualité nationaliste est inséparable des derniers mystères de notre existence, tels qu'ils furent révélés aux hommes dans l'Évangile. Il n'y a pas de mouvement nationaliste qui ne soit tributaire des vérités religieuses.

On ne doit pas oublier que les accords de Latran, qui ont mis fin au conflit entre l'État italien et le Vatican, sont l'œuvre d'un mouvement nationaliste, que le Phalangisme espagnol s'est élevé sur les fondements du Catholicisme, que le Gouvernement légionnaire roumain a envoyé ses meilleurs représentants en Espagne, pour la défense de la Croix. Même le National-socialisme, dont l'évolution finit par tendre vers un panthéisme nébuleux, n'hésite pas, à ses débuts, à parler du Christianisme. Généralement tous les mouvements nationalistes, plus ou moins conscients de ce fait, ont emprunté quelque chose à la mystique et aux accents révolutionnaires du Christianisme.

III

LES ERREURS DU NATIONALISME

MAINTENANT que nous avons examiné le contenu et les traits caractéristiques du concept nationaliste, revenons à l'étude du Nationalisme en tant qu'événement historique.

L'erreur capitale des mouvements nationalistes, fut de passer à l'action avant d'avoir pleinement élaboré leur base idéologique. Que représente le nouveau phénomène et quelle est sa mission historique? Son sens profond n'a jamais été révélé au public, comme il en fut par exemple de la Révolution française, qui a trouvé des précurseurs de génie, tels que Locke, Montesquieu et Rousseau. Les mouvements nationalistes ont eu à combattre non seule-

ment leurs adversaires, mais leurs propres insuffisances. Et si leurs chefs ont subi tant de défaites retentissantes, c'est parce que la vision des fins ultimes du Nationalisme leur a manqué. Ils ont voulu maintenir dans un cadre étroit et rigide des réalités beaucoup trop vastes et trop complexes. Leurs programmes politiques ont subi des influences fâcheuses, en devenant un mélange indigeste d'idées originales et d'imitations, au lieu d'être uniquement l'expression d'une pensée indépendante. Entraînés par des tendances diverses — voire même contradictoires — méconnaissant le nouvel esprit européen, ils finirent par perdre définitivement l'initiative en face de leurs adversaires.

La défaite subie par les nationalistes résulta, dans une certaine mesure, du manque de clarté de leur idéologie. La coalition absurde entre la Démocratie et le Bolchevisme, en fut la plus grave conséquence. Naturellement, tous les mouvements nationalistes ne sont pas également responsables. Ce sont surtout les grands

mouvements nationalistes qui, par leur force politique et militaire, étaient censés s'adresser à l'Europe. Nous avons nommé le Fascisme et le National-socialisme. Même à l'intérieur de ce cercle restreint une nouvelle ligne de démarcation est nécessaire. A partir de 1936, le National-socialisme devance le Fascisme, aussi bien en force combattive qu'en ascendant politique. Il est donc juste qu'également le centre de responsabilité se déplace du Sud au Nord de l'Axe Rome-Berlin.

* * *

Dès leur apparition, ces deux mouvements se sont déclarés les adversaires irréductibles du Bolchevisme et le leit-motiv de leur propagande fut de dénoncer le péril venu de l'Est. Conscients d'appartenir au monde occidental, ils s'adressaient à toutes ses forces combattives pour créer un front unique contre le danger commun. Cette attitude ne pouvait qu'attirer l'approbation et la sympathie des cercles diri-

geants démocrates; en tout cas, même si certaines tensions entre eux étaient inévitables, elles n'auraient jamais abouti à la deuxième guerre mondiale, si d'autres facteurs n'étaient intervenus. Les difficultés proprement dites ne commencèrent que lorsque l'Italie et l'Allemagne, abandonnant le terrain de la lutte antibolchevique, manifestèrent des idées de revanche et de conquêtes territoriales. Qu'on se rappelle l'indulgence dont firent preuve les Alliés occidentaux à l'égard des mouvements nationalistes pendant les années nécessaires à la consolidation de leur pouvoir.

Celui qui examine avec attention la politique extérieure de la Grande-Bretagne, ne manquera pas de reconnaître les concessions considérables qui furent faites à l'Allemange, dans le but de la conserver comme pièce essentielle du fameux équilibre européen. Malheureusement, après avoir bénéficié de cette attitude conciliante, les Nationaux-socialistes oublièrent que l'Angleterre avait contribué à forger leurs succès. Hitler, au lieu de comprendre

le prix des concessions qui lui avaient été consenties — en tant que chef d'une puissance anticommuniste en Europe — perdit la mesure et glissa vers une politique de force. Par ses actions téméraires, il fournit alors des arguments décisifs à ceux qui prônaient la guerre à l'Allemagne, et tous les efforts de ceux qui croyaient encore à une entente possible avec les États nationalistes restèrent vains.

La longue période gouvernementale fasciste a profité, de la même façon, d'un climat qui lui fut propice. Sans le consentement de l'Angleterre, il est peu probable que Mussolini ait pu se maintenir longtemps au pouvoir, seul, au milieu d'un monde ennemi. La menace bolchevique imposait aux puissances démocratiques l'obligation de ménager ces nouvelles forces politiques, tant que leurs buts majeurs ne dépassaient pas le cadre des intérêts européens.

La méfiance croissante que ces mêmes puissances montrèrent plus tard à l'égard des États nationalistes fut provoquée par

les changements survenus dans la politique extérieure de ces derniers. Tentés par les avantages factices d'un Nationalisme impérialiste, les États nationalistes menacèrent la Paix de l'Europe par des revendications surannées. Les dirigeants des États nationalistes ne comprirent pas la différence entre « National » et « Nationalisme », et adoptèrent, en politique étrangère, une position idéologique périmée : « nationalistes », ils se réclamaient du « national », de la conception politique spécifiquement bourgeoise et capitaliste.

Du point de vue stratégique, cette politique divergente des puissances de l'Axe créait une situation intenable, provoquait une disjonction inutile et dangereuse de leurs forces disponibles. Une croisade contre le Bolchevisme — forme sous laquelle Hitler tenait à présenter au monde la campagne de Russie — supposait l'aplanissement préalable des difficultés européennes et la participation enthousiaste de la plupart des peuples de notre continent. Mais où cette entreprise géante

aurait-elle pu puiser l'élan nécessaire, quels ressorts intérieurs auraient pu mouvoir cette formidable coalition qui devait anéantir Moscou, quand son chef suprême foulait lui-même aux pieds la vie et la liberté des autres peuples? A l'exception des nations voisines de la Russie, les peuples européens abandonnèrent l'idée d'un front commun contre le Bolchévisme, parce qu'Hitler, lui-même, avait donné le premier le signal de la défection.

Le résultat de cet absurde apparentement des buts fit que la guerre se termina par un désastre sur les deux théâtres d'opérations. L'Allemagne, empire couvrant toute l'Europe, et l'Italie, grande puissance maritime, maîtresse des positions-clés de la Méditerranée, furent anéanties. En revanche, le Bolchevisme devint plus fort et plus dangereux qu'à la veille de la guerre.

On doit, au respect de la vérité, de faire une distinction entre l'attitude de l'Italie et celle de l'Allemagne. Mussolini a nourri — il est vrai — des rêves de grandeur impériale, mais il était trop réaliste pour

ne pas se rendre compte qu'une vie n'y suffirait pas. Son allure césarienne était due surtout au désir de faire entrer le peuple italien dans l'histoire, de lui rendre un sens actif de la vie, et ce renouveau d'énergie nationale ne lui semblait possible qu'en renouant avec le passé glorieux des légions romaines. Mussolini n'a fait qu'élaborer une vision impérialiste, dont la réalisation réclamait des siècles et des générations. Pour la durée de son règne, il n'avait d'autres ambitions que d'assurer à son pays une position de premier rang dans le concert des peuples européens et de lui ouvrir des possibilités de colonisation. On peut considérer, avec la campagne éthiopienne, l'expansion fasciste comme terminée. Les prétentions que l'Italie souleva après 1938, ne sont pas nées de la même inspiration. Elles sont dues à la fascination qu'ont exercée sur le Duce les victoires allemandes. Un sentiment puissant de jalousie joint à l'inquiétude que l'Allemagne ne devienne trop forte poussèrent Mussolini à revendiquer

sa part de la proie nationale-socialiste.

Hitler avait une tout autre vision politique. Il se croyait prédestiné à résoudre une fois pour toutes le problème de l'espace vital allemand. L'Allemagne devait, à ses yeux, se dilater jusqu'aux extrêmes limites de notre continent et, du cœur de l'Europe, dominer le monde entier. Si la formule impérialiste de Mussolini était destinée surtout à servir d'élément propulseur à l'histoire italienne, l'empire allemand imaginé par Hitler devait atteindre sa forme définitive au cours même de la vie du dictateur. Dans la pensée d'Hitler, les nécessités vitales des autres peuples avaient de l'intérêt, dans la mesure seulement où elles pouvaient servir ses plans de domination mondiale. Il ne se contentait pas seulement d'une influence prépondérante de l'Allemagne dans le cadre de la communauté européenne, d'une « Führung », qui, jusqu'à un certain point, n'aurait pas été anormale, mais il aspirait aussi à la « Herrschaft », à la soumission totale des autres peuples à l'Allemagne.

Quand, après avoir signé l'accord de Munich, Hitler occupait la Tchécoslovaquie, il dépossédait en même temps le National-socialisme du prestige de grande révélation historique. Jusqu'à cette date, les actes politiques de l'Allemagne n'avaient jamais éveillé les soupçons du monde nationaliste, étant justifiés par le besoin d'unité du peuple allemand. A l'occasion de l'Anschluss, Corneliu Codreanu, chef du Mouvement légionnaire roumain, envoyait un télégramme d'hommage à Hitler, pour saluer le triomphe de la vérité en Autriche. Codreanu ne vivait plus en 1939, et ne put être témoin du pacte de non-Agression passé par Hitler avec les Soviets, ni voir « les Armées de la Croix et de la Chrétienté » — c'est en ces termes qu'il parlait de l'Axe Rome-Berlin — tendre la main aux armées des ténèbres, pour se ruer d'un commun accord sur les petits peuples de l'Est. Quand Corneliu Codreanu s'était déclaré partisan de l'Axe, qu'il croyait être au service de la cause européenne et chrétienne, il avait mis dans

cette adhésion toute l'ardeur de son idéalisme et toute la pureté de ses sentiments. Il jugeait les manifestations nationalistes en fonction de leur vérité intrinsèque et n'aurait jamais pu concevoir que les protagonistes de l'Europe nouvelle s'éloignassent un jour des vérités fondamentales de leur doctrine

Dans le domaine des idées, Hitler fit preuve de la même intransigeance. La différence entre Hitler et Mussolini est, à ce point de vue, encore plus frappante. Le « Duce » du Fascisme ne poursuivait que la prééminence spirituelle de sa doctrine, une reconnaissance par les autres mouvements de la voie qu'il avait ouverte dans l'histoire. C'est son mérite d'avoir perçu de bonne heure l'inquiétude politique et spirituelle des peuples européens et d'avoir su lui trouver une forme d'expression.

Il a pensé aussi à la nécessité d'un contact systématique entre les mouvements nationalistes. Dans ce but il patronna la fondation des « Comités d'Action pour l'Universalité de Rome », qui commencè-

rent leur activité sous les auspices les plus favorables. L'idée conductrice de ces Comités, bien que leur dénomination un peu théâtrale nous suggérerait d'autres interprétations, était de trouver les liaisons intimes entre les mouvements nationalistes, de détacher le composant général du phénomène à partir des particularités de ses manifestations multiples. Le Fascisme ne venait pas imposer ses principes à des délégués dociles; les discussions se poursuivaient entre partenaires égaux et dans une atmosphère de liberté. Le protocole final des travaux représentait la synthèse des opinions de la majorité. Ceci permettait aux délégués de se connaître, de confronter leurs expériences, de coordonner leur doctrine et leurs moyens d'action. Ce fut Ion Motza qui, en décembre 1934, représentait le Mouvement Légionnaire à la réunion annuelle des Comités d'Action. La réunion eut lieu à Montreux et aboutit à des résultats appréciables. Les Nationaux-socialistes allemands n'ayant pas fait leur apparition

au congrès, Ion Motza, profondément impressionné par leur absence, insista pour qu'on s'efforçât de s'assurer leur participation à la prochaine assemblée des Comités.

Malheureusement, les Comités ne devaient plus se réunir. Une des plus fécondes initiatives de Mussolini, qui, en se développant, aurait pu exercer une influence bienfaisante sur tous les mouvements nationalistes, fut alors sacrifiée aux intérêts de la politique extérieure. Cette prise de contact direct avait le don de gêner les dirigeants Nationaux-socialistes, et Mussolini, pour ne pas indisposer ses nouveaux alliés, se désintéressa des Comités, à la grande stupéfaction de ceux qui en avaient poursuivi et apprécié l'activité. L'abandon de cette idée fut non seulement une grave erreur politique, mais aussi un moment essentiel du destin de ces mouvements, une erreur irréparable. La suppression des Comités interrompit l'évolution ascendante des mouvements nationalistes, en empêchant

cette sorte d'effervescence spirituelle qui accompagnait leur réunion et qui est si nécessaire à la vie d'une idée nouvelle.

Le National-socialisme eut une attitude réservée à l'égard de l'initiative romaine, parce que sa doctrine était trop appauvrie d'universalité pour pouvoir s'harmoniser avec les autres mouvements. La doctrine National-socialiste manqua de cette générosité qui ouvre le cœur des peuples à une idée politique. L'idéologie hitlérienne signifie le triomphe complet du « National » au détriment du « Nationalisme »; l'intérêt de la seule Allemagne absorbe toute la doctrine et revêt la forme d'un mythe. Même l'idée raciste n'y fut pas cultivée pour sa valeur intrinsèque, mais pour servir à la domination mondiale du Reich. Hitler détestait Guillaume II, et le donna au peuple allemand comme le mauvais exemple du chef. Mais en réalité il n'a fait que le reproduire dans de plus grandes proportions.

Apparu à une époque nationaliste, Hitler demeura étranger à son ambiance.

Il se servit du cadre du Nationalisme, mais en falsifia l'essence. Plutôt tourné vers le passé, Hitler sans bien discerner ce qui fut erreur ou vérité dans l'histoire de l'Allemagne, ce qui de la masse de ses événements s'accordait ou non avec le nouvel esprit européen, fit de tout cet héritage le Nationalisme allemand. Ceci n'aurait eu aucune importance si le Führer avait été le chef d'un petit pays, aux possibilités d'action réduites. Tout au plus se serait-il fait remarquer par son chauvinisme. Malheureusement, celui qui disposait de la plus grande force militaire et politique des chefs d'États nationalistes, fut aussi celui qui comprenait le moins les fondements du Nationalisme. Ses erreurs n'atteignirent pas qu'un seul pays; elles firent la ruine de tout notre continent. Plus considérable que la défaite politique de l'Europe — car, en dehors de la Russie Soviétique, aucun État n'est sorti victorieux de la deuxième guerre mondiale — fut la faillite de la nouvelle synthèse historique à laquelle elle tendait.

Le National-socialisme fut, de toutes les idéologies nationalistes, la moins accessible aux autres peuples. Et, bien qu'il ait abandonné, de son propre gré, l'idée d'une collaboration européenne, il n'en a pas moins tenté de modeler les autres mouvements à son image. Comment cela fut-il possible?

La position égocentrique du National-socialisme lui interdisait l'espoir d'être jamais accueilli en Europe. Une conception aussi exclusive ne pouvait en effet être acceptée comme l'image spirituelle de l'Europe Nouvelle. Demeurait seule, alors, l'idée messianique du peuple élu par la Providence pour réaliser les plus hauts idéaux de l'humanité. Forts de leurs succès militaires, les Allemands se proclament mandataires uniques du destin de l'Europe et imposent aux autres mouvements une attitude réservée. Pour les Nationaux-socialistes, la nouvelle conscience européenne n'est plus forgée par l'apport commun de tous les mouvements nationalistes d'Europe, mais se

révèle à eux seuls, représentants du peuple le plus valeureux.

Les dirigeants du IIIe Reich ne voyaient dans les mouvements nationalistes que d'encombrants compagnons dont ils se seraient débarrassés volontiers, si des nécessités d'ordre tactique ne les avaient retenus. Cette pensée était même si claire qu'ils n'ont pas essayé de la cacher jusqu'au jour de la victoire finale. Avant même que les chances de la guerre fussent éclaircies, ils s'adonnèrent à toutes sortes de machinations, dans le but d'asservir les mouvements nationalistes. Nous ne connaissons pas les détails de ce plan. Il n'a jamais été divulgué. Mais une foule d'actions, entreprises par les responsables du IIIe Reich, le confirment :

1° Le sort des mouvements nationalistes n'a jamais intéressé la politique extérieure du IIIe Reich. Les Nationaux-socialistes ont poursuivi leurs buts sans jamais se préoccuper de savoir si, sous leurs coups, un mouvement nationaliste ne tombait pas foudroyé et s'ils ne

portaient pas atteinte à l'idée même de la solidarité européenne. Comment les mouvements nationalistes de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Yougoslavie, des autres pays auraient-ils pu maintenir leur popularité, quand, la force qui polarisait les aspirations de renouvellement de l'Europe, se montrait préoccupée exclusivement de conquêtes territoriales, et n'avait aucun respect pour les droits des autres nations? La diplomatie nationale-socialiste, lorsqu'on lui demandait des explications sur la curieuse amitié dont elle faisait preuve envers les mouvements nationalistes, se défendait en invoquant le motif des nécessités tactiques. Finalement, le manque de bonne foi du gouvernement allemand ne trompa plus personne. La crainte de contracter des obligations trop lourdes pour le jour de la victoire poussa les Allemands à appliquer aux mouvements nationalistes un traitement inique. Ce ne fut qu'au moment où toutes leurs combinaisons politiques s'écroulèrent, que les Allemands firent appel aux nationalistes pour sauver

une situation devenue sans issue. L'exemple de la Hongrie, de la Roumanie, de l'armée Vlassov et des unités ukrainiennes, auxquelles il ne fut permis d'apparaître qu'au moment de la défaite prochaine, en est la preuve évidente.

2° Le National-socialisme n'a pas favorisé la création d'un esprit communautaire entre les mouvements nationalistes. Non seulement il n'a facilité d'aucune façon les rapports inter-nationalistes, mais il se méfiait des amitiés naissantes. Les mouvements nationalistes attendaient un mot d'ordre, un signe venu de quelque part. Mais Mussolini, alors seul chef d'État susceptible de répondre à leur appel et d'imposer aussi aux dirigeants nationaux-socialistes une politique plus raisonnable, ne bougea pas.

3° A la suite de ses conquêtes territoriales, l'Allemagne commença à manifester aussi la tendance à absorber sur le plan idéologique les pays qu'elle avait occupés ou qui étaient soumis à son influence. Le but éloigné de la politique allemande

était de substituer aux mouvements nationalistes autochtones, des doublures nationales-socialistes.

4° Les mouvements nationalistes trop indépendants, réfractaires à l'asservissement, ont été retardés dans leur développement. Dès qu'un mouvement nationaliste se trouvait en difficulté, les dirigeants du IIIe Reich en profitaient pour enchaîner sa liberté. Jean Tuka, ancien Président du Conseil de la République Slovaque et successeur de l'abbé Hlinka à la direction des Gardes nationaux slovaques, nous a avoué, avec amertume, le manque d'égards que manifesta la diplomatie nationale-socialiste envers le nouvel État slovaque, créé en 1939, après la dissolution de la Tchécoslovaquie. Le mouvement nationaliste slovaque, qui depuis des dizaines d'années menait la lutte en vue de la libération du peuple slovaque, fut contraint d'abandonner ses positions initiales et de participer à un gouvernement hybride. L'homme qui reçut du gouvernement du Reich la consigne de briser l'élan des

Nationalistes slovaques fut le baron Manfred von Killinger, personnage auquel Ribbentrop plus tard confia une mission analogue à Bucarest. Le coup d'État d'Antonesco, qui, en janvier 1941, renversa le cabinet national-légionnaire et fut exécuté avec l'appui des forces allemandes stationnées à ce moment sur le territoire roumain, coïncide avec l'arrivée en Roumanie du nouveau plénipotentiaire allemand.

En tolérant que le National-socialisme soit supplanté par les fausses images du passé, Hitler a dépossédé le peuple allemand d'un grand moment historique. Le National-socialisme, en soi, n'est pas la création d'Hitler, mais correspond à un état d'esprit de tout le peuple allemand, qui — tout comme d'autres peuples d'Europe — se trouvait dans le champ d'attraction du Nationalisme. Le peuple allemand, par le National-socialisme, participait à un mouvement de caractère universel. Sa gloire eût été d'aider par l'effet de son immense potentiel à la réalisation

de ce grand mouvement révolutionnaire. Hitler préféra venger les injustices du traité de Versailles et, par sa conception impérialiste wilhelmienne, imprima à l'histoire allemande un recul de cent ans. Cela ne signifie pas, du reste, que les problèmes territoriaux auraient dû être éliminés de sa politique, mais seulement qu'il fallait les résoudre sans mettre en danger la conception d'ensemble du Nationalisme.

La dernière année d'Hitler, une tendance se manifesta parmi les personnalités marquantes du parti en faveur d'un adoucissement du National-socialisme. Le promoteur de cette nouvelle conception, le professeur docteur Six, chef de la section culturelle du ministère des Affaires étrangères, organisa à Weimar, en janvier 1945, un congrès de tous les nationalistes réfugiés en Allemagne, dans le but d'établir entre eux une base commune d'entente. Après dix ans d'oubli, l'idée de Mussolini renaissait en Allemagne, à l'instant où elle ne pouvait plus avoir d'influence sur le destin de l'Europe. A l'instar du pro-

fesseur Six, délégué officiel d'Allemagne, tous les orateurs repoussèrent l'impérialisme et le chauvinisme comme incompatibles avec le Nationalisme. Au crépuscule du Troisième Reich, on retrouvait, après une longue période d'égarement, les lois du vrai Nationalisme. Ouvert sous les auspices de la pensée universaliste de Goethe, le congrès de Weimar représente, malgré la défaite qui survint, un moment crucial de l'existence des mouvements nationalistes et un nouveau point de départ pour leur avenir.

Une autre erreur que commit le Nationalisme européen fut de se laisser séduire par la formule du parti unique. En dépit des apparences et des théories qui ont consacré son existence, le parti unique n'est pas de l'essence du Nationalisme. C'est seulement la généralisation de cette erreur, des grands aux petits mouvements, qui a créé l'impression qu'il y avait identité entre cette technique de gouvernement et le Nationalisme.

Le totalitarisme a été introduit pour la

première fois dans l'histoire par les Bolcheviques. Ce sont eux les créateurs du parti unique. Leur doctrine est à ce point dépourvue d'humanisme, qu'elle ne peut s'affirmer dans l'État que par la confiscation du pouvoir au bénéfice d'un seul parti et par l'exercice de la terreur. Une minorité sans scrupules s'empare du pouvoir, et, une fois en sa possession, supprime la souveraineté du peuple, fait assassiner ou jeter en prison tous ceux qui tentent de s'opposer à ses abus.

Le Nationalisme a-t-il besoin de pareils procédés? Fut-il si contraire à l'âme des peuples qu'il ait été dans l'obligation de recourir au système de l'État policier? Le Nationalisme n'entre pas en conflit avec la conscience populaire. Les idées qu'il professe ne sont pas contraires aux intérêts suprêmes de la nation. Pourquoi alors se soustrairait-il à l'épreuve électorale, qui est l'expression de la volonté nationale? Le Nationalisme ne peut éviter ce dilemme : ou bien il est la quintessence d'une nation et alors il n'a pas à craindre

le verdict populaire, ou il choisit la force et il reconnaît implicitement qu'il est loin des aspirations du peuple.

Les nationalistes doivent reconnaître qu'ils se sont laissés séduire par le mirage du pouvoir éternel, qu'ils ont succombé à cette tentation propre au monde de la haine et de la négation. Il est certain que par la voie des libertés démocratiques les progrès de la vérité sont plus lents. Mais, les vérités acquises dans la difficulté ne sont-elles pas plus durables. La préoccupation majeure du Nationalisme doit être l'éducation des masses et non la conquête du pouvoir. Si jamais la responsabilité du gouvernement doit échoir à ses représentants, ce ne peut être que par la voie du suffrage universel. Et si d'autres formations politiques, plus actives, plus soucieuses encore du bien publique arrivaient à s'imposer et à emporter les suffrages de la nation, les partis nationalistes auraient alors à céder la place avec loyauté[1].

1. L'attitude du mouvement légionaire envers la démocratie sera exposée dans un autre ouvrage.

L'obligation d'avoir à consulter le peuple n'exclut pas qu'un mouvement nationaliste vienne au pouvoir par la voie de l'action directe. Si, en général, l'activité politique d'un parti nationaliste doit porter l'empreinte de la légalité et éviter l'emploi de la violence, il y a des circonstances exceptionnelles qui le délient de telles obligations et qui justifient la conquête de l'État par des moyens anormaux. La marche sur Rome de 1922 a été déterminée par la carence de l'État italien, par son abdication totale devant les assauts de la gauche socialo-communiste. Si Mussolini avait hésité un instant, une dictature analogue à la dictature soviétique aurait été instaurée en Italie. La Démocratie ne pouvait plus subsister, même si Mussolini ne s'était pas substitué à elle. C'est donc dans un moment de désarroi général qu'il tenta ce coup de force. La marche du mécanisme gléal de transmission des pouvoirs publiques ayant été entravée par la débâcle, la nation, livrée à l'anarchie, en appela à son esprit de décision. Personne n'aurait pu

lui offrir meilleur mandat, plus valable, plus légitime, que la nation elle-même. Mussolini n'a abusé du mandat reçu de la nation que lorsqu'il prolongea au delà des limites nécessaires un état exceptionnel en devenant le tyran de l'ordre qu'il venait de restaurer.

Tout autre est la situation en Espagne. Dans ce pays, la monarchie s'est effondrée sous les coups des républicains; le régime qui lui succéda s'est désagrégé en un gouvernement anarcho-communiste, et, au comble de cette catastrophe nationale, un groupe de patriotes, recrutés parmi les officiers et les membres du Mouvement phalangiste, rétablit l'ordre après une guerre civile acharnée. Le fait que le généralissime Franco soit devenu le chef de l'État espagnol est une conséquence naturelle des risques et des responsabilités qu'il a assumés, alors que toutes les autres forces nationales, monarchie, noblesse, bourgeoisie, socialistes modérés, avaient capitulé. Le régime Franco pourrait-il se retirer pour faire place à une formation monar-

cho-démocratique, acceptant ouvertement les risques d'une consultation populaire? La situation intérieure de l'Espagne, intimement liée à ce qui se passe actuellement sur le plan mondial, ne saurait permettre une telle solution, du moins dans l'avenir immédiat. Le retour brusque au passé serait le retour au chaos. Alimentées comme elles le sont par les agents de l'internationale communiste, les vieilles haines n'attendent qu'un moment de faiblesse de l'autorité actuelle. Il n'y a aucune raison pour que les anciens groupes politiques, qui ont lamentablement capitulé en 1936, s'avèrent demain plus dignes du pouvoir. En dehors des communistes, il n'y a personne pour remplacer Franco, aucune formation politique capable d'assurer une succession démocratique viable dans les circonstances actuelles.

Certaines théories ayant fait de la violence le signe distinctif du Nationalisme, on a attribué à ce dernier une série d'expériences politiques qui n'ont rien à voir avec lui. Ainsi on a qualifié de « fascistes » tous

les régimes qui, après 1922, ont eu recours à la force pour s'emparer du pouvoir. « Le fascisme » était devenu même une sorte de mode politique en Europe. Le maréchal Pilsudski en Pologne, Primo de Rivera en Espagne, Oliveira Salazar au Portugal, le Chancelier Dolfuss et Schussnigg en Autriche, puis plusieurs têtes couronnées, le roi Alexandre en Yougoslavie, le roi Boris en Bulgarie, le roi Carol en Roumanie, ont interprété et adapté à leur situation la technique d'action et les méthodes de gouvernement de Mussolini. L'opinion publique mondiale ne s'intéressa plus à la substance du phénomène, ne retint que ses apparences et classa tous ces régimes sous l'étiquette de Fascisme, même lorsque ceux-ci furent expressément créés pour étouffer les vrais mouvements nationalistes.

Abstraction faite des succès ou des échecs de ces régimes qui tiennent aussi à d'autres facteurs, quelles sont les raisons qui nous empêchent de les considérer comme des mouvements nationalistes?

Essayons de préciser leurs traits fonda-

mentaux. Ces régimes se sont tous imposés par une action de force dirigée de haut en bas, par un coup d'État de l'État, si l'on peut dire, sans participation de la nation et souvent même contre elle. Pas de courant populaire, pas de mouvement de masses qui leur aient ouvert le chemin du gouvernement. Seules certaines réactions, certains mécontentements, qui se produisirent dans la classe dirigeante, ont décidé de leur victoire. Une révolution nationaliste n'est, au contraire, jamais un complot des cercles officiels. Elle est l'expression des transformations profondes subies par la totalité de l'organisme national. Elle se manifeste toujours de bas en haut, de la nation vers l'État. La conquête du pouvoir se fait sur un large front, avec la participation des masses populaires.

Les régimes susmentionnés étaient des régimes autoritaires. Ils accentuent l'autorité, la force de coercition de l'État. Ils ne s'appuient pas sur une base populaire mais sur l'État, sur sa capacité de juguler la libre volonté des citoyens. Leur support

politique est variable : l'armée, une caste de politiciens, un groupe de financiers, la monarchie, la noblesse du pays, le prestige d'un grand chef militaire, ou bien une combinaison de tout ceci. Mais, quelle que soit leur composition, leur aspect politique intérieur, les résultats sont les mêmes : l'État se trouve en conflit avec la nation, et la durée du régime est en fonction de la pression exercée sur les citoyens.

Ces régimes ne sont pas une apparition spécifique de notre époque. On les retrouve dans l'Antiquité, au temps de la Renaissance. Le « Prince » de Machiavel est fait à leur image. Ils prennent toujours le caractère d'une aventure personnelle : un homme tente sa chance dans un instant de crise de l'État. C'est pourquoi on peut appeler ces régimes aussi des « dictatures », et ils sont les seuls qui méritent vraiment cette dénomination.

Les régimes autoritaires n'ont pas d'idéologie. C'est ce qui fait leur faiblesse. Cela ne veut pas dire qu'ils n'aient aucune préoccupation majeure, qu'ils ne soient pas

soutenus par une foi, voire même par un puissant fanatisme. Les chefs de ces régimes croient qu'il suffit d'une puissante impulsion du centre vers la périphérie, pour que la vie de la nation soit guérie de tous ses maux. Ils pensent que l'homme fort, que l'homme qui sait commander, peut accomplir des miracles. Que la collectivité réponde ou ne réponde pas à leur impulsion, que son élan créateur ne participe pas à l'effort exigé, ceci ne les empêche pas de continuer leur expérience.

Les révolutions nationalistes, après avoir pris le pouvoir au nom de la liberté, sont tombées dans l'erreur de l'autoritarisme et refusèrent le libre jeu des deux éléments constitutifs de l'État. Cependant ces régimes nationalistes autoritaires furent supérieurs aux régimes autoritaires tout court, car leur autorité leur vint d'une fraction importante de la nation. Un régime nationaliste est en effet toujours soutenu par un parti qu'anime un idéal, tandis que les dictatures se réfugient dans les abstractions de l'État.

Les régimes autoritaires, pour remédier à leur faiblesse, créent des organismes qui les tiennent artificiellement en contact avec les masses : partis, organisations de la jeunesse, services sociaux, corporations, parfois même des parlements. C'est par l'imitation de leur appareil extérieur que les dictatures modernes ont bénéficié de la confusion avec le Fascisme. Les différences sont cependant bien nettes. Là, l'État crée le parti, ici le parti crée l'État. Un parti dictatorial, si l'on peut dire, ne préexiste pas au moment où apparaît le dictateur, mais survient comme un produit ultérieur et secondaire du régime. La force d'un régime autoritaire ne vient donc pas du parti, mais des moyens de répression de l'État. Aussi lorsque le régime s'effondre, l'organisation politique, formée sous sa protection, disparaît à son tour.

* * *

Une fois admis comme principe constitutif d'État, le parti unique impose un

rythme de vie unitaire à tous les citoyens. La personne humaine devient un champ d'expérience du parti. Une lutte gigantesque s'engage entre la force collective et le libre arbitre de l'individu.

Les résistances individuelles sont liquidées par deux séries de mesures : d'un côté, les éléments actifs de l'opposition et tous ceux qui entretiennent un esprit protestataire dans la population sont anéantis ou isolés de la masse du peuple; d'autre part, les nouvelles générations sont soumises à une éducation rigide et uniforme. L'éducation ne tend plus à la réalisation de la personnalité, mais à son nivellement ou à son rajustement au standard intellectuel du parti. Il ne s'agit plus de favoriser le potentiel créateur de l'individu, mais de lui inculquer les principes qui forment le fondement du régime.

Le Fascisme et le National-socialisme n'ont pas pu échapper à ces conséquences du totalitarisme. Les camps de concentration et l'éducation coercitive ont été les attributs inséparables de ces régimes. Mus-

solini, il est vrai, ne s'est pas comporté en tyran sanglant envers ses adversaires. Bien qu'obligé de réprimer l'opposition, il a su le faire avec une certaine humanité. Hitler, par contre, a appliqué le système concentrionnaire avec sa brutalité caractéristique. L'indignation qu'il a soulevée dans le monde est justifiée. Mais l'indignation qu'il soulève saurait-elle être plus grande que celle que méritent de s'attirer ceux qui l'ont précédé dans cette voie et lui ont donné l'exemple? Le jugement de Nuremberg est frappé de nullité devant l'histoire, parce que parmi les membres de ce tribunal international figuraient aussi les représentants d'une puissance qui aurait été plus à sa place sur le banc des accusés. Hitler a commis des actes répréhensifs. Mais que n'a-t-on également condamné ceux qui ont inauguré la série des monstruosités, ceux qui ont fait au moins cinq fois plus de victimes que lui?

S'il est acquis que le monde nationaliste réprouve l'existence des camps de concentration, l'on peut se demander encore,

quelle fut la position des mouvements nationalistes à l'égard de l'éducation des masses. Celle-ci n'est-elle pas nécessaire à la constitution d'un État fort? Rien n'est plus faux, plus contraire aux vérités de la doctrine nationaliste. Le Nationalisme est une révolution spirituelle. Comme nous l'avons déjà précisé, le Nationalisme marque l'instant où la nation commence à prendre conscience de soi, de son potentiel créateur. Autrement dit, le Nationalisme apparaît au moment où un peuple fait converger toute son énergie, du plan de l'histoire, sur le plan de la culture. Les pionniers de cette vision lumineuse du Nationalisme ne sauraient être le produit d'une éducation uniforme. C'est à l'esprit de finesse, à la variété des moyens et à la richesse inépuisable de la personne humaine, qu'on doit faire appel pour réaliser ces fins. Le Nationalisme entend former une nation de personnalités, il veut organiser les masses en profondeur. Ce n'est pas le combattant unifié qui peut assurer l'avenir d'un peuple, mais l'individu émancipé

spirituellement qui, tout en tenant compte de l'expérience d'autrui, suit son propre chemin intérieur.

* * *

Nous avons parlé jusqu'ici de deux erreurs capitales du Nationalisme, l'impérialisme qui a son origine dans la société bourgeoise et capitaliste et l'État totalitaire qui est emprunté aux Bolcheviques. La troisième erreur du Nationalisme fut de se laisser contaminer par le matérialisme, également prôné par le communisme et la société capitaliste.

Il serait exagéré d'attribuer au Fascisme une tendance matérialiste prononcée. L'âme italienne est trop liée à ses traditions catholiques, pour succomber complètement à la tentation matérialiste. C'est seulement chez les Nationaux-socialistes que le matérialisme a pu prendre des formes durables. Ce qu'on peut reprocher aux deux mouvements, est la grandeur démesurée, la majesté épique, dont ils entou-

raient les constructions matérielles réalisées sous l'égide de l'État. Un édifice, un pont, un chemin de fer, une exposition devenaient autant de moments d'euphorie collective, autant de prétextes à l'orgueilleuse affirmation de la nation. Il y avait là comme une sorte d'obsession du désir d'immortaliser le peuple par des pierres, comme la conviction que la valeur de ce dernier pouvait s'inscrire dans des tonnes d'acier, dans la quantité des maisons bâties, de navires sur le chantier ou d'inventions brevetées. Nous ne voudrions pas être mal compris, heureux les peuples doués d'habilité technique. Leurs réalisations ne méritent que des louanges. L'absurdité commence seulement au moment où on considère la technique comme une fin en soi. Ce déplacement de l'intérêt de l'intérieur vers l'extérieur, de l'image spirituelle d'un peuple vers la frénésie des créations matérielles, l'appauvrit des éléments originels de sa culture. Toutes les merveilles qu'il pourrait réaliser par la suite dans le domaine technique ne pourraient alors

compenser le vide provoqué par cette politique dans le domaine spirituel.

Le facteur économique finit par occuper une place prépondérante dans la pensée des dirigeants fascistes et nationaux-socialistes. Ces préoccupations sont justifiées par une situation réelle. L'Italie et l'Allemagne manquent de matières premières, et sont menacées d'un chômage endémique. Rien de plus naturel que de voir les hommes politiques de ces pays chercher un remède à la souffrance matérielle de leurs nations. Le facteur économique ne peut être éliminé de la vie d'un peuple, ni traité à la légère. Il est inadmissible, cependant, que pour combler les lacunes de sa propre économie nationale, un pays dépossède d'autres pays de leurs moyens d'existence. En procédant ainsi on ne peut aboutir qu'à des conflits et qu'à des guerres. De la légitime acquisition des biens nécessaires à la vie d'un peuple, à l'impérialisme économique, il n'y a qu'un pas, quand ce sont uniquement les chiffres qui décident de la politique extérieure d'un pays.

Le National-socialisme ne s'en tint pas à l'abus des formules techniques et économiques, il voulut élaborer aussi une vision matérialiste du monde. Il s'est élevé contre l'interprétation matérialiste de l'histoire, mais, sous un autre aspect, ne fit que répéter la même erreur. Le Marxisme tente d'expliquer toutes les transformations sociales par les changements qui ont lieu dans la structure économique de la société. Hitler émancipe l'homme de la tyrannie de l'économique, mais l'enchaîne, un degré plus haut, dans le biologique, en le soumettant à la discipline de la race. Ce n'est pas l'homme avec ses ressources intérieures qui crée l'histoire, mais l'homme en tant qu'élément racial, différencié par un certain nombre de particularités physiques. Il suffit que l'individu participe à cette hérédité sacrée, pour qu'il dépasse en qualités ses semblables moins heureux. L'histoire se trouve de nouveau sous l'emprise d'un facteur matériel : le sang, le moi biologique, la constitution physique de l'individu. Le Matérialisme ne dispa-

raît pas, il a changé seulement d'aspect. A la place du Matérialisme économique, qui a trait au travail, à la production, aux rapports homme-nature, apparaît le Matérialisme biologique. Les relations sociales sont déterminées par les données somatiques des individus.

Hitler est-il resté fidèle à son idéologie raciste? L'existence des races ne peut être contestée. La faute du National-Socialisme fut de les considérer comme des entités créatrices de l'histoire. En adressant son appel à la race nordique, Hitler s'est adressé à une collectivité inexistante. Les races fournissent seulement la matière première des peuples. La même race peut entrer dans la composition de plusieurs peuples de même qu'une nation peut avoir été constituée par plusieurs races. L'unité spirituelle d'un peuple ne dépend pas de sa pureté raciale, comme croyait Hitler, mais de la conservation de ses dispositions créatrices. Telle est la raison pour laquelle les peuples nordiques n'ont pas consenti à sacrifier leur identité

nationale à une plus grande communauté raciale. Les Hollandais, les Norvégiens, les Danois se sont défendus contre l'envahisseur allemand avec le même acharnement que d'autres peuples, moins qualifiés qu'eux pour comprendre le mythe de la race nordique.

D'ailleurs, Hitler n'a jamais agi en fonction d'un principe biologique. Il a utilisé, pour unifier sa doctrine, la notion de race, mais il n'a jamais tenu compte de ses conséquences pratiques. Toutes ses décisions démentent l'existence historique des races et confirment sa croyance à la réalité des peuples. Son fanatisme n'était pas alimenté par l'idée de race, mais par les énergies spécifiques de l'âme allemande. La façon dont il envisagea les futures assises du Grand Reich allemand, condamnait les nations nordiques à perdre leur individualité historique. Seul le peuple allemand devait maintenir son intégrité ethnique, afin que dans le moule de sa culture se reconstituât l'unité ancienne du monde anglo-saxon.

IV

L'EXPÉRIENCE CONSTRUCTIVE DU NATIONALISME

Après avoir passé en revue les déviations du nationalisme, nous allons essayé d'éclaircir ce qui fut heureux dans son héritage. Si le Nationalisme a eu ses torts, on ne peut méconnaître ou ignorer sciemment les valeurs qu'il a créées et qui désormais appartiennent à l'humanité.

Le Nationalisme oppose à toutes les tendances de désagrégation de la société moderne la force immanente de la nation. Dès que la phase nationale d'un peuple tend à devenir « nationaliste », le processus de décomposition sociale s'arrête et l'histoire d'un peuple entre dans un rythme constructif. Tant que les mouvements nationalistes sont restés fidèles à leur

structure intime, ils ont réussi à résoudre avec élégance et efficacité les problèmes qui se présentaient; ils se sont égarés et ont subi des échecs dès qu'ils ont fait appel à des sources étrangères d'inspiration.

Qui ne saurait reconnaître, par exemple, la contribution décisive du Nationalisme à la solution du problème social? Dans ce domaine suffoqué de contradictions, où la bourgeoisie s'est empétrée définitivement, le Nationalisme a trouvé une clairière, une formule de réconciliation des classes sociales, en barrant le chemin aux agitations communistes. La solution préconisée par le Marxisme est l'œuvre d'un cerveau désorganisé. Pourquoi la réalisation de la justice sociale réclamerait-elle l'anéantissement de toutes les institutions du passé et même la disparition des peuples, en tant qu'individualités historiques? Autant mettre le feu à une maison, pour réparer une porte ou une fenêtre. Il suffit de rétablir le fonctionnement normal de l'organisme national (ce qui suppose le rappel à l'ordre des individus anarchiques et irresponsables), pour

que de lui-même, celui-ci, avec ses propres ressources, répare ses tissus malades.

Le grand mérite du Nationalisme est d'avoir découvert la modalité de coexistence des deux notions qui, d'après la dialectique marxiste, seraient irréconciliables : la patrie et le socialisme. Les ouvriers n'ont pas besoin de violer l'intégrité des nations pour améliorer leurs conditions de vie. Le chemin des revendications ouvrières ne passe pas nécessairement par les ruines de la patrie. Les réformes sociales les plus hardies correspondent à des étapes de progrès franchies par la nation entière. Plus les individus jouissent d'une situation prospère plus s'accroît leur attachement à la nation. Ils ne se sentent plus des parias au milieu de la société, mais ils entrent de plein droit dans la catégorie des citoyens décents et dignes. La liberté et l'égalité deviennent alors pour eux des notions consistantes, des formules qui correspondent à des réalités tangibles. Amener les ouvriers de la périphérie vers le centre de

la société, les intéresser aux grands objectifs de la nation, les associer aux responsabilités de l'État, telle est la formule de gouvernement du Nationalisme.

Le Socialisme est un problème qui n'appartient qu'à la nation de résoudre. Il ne réclame pas une solution à l'échelle internationale ou la création d'un État mondial du prolétariat. Les haines de classe se dissipent quand la conscience nationale se révèle fortement à un peuple. Dès lors, à quoi les communistes s'en prendraient-ils pour susciter la révolte de la classe ouvrière? L'objectif même de leur agitation disparaît si toutes les classes sociales se déclarent solidaires du destin de la nation, si la bourgeoisie évolue jusqu'à se rendre compte du sacrilège et du déshonneur que constitue l'exploitation de l'homme par l'homme.

Partout où le Nationalisme a été bien compris et justement appliqué, les Allemands ont passé l'examen avec le plus grand succès. L'État socialiste créé par Hitler n'a pas eu de pair au monde. Dans

nul autre pays, la classe ouvrière n'a vécu en plus parfaite harmonie avec le reste de la nation. Elle s'est sentie réellement partie constituante de la communauté nationale.

Le véritable Socialisme ne signifie pas un pain plus blanc, ni un régime plus confortable de sécurité sociale. Ce sont les aspects dérivés du problème, des résultats qui se produisent dès que la nation a atteint un certain degré de cohésion spirituelle. La juste répartition des biens et des charges à l'intérieur de la société reste sans doute une question d'importance vitale dont la solution s'impose d'urgence, mais les problèmes du Socialisme ne s'épuisent pas avec ces améliorations d'ordre strictement matériel. Le vrai Socialisme commence seulement avec la libre circulation des valeurs humaines d'une classe sociale à l'autre, inconcevable sans la disparition totale des préjugés : argent, naissance, etc., et qui constitue autant d'obstacles au développement de l'individu. L'essentiel est d'amener l'ouvrier à se débarrasser de ses complexes d'infériorité, de l'aider à acqué-

rir la conviction que ses qualités et ses efforts suffisent pour égaler ceux qui par leur naissance et leur situation lui sont supérieurs. Cette atmosphère de bonne volonté, de juste appréciation des efforts d'autrui, quand elle domine la mentalité d'un peuple, est l'indice certain du Socialisme authentique. Ce n'est pas l'éternelle agitation autour des salaires qui pourra apaiser la haine de classe, car en dépit de toutes ces revendications matérielles, seraient-elles satisfaites, cette haine resterait vivante. Le véritable problème est l'affranchissement spirituel du travailleur, la suppression des distances psychologiques qui séparent une classe de l'autre. Pour accomplir cette révolution il faut considérer chaque citoyen comme une force créatrice de la nation.

Hitler a réussi à écarter, des rapports individuels, les obstacles artificiels imposés par la naissance, le milieu, la fortune, la profession et la classe sociale, à dégager la substance nationale du poids des vicissitudes historiques et à lui asssurer la continuité. Mussolini qui avait voulu atteindre les mêmes buts, a moins bien réussi qu'Hitler dans la transformation de la mentalité de classe.

* * *

Une autre grande victoire du Nationalisme fut d'avoir réalisé les réformes sociales les plus hardies, sans avoir, pour autant, renoncé aux avantages de l'initiative privée. Le Socialisme d'origine marxiste adopte en ce domaine une solution nuisible aux intérêts du peuple : la collectivisation des moyens de production. Si l'on étudie les effets de la collectivisation, là où elle fut vraiment appliquée d'une façon sincère et généreuse — car en U. R. S. S. la collectivisation n'a eu comme but que de dépouiller le paysan, l'ouvrier et l'intellectuel du produit de leur travail et de leurs talents, d'anéantir en eux le sentiment de la dignité humaine et de les réduire à un esclavage sans fin — on ne peut nier un réel redressement du

standard de vie des masses populaires. Mais il n'est pas moins vrai que la collectivisation peut avoir aussi des conséquences fâcheuses. En cas de collectivisation, toute l'économie nationale souffre de graves insuffisances et entre dans une période de déclin, car ce qu'on gagne extensivement pour le bien-être des masses populaires, on le perd intensivement, comme effort économique de la totalité nationale. Le collectivisme est une solution de classe. Empressé d'améliorer la situation d'une partie de la population, le collectivisme ruine d'autres valeurs importantes de la nation, néglige d'autres facteurs qui garantissent sa prospérité.

L'initiative privée est liée à la personne humaine. Priver l'individu de la liberté économique signifie l'amputer d'un de ses attributs essentiels. Dès que ce terrain naturel d'activité lui est interdit, son intérêt pour la vie économique faiblit. Il perd son dynamisme créateur et acquiert une mentalité bureaucratique. Qui pourrait éveiller le goût des grandes entreprises

chez un être contraint à demeurer toute sa vie dans la condition de salarié? Qui pourrait stimuler ses qualités inventives, le rendre téméraire, assidu, clairvoyant? L'économie d'un peuple dépérit sans l'impulsion de l'initiative privée.

Par l'économie dirigée, le Nationalisme tenta d'obvier aux défauts du libéralisme économique. Ce système ne supprime pas l'initiative privée, mais lui donne seulement une autre perspective en le liant plus étroitement au déclin de la nation. Une économie dirigée exclusivement vers le profit — type classique d'exploitation capitaliste — dégénérerait en manifestation anarchique qui ne pourrait même pas être de bon augure pour les intérêts réels du capital. Les mécontentements sociaux et le désordre des investissements nuisent en fin de compte à sa propre activité. Bien plus, on pourrait dire que le capital doit se soumettre de bon gré à cette supervision de l'État pour maintenir sa rentabilité.

L'économie dirigée harmonise les pulsations de l'économie libérale avec le circuit

productif de la nation entière. Elle ne rejette pas l'initiative privée, mais ne peut ignorer d'autres réalités économiques, qui ont également droit à la vie : les revendications ouvrières et le quantum des ressources matérielles de la nation, celles-ci n'appartenant pas à une génération, mais à une longue suite de générations. Un processus économique sain ne peut se développer que par la coopération permanente de ces trois facteurs. Les difficultés qui naissent dans l'économie d'un pays résultent de la part prépondérante accordée à l'un de ses facteurs au détriment des autres. Ceux-ci forment une trinité inséparable. Et c'est seulement lorsqu'ils opèrent en harmonie parfaite qu'ils peuvent assurer la prospérité matérielle d'une nation.

Ce triple conditionnement de l'économie nationale exige, de chaque pays, un plan économique approprié. Les facteurs de l'économie n'agissent pas toutefois d'eux-mêmes, comme les fonctions d'un organisme biologique; ils nécessitent l'intervention continuelle de l'intelligence humaine pour

maintenir leur unité d'action. Mais, l'établissement ou l'existence d'un plan, ne signifie pas toujours économie planifiée ou dirigisme économique. Ce que nous voulons dire, c'est que cet établissement se résume à l'idée de l'organisation de ces facteurs, de leur supervision. Hormis quelques secteurs touchant de près l'existence de l'État, l'économie dirigée ne se propose pas d'enlever la production des mains des particuliers pour la remettre à l'État, mais seulement de l'accorder avec l'ensemble de la vie nationale.

Le concept d'économie dirigée éveille toujours certains souvenirs de la période de guerre, alors que l'Allemagne et l'Italie, contraintes par la rareté des matières premières et par la nécessité du réarmement, ont imposé des restrictions sévères aux entreprises privées. En raison de l'ambiguïté du terme « économie dirigée », nous préférons donner à ce nouveau type d'économie le nom d'« économie coordonnée[1] ».

1. Économie libérale, dans son sens classique, telle qu'elle été connue dans le XIX^e siècle, n'existe plus dans le monde.

* * *

Les conceptions économiques et sociales dont s'énorgueillissaient à juste titre les mouvements nationalistes, sont appréciées aujourd'hui par tous les peuples libres du monde. Cependant, la lutte menée par ces mouvements contre les infiltrations communistes en Europe dépasse en importance ce qu'ils ont réalisé sur le plan économique et social. Les sacrifices faits par les mouvements nationalistes dans le combat contre le Bolchevisme survivront à toutes les campagnes de diffamation qu'ils ont subies. Un jour viendra, où la postérité revisera le jugement porté par les contemporains. Alors le témoignage qui comptera en faveur du Nationalisme sera tout le sang qu'il a versé pour la défense de la civilisation européenne.

La lutte des Nationalistes contre le Bol-

Plus ou moins visiblement l'économie de tous les pays s'est transformée en économie dirigée. Fait significatif, même les États-Unis, pays des possibilités illimitées et champion de la doctrine « free enterprise », n'ont pu éviter l'intervention de l'État dans l'économie.

chevisme ne ressemble à aucune des rivalités connues de l'histoire. Car cette fois-ci ce ne sont plus deux peuples, deux tendances ou deux conceptions de vie qui s'affrontent, mais le néant spirituel qui essaie de triompher des forces créatrices de l'humanité. C'est pourquoi le combattant anti-communiste, prêt à faire le sacrifice de sa personne, devient le paladin de l'humanité entière et jouit, tant qu'il sert cette cause, de l'appui et de la protection de Dieu.

Les mouvements nationalistes ont retardé d'au moins un quart de siècle la pénétration bolchevique en Europe. Qu'on se rappelle le chaos où fut plongé notre continent après la première guerre mondiale : un imbroglio de toutes les nations, de tous les principes consacrés. Un monde, dévasté par la misère, cherchait fiévreusement une issue à l'atmosphère suffocante qui s'exhalait des ruines de la guerre.

Dans cette confusion générale, alors que toutes les digues de l'ordre semblaient se rompre, alors que les trompettes de la révo-

lution mondiale annonçaient déjà la fin du vieux monde, des messagers fidèles vinrent calmer les âmes en apportant une solution équitable aux problèmes sociaux. Il est certain que sans Mussolini, sans Hitler et sans la cohorte des Nationalismes européens, les Bolcheviques se seraient installés sur notre continent dès 1930. La conquête des nations européennes se serait poursuivie, l'une après l'autre, rien que par la lente progression des enclaves communistes.

L'intervention des puissances nationalistes dans la guerre civile d'Espagne est un autre fait important qui s'inscrit à leur actif. La propagande occulte des Bolcheviques éprouvait quelque difficulté à opérer de Russie. Il lui fallait un pendant occidental, un pays qui coalisât les penchants révolutionnaires de l'Ouest et d'où l'Europe, au moment d'une conflagration mondiale, fût prise entre deux feux. L'Espagne remplissait admirablement ces conditions. La tradition révolutionnaire du mouvement anarchiste espagnol et les mauvaises conditions économiques qui

régnaient sur la presqu'île ibérique avaient favorisé le développement d'un puissant parti communiste. De plus, l'Espagne offrait l'avantage de se trouver à proximité de l'Afrique, et pouvait ainsi devenir le centre d'agitation du continent Noir, sans parler des pays de l'Amérique latine.

Qu'on s'imagine un instant ce qu'aurait signifié la réussite des plans de Moscou, la Russie soviétique installée à Gibraltar à la place de l'Espagne actuelle. Quels renversements de situations, quelles conséquences incalculables pour le sort des trois continents! L'Espagne serait devenue l'arsenal occidental de la révolution bolchevique. En quelques années les flammes de ce foyer se seraient étendues à tout le bassin méditerranéen, à toute l'Afrique, et aurait donné une impulsion décisive aux mouvements communistes de l'Amérique latine, l'agitation dans ces pays étant favorisée par la communauté d'origine et de langue. La Grande-Bretagne, la France avec ses vastes territoires d'outre-mer, les États-Unis, dont les intérêts s'étendent à toute la superficie

du globe, ont tous profité de l'hécatombe espagnole et des sacrifices des volontaires nationalistes.

L'Espagne nationaliste a l'honneur d'avoir sauvé l'Europe dans un moment particulièrement difficile de son existence. Le monde démocratique peut continuer à éloigner Franco, à maugréer contre les chefs nationalistes qui ont envoyé des renforts au delà des Pyrénées. Le fait en soi, le résultat de cette bataille, la victoire nationaliste en Espagne, doit cependant être considérée objectivement. En refusant de prendre acte de l'immixtion soviétique dans la guerre civile d'Espagne, les Démocraties occidentales ont adopté une attitude anti-européenne. Sans la vigilance des puissances nationalistes, l'Espagne serait définitivement entrée dans l'orbite politique de Moscou.

Une seule fois les mouvements nationalistes rompirent avec leur politique tranchante à l'égard de l'ennemi de l'Est, ce fut lors du pacte de non-agression que l'Allemagne passa avec les Soviets. Cet

acte, que la propagande allemande se plut à comparer aux plus ingénieuses combinaisons diplomatiques de Bismarck, a semé le doute et la méfiance parmi les peuples d'Europe. Les profits matériels que l'Allemagne a pu acquérir par ce geste sont insignifiants par rapport aux pertes qu'elle a subies de ce fait dans le domaine des impondérables. La conclusion du pacte trahissait en réalité une crise de structure du monde nationaliste, car, seul, un front intérieur miné par des incertitudes, pouvait tolérer un tel mariage.

La gravité du pacte de non-agression ne résidait point dans la déclaration de bon voisinage qu'il contenait, mais dans le fait qu'en réalité il aboutissait à un pacte d'agression, et d'agression dirigée contre l'Europe, contre l'esprit que prétendait du moins représenter la nouvelle Allemagne. Aussitôt après la signature de ce pacte, les armées du Reich envahirent la Pologne. Un an plus tard, toute la barrière d'États qui protégeait l'Europe à l'Est, et qui avait été élevée après la première

guerre mondiale, était détruite. Au lieu de favoriser la création d'une coalition européenne contre la Russie soviétique et d'en prendre le commandement suprême, l'Allemagne s'associait aux plans ténébreux du Kremlin et préparait la ruine des peuples qui devaient être protégés par les puissances nationalistes et participer à la lutte commune.

Il est totalement incompréhensible qu'Hitler ait pu concevoir le dessein d'abolir les petits États d'Europe, ses rivaux d'importance secondaire pour ainsi dire, en appelant au secours son principal ennemi. Normalement, on aurait dû faire exactement le contraire. En fonction du danger majeur qui la menaçait, l'Allemagne aurait dû organiser son système de défense. Cette politique excluait la possibilité d'un conflit armé au centre de l'Europe, en Tchécoslovaquie, en Pologne et avec les États appartenant au dispositif défensif européen. Les résultats obtenus auraient pu ne pas être des plus éclatants, auraient-ils même été médiocres, c'était cependant la

seule carte que la politique extérieure du Troisième Reich pouvait jouer avec le maximum de succès.

Du point de vue allemand, le pacte de non-agression fut plus qu'une erreur de stratégie politique et militaire. L'Allemagne ratait sa mission historique. Même au cas où sa décision héroïque eût fini par une catastrophe analogue à celle de 1945, cette défaite eût été bénie par toute l'humanité. Si, par la suite, le 22 juin 1941 a contribué à réhabiliter l'Allemagne, le mérite n'en revient pas aux dirigeants Nationaux-socialistes, qui s'étaient aperçus un peu tard que les avantages du pacte revenaient uniquement à la Russie, mais à l'élan formidable des soldats allemands, qui purent affronter les steppes sans fin de la Russie et les rigueurs de son climat, afin de ramener dans la communauté européenne ce pays qui, depuis 1917, était devenu son implacable ennemi. Seulement, en 1941, l'Allemagne ne bénéficiait plus des conditions les plus favorables à une offensive. Depuis 1938, elle ne s'était créé que

des inimités, de sorte qu'elle ne pouvait plus lutter contre la Russie avec l'appui des nations européennes, mais avait à soutenir, au contraire, une bataille sur deux fronts, contre la Russie et contre l'Europe.

Lorsqu'il attaqua le Kremlin, Hitler semblait s'être un peu détaché de la passion maladive qu'il nourrissait pour son peuple. En attaquant la Russie soviétique, il avait le sentiment qu'il endossait l'armure d'un Siegfried de l'humanité. Il considérait, sans doute, que ce geste était assez éloquent pour apaiser l'inimitié des Anglo-Saxons et modifier en sa faveur le climat international. Il espérait, par sa nouvelle attitude, provoquer une détente sur le front occidental, ce qui aurait donné aux armées allemandes le répit nécessaire pour mener à bien le grand duel engagé à l'Est. La partie, dans son ensemble, était perdue. Cependant Hitler croyait à un revirement de la conscience européenne, à une révision des positions initiales de la guerre, en raison du changement qui s'était produit

sur le théâtre des opérations[1]. L'inexplicable attitude de l'Allemagne envers les Anglais à Dunkerque est une anticipation de cette pensée. Hitler commençait à se sentir gêné par ses propres succès et inclinait à vouloir corriger les faveurs excessives de la fortune, qui, justement, par leur éblouissante abondance, l'exposaient aux plus grands périls.

Mais, lorsqu'Hitler s'aperçut que le combat entrepris contre la Russie n'avait éveillé dans l'âme de ses adversaires que la joie de sa défaite prochaine, que sa tête était mise à prix, il commença à se défendre avec l'acharnement d'un homme que seul le désespoir peut encore sauver. A

1. Malheureusement ce moment psychologique exceptionnel ne fut pas utilisé par Hitler qui manqua du sens des réalités. A la déclaration de guerre contre la Russie aurait dû logiquement succéder une Charte des Libertés Européennes. L'Europe, détruite politiquement, devait être refaite sous une autre forme pour que l'Allemagne puisse obtenir le maximum de renforts possibles dans la lutte gigantesque qu'elle avait entreprise à l'Est. Les Alliés répondirent alors au désir de libération des peuples européens par la Charte de l'Atlantique, et Hitler ne sut opposer à leur propagande que la pénible image des pays occupés par ses armées.

partir de ce moment, les fours crématoires entrèrent en action, les villes brûlèrent. Les deux parties se surpassèrent dans la perpétration des horreurs. Ce fait n'excuse ni Hitler ni ceux qui l'ont imité, mais il explique la phase des « moyens totaux » dans laquelle la guerre était entrée. La certitude qu'elle ne pouvait avoir une autre issue qu'une défaite ou une victoire totale ne fit qu'accroître et généraliser ces cruautés. Ceux qui ont refusé à l'Allemagne une sortie honorable de l'impasse où elle s'était engagée, ont également contribué à la préparation de l'heure tragique que vécut l'Europe. De ce point de vue, la demande de capitulation inconditionnée, formulée par les Alliés à Casablanca en janvier 1943, a eu les mêmes conséquences néfastes pour l'avenir de l'Europe que les méfaits d'Hitler. Cette déclaration a coûté des millions de vies humaines, elle n'a fait que prolonger inutilement la guerre et ouvrir la porte à l'invasion soviétique de l'Europe. Ce fut un acte dicté par la vengeance et non par des raisons politiques.

Le naufrage du monde civilisé est le résultat d'un conflit de conception entre deux groupes de peuples apparentés. La catastrophe de la deuxième guerre n'a été ni inévitable ni provoquée par un destin adverse. Si elle s'est produite, c'est qu'on a manqué des deux côtés d'hommes d'État clairvoyants et courageux, qui auraient acheminé les énergies européennes vers une collaboration utile à tous les peuples.

V

TRAGÉDIES NATIONALISTES

Le Fascisme et le National-Socialisme sont, de tous les mouvements nationalistes, les seuls qui ont réussi à s'affirmer dans la plénitude de leurs forces. Ce sont les seuls aussi dont nous connaissions les préoccupations intimes, les raisons qui les ont poussés dans la lutte, ce qu'ils ont été et ce qu'ils ont voulu faire. Les autres mouvements ne sont pas arrivés au stade de cristallisation complète. Leur physionomie ne s'est que manifestée par suite d'un complexe externe beaucoup plus difficile à saisir. Au moment même où, au contact des réalités, devait se préciser leur contenu, une nuée d'inimitiés arrêtait leur essor et les forçait à se retirer de la scène de l'histoire. Ce qui nous est parvenu de leur activité n'est que

le pâle reflet d'une vie intérieure beaucoup plus riche en possibilités que ce qui leur fut donné de faire connaître.

Le Fascisme et le National-socialisme exceptés, les autres mouvements nationalistes sont caractérisés par une existence fragmentaire et imprécise, laissant à leur suite l'impression de quelque chose d'insuffisamment développé, d'une action prématurément close. Mais cette malchance, dans laquelle s'estompe leur passé, est compensée par l'avantage des valeurs libres dont ils disposent encore. Un phénomène social inachevé ne peut être exclu de force de l'histoire. Il travaille la conscience des peuples juqu'à ce qu'il trouve de nouvelles possibilités d'expression. Ce qui ne veut pas dire que le Fascisme et le National-socialisme aient épuisé leurs moyens de régénération, mais seulement que les autres mouvements, moins engagés par leur passé, se trouvent plus accessibles à une orientation nouvelle.

* * *

Les obstacles et les inimitiés, qui n'ont cessé de barrer la route aux mouvements nationalistes, se sont accumulés en un crescendo hallucinant, comme si des forces mystérieuses s'étaient coalisées dans le monde entier afin d'étouffer partout leur élan. Depuis les communistes jusqu'aux principales forces nationalistes, en passant par les Démocraties, toutes les puissances ont montré la même hostilité envers les efforts de renaissance des peuples européens.

Comme on pouvait le prévoir, ce fut de la part des communistes que les nationalistes se sont attiré les plus grandes inimitiés. Entre les deux forces, l'antagonisme était irréductible. Cependant, les groupements communistes des divers pays ne constituaient qu'une minorité restreinte, de sorte que la lutte se déroulait plus ou moins dans des conditions égales, sans que les deux forces disposassent d'autre appui que de leurs cadres et de leur esprit com-

battif. Le résultat de la bataille dépendait uniquement de la vigueur manifestée par chaque camp, vu que ni les uns ni les autres ne disposaient de l'appareil d'État dont la puissance de feu puisse être utilisée au préjudice de l'adversaire. Dans les pays qui furent le théâtre des tragédies nationalistes : en France, en Angleterre, en Hollande, en Belgique, dans les pays nordiques, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Yougoslavie, en Hongrie, en Bulgarie et en Grèce (l'Espagne n'entre pas dans cette catégorie), le pouvoir politique était détenu par les partis démocratiques du centre ou par des formations dictatoriales apparentées, de sorte que les « extrêmes » ne pouvaient s'affronter que dans les limites permises par cette situation.

Les rapports entre les mouvements nationalistes et les partis gouvernementaux de ces pays n'étaient pas aussi clairs. Tandis que l'hostilité entre les communistes et les nationalistes était manifeste de part et d'autre, il serait exagéré de parler d'une

déclaration de guerre contre les anciens partis de la part des nationalistes. Leur objectif principal était de se substituer à la carence démocratique, dans la lutte contre le Bolchevisme, d'intervenir dans un conflit, que les vieux partis ne pouvaient pas affronter avec des chances réelles de victoire. Les nationalistes ne comptaient pas sur un appui effectif de la bourgeoisie, mais ils espéraient au moins gagner sa neutralité bienveillante, en supposant, comme il était naturel, qu'elle ne fût pas indifférente à l'issue de la lutte engagée contre les communistes.

Les partis bourgeois-démocrates n'ont pas fait preuve de la même clairvoyance ni de la même souplesse de jugement. A leurs yeux, cette politique était un jeu bien trop dangereux. Accoutumés depuis des dizaines d'années à se succéder au pouvoir les uns après les autres, en cercle fermé et à titre d'échange de services, ces partis avaient acquis une mentalité de classes privilégiées; ils s'étaient adjugé, pour ainsi dire, le domaine des affaires publiques

et refusaient même de concevoir qu'on puisse accéder au pouvoir sans demander leur agrément. Lorsque les mouvements nationalistes firent leur apparition, les partis bourgeois ne virent dans ces nouvelles formations politiques que des adversaires à l'échine trop rigide; ils ne virent pas les éléments objectifs qui avaient engendré leur existence. Le danger, selon les Démocrates, résidait aussi bien à droite qu'à gauche et, selon eux, la lutte devait être menée des deux côtés avec le même acharnement. La différence entre les principes qui animaient les deux forces, le fait que pour la droite la nation était une profession de foi, tandis que pour la gauche elle n'était qu'un préjugé de classe destiné à disparaître de la conscience populaire, n'émouvait guère les dirigeants des partis bourgeois. Ceux-ci n'essayèrent pas de comprendre quel était, des deux rivaux, celui qui menaçait vraiment les bases de la société, quel était celui qui répondait aux nouvelles nécessités sociales. Ils mirent au ban tous les groupements poli-

tiques qui, pour avoir gagné la faveur du peuple, étaient devenus redoutables. Il suffit alors aux partis bourgeois de constater que leur influence diminuait sur la masse électorale pour comprendre dans la même haine, nationalistes et communistes, et les considérer tous deux comme également indésirables. La satisfaction des partis bourgeois atteignait son maximum toutes les fois que pouvait être mis en évidence la « similitude » des deux partis extrêmes. Et, afin de faire naître cette évidence dans les esprits, ces partis insistaient de préférence sur les faits les moins significatifs, comme, par exemple, une certaine similitude de technique politique et laissaient sciemment dans l'ombre les divergences profondes qui séparaient les nationalistes des communistes.

Cette conception, dont l'arrière-pensée est trop transparente pour qu'on n'en reconnaisse l'origine et les intentions, ont poussé les chefs des partis bourgeois à un jeu plus dangereux encore. Puisque la qualité de l'adversaire est indifférente aux

partis bourgeois et que tout mouvement politique qui n'accepte pas leur tutelle doit être anéanti, les nationalistes progressant le plus rapidement, ce sont ces derniers et non les communistes qui représentent le danger nº 1 de l'Europe. Les communistes restent sans doute un problème ouvert, un élément d'inquiétude, mais leur activité n'est pas tellement menaçante pour les partis bourgeois, bloqués comme ils le sont à la périphérie de la société, incapables — à cause de leur doctrine hybride — d'assembler les suffrages de la majorité. Les nationalistes au regard des partis gouvernementaux trouvent un tout autre écho dans l'âme des foules. Ils apparaissent revêtus du prestige de la nation et font appel à cette couche d'énergie primaire de la collectivité, qui, une fois déchaînée, menace d'emporter tout l'organisme national. Il est vrai que les forces nationalistes apaisent également la violence des agitations communistes, mais, par leur apparition, elle enlèvent en même temps aux autres groupements

quantité de leurs électeurs. Les forces nationalistes rafraîchissent l'atmosphère politique, contribuent à opérer un redressement de l'opinion publique et contre leur action les moyens de propagande des autres partis s'avèrent inopérants.

Avant la décade qui précéda la deuxième guerre mondiale, et surtout à partir de l'avènement d'Hitler en Allemagne, l'attention des Démocraties se dirigea vers la droite. On chercha fiévreusement des moyens capables d'arrêter l'élan des mouvements nationalistes. Les représailles contre les communistes, sans cesser pour autant à cette période, furent généralement plus modérées, infligées sans conviction, et servirent souvent à masquer l'extrême violence des coups portés aux mouvements nationalistes.

Pour repousser l'assaut des partis nationalistes, les Démocraties libérales durent abandonner leur système classique de combat. Il était évident, qu'en demeurant sur leur terrain, elles risquaient d'être vaincues par les nationalistes. Les partis bourgeois

ont fait l'éloge de la Démocratie tant que le courant des masses populaires leur fut favorable et les maintint constamment au pouvoir. Tant qu'ils n'eurent pas de concurrents sérieux et que les dignités parlementaires leur furent assurées, la voix du peuple se confondait, bien entendu, avec la voix de Dieu. Dès qu'ils s'aperçurent que le peuple évoluait — puisque d'autres formules et d'autres hommes pouvaient mieux servir ses aspirations — l'enthousiasme des chefs démocrates pour l'arithmétique électorale fondit brusquement. Celle-ci tant qu'elle avait confirmé leurs vœux, s'était montrée sans défauts. Mais, dès qu'ils sentirent leur propre existence politique menacée, ils n'hésitèrent pas à entrer en lutte ouverte avec ce qu'ils appelèrent une agitation démagogique.

Les partis bourgeois démocrates décrétèrent « la démocratie, c'est nous » et grâce à cette substitution inadmissible de termes (le principe permanent de la démocratie et l'existence éphémère des partis) se considérèrent dès lors comme absous de

tous scrupules idéologiques. C'est ainsi que les plaidoiries occasionnelles de quelques partis, en pleine déroute sur le front électoral, devinrent, avec le temps, le manuel de politique intérieure de la plupart des États européens. La conclusion, à laquelle aboutissait « le nouvel esprit » démocratique, était que les Démocraties, pour se défendre, pouvaient recourir à toutes les armes, même à celles qui étaient contraires à leur structure intime et les disqualifiaient. Les Démocraties n'avaient même pas besoin de se creuser la tête pour inventer ces armes, puisqu'elles étaient à leur portée dans l'arsenal des dictatures modernes et des régimes totalitaires. Les dirigeants démocrates en essayèrent toute la collection, au début avec timidité, plus tard avec hardiesse. Ils découvrirent alors et non sans intérêt, que la dictature n'était pas aussi odieuse, lorsqu'elle était exercée en leur faveur. Les mêmes partis, qui avaient toujours élevé la voix lorsqu'ils avaient cru voir l'État s'attaquer aux droits de l'individu, tenaient maintenant

un langage autoritaire, conseillant aux gouvernements de réprimer avec énergie les courants « subversifs » et « anarchiques ». Comme les garanties constitutionnelles ne semblaient plus suffisantes pour la protection du régime démocratique, les leaders des partis les amplifièrent d'un réseau de lois spéciales et, lorsqu'ils constatèrent que la vague du nationalisme passait outre, ils forcèrent encore la note. Ils supprimèrent l'opposition, firent dissoudre les groupements politiques qui les gênaient, terrorisèrent la population, qui avait refusé de se soumettre à leur ingérence. Les choses se passèrent exactement comme si, au cours d'un duel à l'épée, l'un des adversaires, voyant que son vis-à-vis était plus habile que lui, jetait son épée pour prendre un pistolet.

Il est nécessaire d'ajouter que ces observations concernent surtout les Démocraties de l'Est européen. Dans les pays d'Occident, les mouvements nationalistes ont eu certes beaucoup d'ennuis, mais les persécutions dirigées contre eux n'ont jamais

abouti à des atrocités. Dans ces pays, les régimes démocratiques avaient été instaurés à la suite de longs débats sociaux, après un intense processus de clarification des consciences. Le respect des libertés civiques n'était pas une forme vaine, mais un concept assimilé. Le cadre politique de ces États, malgré toute la haine qu'il nourrissait à l'égard des mouvements nationalistes, ne pouvait ignorer complètement l'esprit de légalité de la vie publique. C'est pourquoi, leurs mesures répressives devaient respecter, au moins en apparence, l'ordre légal et éviter d'entrer ouvertement en conflit avec la loi.

Tout autre était la situation dans les pays de l'Est européen. Dans ces pays la Démocratie ne s'est pas développée organiquement, elle n'est pas surgie des nécessités profondes et durables; elle s'est superposée à des états sociaux et à des mœurs tout à fait différents de ceux qui avaient donné naissance à la démocratie en Occident. La démocratie s'est imposée comme une mode. à ces peuples qui se sont trouvés

contraints de faire un saut des établissements du passé à un rythme de vie inconnu. De cette disparité entre le fond et la forme est sortie une Démocratie défigurée qui n'avait de commun avec la Démocratie occidentale que le nom. Extérieurement rien ne les distinguait : même constitution de l'État, même séparation des pouvoirs. Mais tout contact avec la vie politique réelle prouvait rapidement que cette dernière se déroulait en dehors des dispositions prévues par la constitution.

La caractéristique des Démocraties orientales était l'influence disproportionnée du facteur exécutif dans l'organisation de l'État. Les gouvernements ne se constituaient pas selon les indications du corps électoral, selon le nombre des mandats gagnés par chaque parti politique, mais en anticipant sur le résultat des élections. Dans les coulisses présidentielles ou des palais était désigné le bénéficiaire de la succession. Le parti, consacré comme organisme de gouvernement, mobilisait alors tous les moyens de pression et de persua-

sion de l'État, police, gendarmerie, fonds secrets, pour arracher le consentement du peuple. Apparemment les droits de celui-ci n'avaient souffert aucune atteinte, mais les organes administratifs et judiciaires se chargeaient d'ajuster l'expression de sa volonté, aux besoins électoraux du Gouvernement. Ainsi s'expliquent ces brusques et anormaux changements d'opinion, cette inconstance de l'électeur dans les Démocraties orientales. Un parti, qui, lorsqu'il se trouvait en opposition, n'avait disposé que d'un nombre infime de mandats, les multipliait d'une façon inexplicable une fois arrivé au pouvoir.

Dans l'Est de l'Europe, les principes de la Démocratie, le suffrage universel, la liberté des élections, la physionomie parlementaire du gouvernement, n'ont guère fait que servir de camouflage à des dictatures oligarchiques. Ces principes ne furent jamais que de simples concessions formelles, que les classes dirigeantes de ces pays firent à l'esprit victorieux du temps. Qu'on ne s'étonne donc pas, si, en Europe

orientale, les persécutions des nationalistes ont atteint le dernier degré de la violence et de la sauvagerie. Quels scrupules auraient pu tempérer les dirigeants de ces pays, puisque en des occasions de moindre importance, ils n'en avaient guère manifesté?

Voyant que les moyens de répression légaux n'étaient pas assez efficaces, les pseudo-démocraties n'hésitèrent pas à rejeter le dernier semblant de légalité et à se parer de l'armure et des insignes de la dictature. Lorsqu'en Orient la classe oligarchique procède à l'instauration d'un régime autoritaire, elle n'entre pas pour autant en lutte avec ses propres convictions; elle se retrouve dans son milieu naturel et ne fait qu'appeler finalement de son vrai nom la dictature qu'elle avait auparavant exercée sous couvert de Démocratie.

*
* *

La guerre mit les mouvements nationalistes dans une situation encore plus ingrate.

D'une part, ces mouvements n'étaient pas intégrés aux affaires de l'État et ne décidaient pas du destin de leur pays; d'autre part, les événements internationaux les obligeaient à se déclarer en faveur de l'un ou de l'autre des belligérants. Les mouvements nationalistes ont eu à subir les conséquences de la guerre sans avoir été mêlés à sa déclaration et sans avoir nullement déterminé sa physionomie particulière.

Après la fin de la guerre, les Gouvernements alliés, guidés par un esprit de vengeance plutôt que par le désir d'éclaircir ce qui s'était passé vraiment en Europe, trouvèrent fort naturel de qualifier de « collaborationnistes » tous les mouvements nationaliste qui s'étaient attachés aux puissances de l'Axe. Cette formule devait acquérir, selon eux, l'ampleur d'une sentence irrécusable de l'histoire, devait devenir une sorte de memento qui disqualifie à jamais les mouvements nationalistes. Quiconque s'était rangé aux côtés de l'Allemagne, devenait automatiquement, aux yeux des Alliés, collaborationniste.

Même au cas où, pendant la guerre, il serait arrivé que certains partisans eussent déshonoré le Nationalisme par leur attitude, tous les mouvements nationalistes ne pourraient de ce fait, être considérés comme des annexes de l'impérialisme allemand. Chaque mouvement nationaliste a eu son drame intérieur et la collaboration avec les puissances de l'Axe, s'est heurtée à des difficultés immenses. Le fait même que ces mouvements sont restés jusqu'au bout aux côtés de l'Allemagne indique d'une façon péremptoire — ce qui a bien l'air d'un paradoxe — la noblesse des idéaux qui les ont animés, et constitue la meilleur réponse aux insultes graves dont on les a accablés.

Le cadre de cette étude ne permet pas d'examiner en détail les réactions particulières de chaque mouvement nationaliste pendant la guerre, cependant, nous essaierons de les grouper selon quelques manifestations types. Les mouvements nationalistes se sont trouvés en effet en présence de problèmes spéciaux et leur

comportement fut différent, selon qu'ils appartenaient aux États avec lesquels l'Axe se trouvait en conflit ou au contraire faisaient partie des amis et alliés de l'Axe.

Les mouvements compris dans le théâtre des opérations de l'Axe, ont été exposés aux plus grandes difficultés et passèrent à travers les moments les plus critiques. Qu'on s'imagine l'état d'esprit des combattants nationalistes de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Yougoslavie, de Grèce, de France, de Hollande, de Belgique, du Danemark, au moment de l'invasion allemande; l'armée appelée à polariser les efforts militaires de l'Europe, et à les concentrer contre la Russie soviétique, humiliait leur nation et versait le sang de leurs compatriotes. Un conflit déchirant se faisait jour entre la réalité de la guerre et les hautes aspirations dont étaient nés ces mouvements. La torture morale devenait plus difficile encore à supporter pour les nationalistes au milieu de la haine et du mépris de leurs compatriotes. Car, pour l'homme de la rue, les nationalistes

n'étaient que des traîtres, de misérables instruments de l'ennemi.

Si les mouvements nationalistes des pays occupés par l'Italie et l'Allemagne avaient eu à choisir entre les puissances de l'Axe et les Démocraties occidentales, nous ne doutons pas un instant qu'ils n'aient suivi les consignes politiques fixées par leurs gouvernements. Mais la deuxième guerre mondiale réprésentait tout autre chose que la guerre de 1914-18, un tout autre groupement de forces. En réalité, trois adversaires s'affrontaient, dont deux s'étaient alliés temporairement pour éliminer de la lutte celui qui paraissait à tous les deux être le plus dangereux. Les nationalistes ne s'étaient pas révoltés contre leur patrie, ils n'avaient pas été fascinés par la force colossale de l'Allemagne, mais ils avaient reculé avec horreur devant la coalition démocrato-bolchevique. Ce fait leur semblait si absurde, si dépourvu de perspectives et de sens, qu'en s'éloignant des puissances de l'Axe, ils avaient l'impression de manquer à leur propre conscience.

Les mouvements nationalistes avaient subi une cruelle désillusion lors du pacte de non-agression germano-soviétique et furent soulagés lorsque ce triste intermède prit fin. Comment auraient-ils pu alors accepter une alliance avec les Bolcheviques et les aider à envahir le continent? Que serait-il advenu de l'Europe, si à l'aube de son histoire la poussée irrésistible des Huns n'avait été brisée aux champs catalauniques par la coalition de l'Occident? Si les peuples germaniques et romains n'avaient oublié à cet instant décisif leurs querelles de familles, pour défendre d'un commun accord leur substance ethnique et leur spiritualité?

Ce sont là des questions, dont la troublante analogie avec les faits actuels nous indique clairement la réponse. Les combattants nationalistes n'ont vu d'issue honorable à l'impasse, où les avait poussés la guerre, qu'en continuant avec fermeté à lutter contre les communistes. Ils ont préféré une collaboration ingrate avec l'Allemagne au triste privilège d'une victoire aux côtés de la Russie soviétique. Les

survivants de ces unités sacrifiées ne peuvent retenir leur joie en voyant qu'aujourd'hui l'humanité tout entière adopte l'attitude qui fut la leur dans le passé.

Qu'un hommage soit rendu aux mouvements nationalistes d'Occident, qui, sans appartenir à des pays directement menacés par le Bolchevisme, sans avoir vu de près l'effet mortel de cette maladie de l'esprit humain, sont restés fidèles à leur idéal. Le fait qu'ils se trouvaient assez loin du foyer de danger, aurait pu les rendre plus insouciants, plus enclins au compromis. S'ils ne se sont pas départis de leurs convictions premières, cela prouve mieux qu'aucun autre argument, qu'ils n'ont été ni le produit de l'imitation stérile, ni l'œuvre de quelques imposteurs. Seuls des mouvements surgis d'un puissant fonds de vérité, pouvaient résister à la conjoncture défavorable de la guerre, sans renoncer aux principes sur lesquels ils avaient bâti leur existence.

Les combattants envoyés par les mouvements nationalistes de France, de Bel-

gique, de Hollande et du Danemark méritent d'être salués avec enthousiasme. Dans la bravoure et l'élan dont ils ont fait preuve, nous reconnaissons l'incarnation de ce fameux esprit qui s'est affirmé jadis sur les champs catalauniques, qui a vaincu à Tours et à Poitiers, qui a suscité le grand mouvement des croisades et débloqué les murailles de Vienne, assiégée par les infidèles. C'est dans ce même esprit de sacrifice et de dévouement envers les vérités éternelles, que doit se retrouver l'humanité, pour vaincre et repousser les hordes sans nom de l'Orient.

Dans les pays alliés de l'Axe : en Bulgarie, en Roumanie et en Hongrie, les nationalistes n'ont pas eu au moins la douleur de se trouver en conflit avec le peuple. Mais, en ce qui concerne leurs possibilités d'action dans le cadre de l'État, leur situation fut plus précaire et plus malheureuse que celle des mouvements occidentaux. Les gouvernements qui avaient conclu des accords avec les puissances de l'Axe étaient formés des politi-

ciens mêmes qui avaient supprimé leur existence légale, les avaient jetés en prison ou enfermés dans des camps. Ces persécutions ne cessèrent d'ailleurs pas lorsque ces pays se furent affiliés aux puissances de l'Axe. Non seulement les mouvements nationalistes ne furent pas invités à partager les charges de l'État — après tout c'était là leur propre point de vue qui triomphait dans la politique extérieure de leur pays — mais les cercles gouvernementaux se montrèrent tellement injustes envers eux, tellement haineux à leur égard qu'ils obtinrent de l'Allemagne elle-même que soient sacrifiés les mouvements nationalistes. L'inquiétude des gouvernements ne provenait pas des risques que comportait la nouvelle orientation extérieure, mais de la crainte que les groupements nationalistes puissent arriver au pouvoir, en profitant des nouveaux rapports de force entre les grandes puissances. L'Europe nouvelle, pour la réalisation de laquelle les nationalistes avaient fait des sacrifices immenses, n'apporta a ces mou-

vements, telle qu'elle se présentait, ni réconfort ni joie. Les mêmes tyrans continuèrent à les opprimer, la même sinistre parodie de légalité fut poursuivie, les mêmes murs de prison anéantirent les espoirs de toute une génération.

Il est certains mouvements nationalistes qui ne peuvent être classés dans aucun des groupes susmentionnés. Tels sont les groupements « Ustachi » de Croatie et les « Gardes Hlinka » de Slovaquie. Ces mouvements appartiennent à une phase retardataire du « national ». Les Croates et les Slovaques considèrent qu'ils représentent des collectivités ethniques et historiques distinctes. Ils n'ont pas été satisfaits des décisions prises à leur égard par la conférence de la paix qui suivit la première guerre mondiale. Les « Ustachi » et les « Gardes Hlinka» sont l'expression de ce bouillonnement d'énergie nationnale, de cette agitation qui vient des profondeurs d'un peuple et qui ne s'apaise pas tant qu'elle n'a pas abouti à la réalisation d'un État indépendant. Ces groupements mar-

quaient une étape dans la lutte d'émancipation politique des Croates et des Slovaques et certainement la plus consciente et la plus ferme. Le but de ces pays ne différait point de ceux de tant d'autres peuples qui avaient depuis des siècles ou des dizaines d'années réalisé leur unité nationale.

Pour quelle raison cette aspiration naturelle put-elle être qualifiée de crime de guerre par les Puissances victorieuses? Le fait que les Allemands et les Italiens ont aidé ces peuples à réaliser leur idéal national, suffit-il à décider de leur crime? Dans leur soif d'indépendance, les peuples ne se posent pas la question de savoir d'où leur vient le secours et ils n'ont d'ailleurs pas le choix. L'histoire peut ne leur offrir qu'une chance et ils n'ont pas le droit de la refuser. Nous ne voulons pas dire par là que les Tchèques ou les Serbes nous soient moins sympathiques, nous ne plaidons pas la cause des uns ou des autres et nous sommes animés par le désir sincère de voir tous ces peuples trouver une formule d'entente durable, mais nous rejetons la

conception de droit international qui fut inaugurée par les Alliés, selon laquelle une lutte nationale est condamnée, parce que menée au côté d'un groupe de peuples avec lesquels ils se trouvaient, par hasard, en conflit. Si les Croates et les Slovaques se sont alliés aux puissances de l'Axe, c'est que ces États étaient les seuls à faciliter leur naissance politique. La doctrine nationaliste proprement dite ne manquait certainement pas à l'idéologie des « Ustachi » et des « Gardes Hlinka », mais elle était dépassée en importance par les nécessités de consolidation des deux États.

La Phalange espagnole occupe une position à part par rapport aux situations exposées plus haut. Se trouvant en dehors de l'ère de la guerre, elle ne fut influencée que périphériquement par les puissances de l'Axe. Sa collaboration avec l'Allemagne et l'Italie se réduit à l'aspect anticommuniste de la guerre et elle eut un caractère inofficiel. La Phalange ne pouvait pas manquer à un devoir qui ne dépassait pas les frontières du politique,

à une question d'honneur et de compréhension de l'avenir. Elle envoya ses volontaires sur le front russe, mais respecta en même temps les consignes d'une politique de neutralité. Après les énormes pertes, en hommes et en matériel, subies pendant les trois années de guerre civile, le pays avait besoin de repos. Ce qu'il fallait surtout éviter, c'était une nouvelle secousse intérieure. Les vertus requises par les circonstances : prudence, sagesse, discipline, unité autour du chef suprême de l'État, étaient la seule garantie de la reconstruction interne. La Phalange le comprit, et s'acquitta de son rôle avec une profonde abnégation. Le maintien de l'État, de son indépendance, de la fierté spécifique espagnole, a décidé de tous ses actes.

L'attitude prévenante de la Phalange envers les exigences de la politique n'est pas restée sans conséquences à l'égard de son potentiel créateur. Toute concession politique prolongée, fût-elle faite avec les meilleures intentions, entraîne une perte de substance propre. Les circonstances actuel-

les, l'abîme qui sépare l'Est de l'Ouest, les concentrations gigantesques de forces d'un côté et de l'autre du rideau de fer viennent à l'appui de la restauration de la Phalange. Ces circonstances particulières pourraient lui être à nouveau favorables le jour où l'État espagnol, libéré de ses soucis extérieurs, prendra probablement la voie des réformes de structure. Le mouvement phalangiste est indispensable à la renaissance et à la consolidation de l'Espagne. Si des pressions externes réussissaient à le disloquer, toute l'œuvre de pacification interne serait menacée, et l'histoire de l'Espagne prendrait, une fois de plus, l'aspect d'une guerre civile permanente, comme ce fut le cas pendant le siècle dernier.

* * *

Après tant de souffrances, le calvaire des mouvements nationalistes n'est pas fini. Après avoir subi les attaques ininterrompues des partis bourgeois-démocrates et erré « sur les cimes du désespoir » au commencement de la guerre, ils n'ont même

pas été épargnés par leurs propres compagnons. Lorsqu'ils se sont présentés devant les principales puissances nationalistes, avec leur passé, leurs luttes, leurs plaies et les responsabilités contractées pour l'avenir, ils furent traités comme des parents pauvres à la porte des palais somptueux. Les mouvements nationalistes s'étaient détachés d'un monde connu pour ses mœurs stériles, et ils attendaient, le cœur plein d'espérances, le monde qui entrerait à pas fiers dans l'histoire, l'imaginant meilleur, plus juste, plus largement ouvert aux beautés spirituelles. Mais, au lieu d'une humanité sereine et accueillante, les mouvements nationalistes ne rencontrèrent qu'un ciel assombri, que la même atmosphère ancienne viciée par des égoïsmes nationaux.

Pendant la dernière décade de son existence, l'Italie fascite se déroba à ses obligations envers le monde nationaliste, l'Allemagne, au contraire, affirma sa présence partout où agirent les nationalistes. Mais toujours poussée par des mobiles d'accaparement, elle falsifiait le concept

de l'Europe Nouvelle, la voulant surtout pan-germanique, tâchant d'exploiter l'esprit de sacrifice des mouvements nationalistes pour l'accomplissement de ses buts impérialistes. Aux mouvements nationalistes furent imposées des normes, des servitudes, des directions qui ne convenaient pas à leur harmonie extérieure et ne servaient en rien la cause commune. Toute cette « SSisation » des groupes nationalistes en France, en Belgique, en Hollande, au Danemark, en Ukraine, fut une initiative des plus mal inspirées, une retroversion des élans naturels, qui diminua la force combattive de ces groupes et les éloigna du peuple. La beauté et la vigueur des mouvements nationalistes consistent justement dans leurs tendances spécifiques, dans la forme à part de leurs manifestations, celles par où s'affirment les talents et les vertus de chaque nation. Un univers qui serait composé d'une masse homogène d'individus, même au cas où les qualités de ceux-ci, prises séparément dépasseraient la moyenne humaine, perdrait

toute possibilité de création, car c'est de la variété des sentiments, des initiatives et des conceptions personnelles que les âmes se fécondent mutuellement. Un pareil univers se consumerait par sa propre platitude, par l'épuisement des motifs d'inquiétude, par la stylisation extrême de ses ressources.

Ce triptyque des souffrances nationalistes constitue à nos yeux trois épreuves, trois actes purificateurs. Si ces mouvements avaient eu une existence facile, il est certain que le vertige du succès eût vite émoussé leur trésor intérieur. Mais ainsi, frappés de tous les côtés et d'innombrables fois, ils ont été contraints à des révisions continuelles, à des confrontations, à l'examen des questions douteuses et des expériences. L'énergie qu'ils n'ont pu exprimer à l'extérieur, ils l'ont dirigée vers l'intérieur, enrichissant leur conception de la vie. Nous croyons que les mouvements nationalistes n'ont pas dit leur dernier mot dans l'histoire. Un jour viendra, où l'humanité entière se souviendra de leur expérience tragique.

VI

PRÉMISSES D'UNE HISTOIRE VALABLE

Quelles perspectives restent ouvertes actuellement aux mouvements nationalistes?

Les lecteurs, les amis surtout s'empresseront de dire : le retour au passé, à la forme ingénue du phénomène nationaliste, afin que soit repris à sa source un processus historique qui fut mal dirigé. Cette solution s'offre en quelque sorte d'elle-même, comme la suite logique de ce que nous venons de voir, pourtant il ne conviendrait pas de l'adopter sans réserves. L'histoire a un cours irréversible. Une projection manquée sur son écran l'est pour tou-

jours, et ne peut être répétée comme il en serait d'une expérience de laboratoire. Il est souhaitable, au milieu de la cohue des agitations actuelles, de remonter aux sources du Nationalisme, mais uniquement dans le dessein d'en repérer les déviations. La courbe véritable une fois tracée, il serait nuisible et inutile de persister dans la considération du passé, et d'essayer de faire revivre le Nationalisme, comme si rien n'était arrivé depuis. Le Nationalisme a donné naissance à une mentalité, a modelé la pensée de quelques générations. Les espoirs de ceux qui voudraient le savoir enseveli dans l'oubli sont donc vains. Mais également vaine serait la prétention de ceux qui refuseraient de tenir compte du fait que son expérience a échoué et voudraient voir le Nationalisme réaliser à lui seul un monde nouveau. Vingt années de déboires, de fausse orientation historique ont gravement ébranlé la confiance que l'on pouvait avoir dans le Nationalisme et cette confiance ne saurait renaître que grâce à la collaboration du Nationalisme avec d'au-

tres forces politiques et d'autres courants d'idées.

Ce point de vue pourrait ne pas être favorablement accueilli par les nationalistes. Que peut apporter un compromis, nous dira-t-on? Tout au plus altérer le caractère du phénomène. Ces appréhensions, il faut le reconnaître, sont légitimes, mais nous croyons pouvoir les dissiper en précisant les conditions de l'association que nous préconisons. Hâtons-nous de dire que nous n'entendons pas « sauver » le Nationalisme en l'associant à des figurants de circonstance, dont la compagnie pourrait nuire à sa structure fondamentale. La formule à laquelle nous pensons serait une synthèse de l'esprit européen, une sélection des expériences faites par tous les peuples de notre continent. Deux mille ans d'histoire européenne nous permettent d'avoir une certaine perspective du passé et de connaître ses supports principaux, ses colonnes d'appui, ses prémisses valables. En procédant à cette large défalcation de l'esprit européen dans le passé nous

voyons apparaître trois facteurs d'importance vitale pour le destin de notre civilisation : le Christianisme, la Démocratie et le Nationalisme.

Quel que soit le point de vue où l'on se place, ce sont toujours les mêmes éléments qu'on retrouve. Si on se réfère aux réalités historiques, l'on constate la véhémence extraordinaire avec laquelle ces trois facteurs se sont imposés dans la vie des peuples européens. Leur développement entier est dominé par l'une ou l'autre de ces tendances. Il y a une époque où le Christianisme fut le facteur déterminant, une autre où les problèmes des libertés individuelles l'emporta sur toutes les autres initiatives d'organisation sociale. A notre époque enfin, l'on vérifie que le Nationalisme surpasse en intérêt les deux autres facteurs. Chacun de ces archétypes européens, agissant seul, s'est affirmé, avec trop d'impétuosité, comme si tous les aspects de la vie s'y trouvaient représentés. Mais ce sont précisément ces excès qui démontrent combien profonde était la cou-

che d'où ils surgissaient et de quelles nécessités réelles ils furent l'expression.

Si c'est l'homme avec ses besoins de vie intérieure que nous prenons comme point de départ, les résultats ne sont pas différents. Le Christianisme, le Nationalisme et la Démocratie épuisent toute la gamme des libertés humaines et délivrent l'individu de tous les esclavages possibles et imaginables. Seule leur convergence, leur action simultanée, élève l'homme au rang de personne humaine. Chacune de ces conceptions a déchaîné une révolution spirituelle, a libéré l'individu d'une série de situations provisoires, qui empêchaient le libre développement de ses facultés créatrices. Le Christianisme a émancipé l'homme, intérieurement, du joug du péché; la Démocratie l'a émancipé, extérieurement, de la tutelle des classes sociales; et la mission du Nationalisme fut de le sauver de la tyrannie de l'orgueil national.

Si nous considérons maintenant les rapports logiques de ces trois notions, nous constatons leur accord parfait. Essayer de

considérer ensemble ces trois notions, non seulement ne constitue pas une extravagance, mais la seule manière de les comprendre avec clarté. Envisagés selon leurs acceptions pures, le Christianisme, le Nationalisme et la Démocratie s'appellent, se présupposent et se soutiennent mutuellement. L'essentiel dans cette confrontation est de ne pas tirer de conclusions des définitions superficielles, d'une matière insuffisamment étudiée.

Examinons d'abord les relations entre Démocratie et Nationalisme, qui depuis des dizaines d'années, sont présentées comme s'excluant l'un l'autre (un écrivain nationaliste roumain, Aurel C. Popovici, écrivit même un livre pour le démontrer. Paru au début du siècle, il s'intitulait : *Démocratie ou Nationalisme*). Le système de gouvernement démocratique est une invention sociale, un produit du génie humain, un ensemble de règles qui concernent l'organisation des collectivités. Le Nationalisme, par contre, n'est pas une technique, n'est pas une création de l'in-

tellect, mais une réalité donnée, l'état d'esprit d'un peuple qui se révèle graduellement à sa conscience. La Démocratie est le moyen d'expression de cette réalité invisible. Ce qui se passe dans les profondeurs de l'âme d'un peuple, les variations de sa conscience, son amplitude et ses tonalités diverses, la Démocratie les enregistre et les fait valoir. Le suffrage universel, le parlement, la loi sont des instruments d'expression de la conscience nationale — si rien évidemment ne vient s'opposer à leur fonctionnement normal. Lorsque les dispositions d'un peuple changent et que leur orientation ne convient plus aux institutions présentes, la Démocratie leur permet de s'exprimer. Les mécontentements ne couvent pas dans l'obscurité, mais trouvent une voie libre pour se manifester. Sans le support nationaliste de la Démocratie, quel sens aurait le bulletin de vote? A quoi serviraient les opérations électorales? Pour exprimer une volonté civique vague et abstraite? Cette volonté ne devient intelligible que rapportée à un certain pays et à

un certain peuple. Il y a une opinion publique française, une opinion publique anglaise, une opinion publique italienne, chacune d'elles correspond à autant d'attitudes particulières. Il existe autant de façons de résoudre les problèmes politiques qu'il y a de peuples. Opinion publique signifie Nationalisme rapporté à un fait, à un intérêt immédiat de la collectivité nationale. Elle est en perpétuelle agitation, en continuelle transformation, parce que les questions qu'elle aborde changent sans cesse. Mais l'observateur attentif ne manquera pas de s'apercevoir que les réactions de l'opinion publique ne sont pas du tout le résultat du hasard, qu'elles suivent une courbe propre, qui exprime justement les permanences d'une nation.

Les partis politiques oublient souvent qu'ils se trouvent en rapport de dépendance envers la nation et s'interposent comme une cloison entre ses forces créatrices et leur technique d'expression. Au lieu de prêter une oreille attentive à la voix intérieure de la nation, les partis ont

tendance à s'hypostasier, à se substituer à celle-ci comme des réalités indépendantes. Du rôle d'organismes intermédiaires, dont le but est de collecter la multiplicité des opinions individuelles, en les réduisant à plusieurs types fondamentaux, ils tendent à une existence propre, en diluant les réflexes de la conscience nationale, et en falsifiant le sens historique de ses manifestations.

Le troisième élément de la synthèse politico-historique de demain, le Christianisme, transfigure ces valeurs, les prolongeant dans le monde des vérités éternelles. Comme nous l'avons déjà indiqué dans le chapitre consacré au phénomène nationaliste, pour dépasser le « National », la période des agitations extérieures, et pour entrer dans la phase du « Nationalisme », de la connaissance de soi-même, les peuples doivent se dépouiller de leur orgueil et accepter les vérités chrétiennes. Il ne peut exister de Nationalisme sans Christianisme, de même que sans Nationalisme il ne peut y avoir de Démocratie ver-

tueuse, ainsi que l'écrivait Montesquieu.

En énonçant ces thèses, nous n'affirmons point qu'elles vont se réaliser d'elles-mêmes. Nous disons seulement que les nécessités réelles des peuples poussent le cours de l'histoire en cette direction. Non comme un mouvement inéluctable, comme une marche irrésistible des événements — à laquelle nous ne croyons pas — mais comme un dispositif créateur de la civilisation européenne, issu des tourments historiques de deux millénaires. Sous la protection de ces trois facteurs on peut marcher avec confiance vers l'avenir. Tous les éléments stratégiques sont réunis, pour que les résultats ne déçoivent pas. Le Nationalisme, la Démocratie et le Christianisme représentent les prémisses d'une histoire valable. Mais les forces qui les actualisent, qui les font pénétrer dans le monde, se dégagent de l'intérieur de l'homme, des énergies de son âme. Le processus collectif est la résultante de millions d'activités individuelles. L'histoire des peuples peut être marquée à un moment donné par

certaines tendances; celles-ci ne vaincront pas d'elles-mêmes, mais seront seulement promues par l'élan des individus. Il ne suffit pas de constater qu'un phénomène ait pris naissance, que son évolution soit en cours, pour que son succès soit assuré. On se doit de l'observer constamment et de le servir à tout instant. Les tendances d'une époque représentent seulement quelque chose de diffus, qui peut prendre une forme historique adéquate, ou bien être aliéné et employé ailleurs, à des desseins moins légitimes. Les aspirations d'émancipation des masses populaires, par exemple, représentent une tendance caractéristique de notre siècle. Mais de la même matière sociale, on bâtit le Socialisme, on bâtit le Syndicalisme, le Communisme, la Démocratie chrétienne, ce qui signifie que le résultat varie selon l'énergie dépensée pour chaque idéal politique.

Le moment est venu de dégager l'histoire des tâtonnements et des incohérences et de l'orienter vers des buts prospectifs. L'histoire n'est pas seulement ce qui a été,

mais aussi ce qui sera. Elle enregistre les exploits des peuples, mais elle les anticipe aussi, dans le sens d'une création continue, d'une lutte quotidienne, pour lui imprimer des directives valables.

* * *

Les esprits de formation pratique ne se laisseront pas convaincre facilement par notre analyse. Les considérations d'ordre historique, psychologique, logique ou métaphysique peuvent très bien nous faire admettre la valeur du complexe Nationalisme-Démocratie-Christianisme, mais, diront-ils, nous vivons à une certaine époque, qui a ses besoins et ses préoccupations concrètes. De quelle utilité serait ce complexe dans la crise actuelle?

Dans ce qui suit, nous allons essayer de démontrer que les trois éléments constitutifs de la civilisation européenne sont à même de se combiner, là où les événements exigent une solution immédiate.

L'humanité est divisée aujourd'hui en

deux camps : l'Est et l'Ouest, le Communisme et la Démocratie. Actuellement, il n'y a plus aucune solution intermédiaire possible entre les deux blocs hostiles.

Quelque chose d'inquiétant arrive aux principes démocratiques. Ceux-ci n'emportent plus de succès dans le tournoi mondial, ne secouent plus les consciences pour les inciter aux grandes décisions. La formule démocratique est devenue tellement inoffensive et inexpressive que les Bolcheviques eux-mêmes l'ont adoptée pour des raisons tactiques, appelant les États soumis à leur domination Démocraties « populaires » ou « progressistes ». Un pareil trucage des notions présuppose qu'il a été facilité, dans la mentalité du monde occidental, par un renversement des valeurs politiques. Car personne ne se risquerait à emprunter les termes de propagande de son adversaire, si cette propagande avait encore une certaine puissance. La confusion devient seulement avantageuse à l'instant où la débauche spirituelle sévit dans le camp adverse à un point tel que les notions politiques

fondamentales se sont embrouillées et que les foules se trouvent désorientées. Jamais les Bolcheviques n'ont osé s'appeler « fascistes », mais ils daignent s'appeler démocrates, bien qu'ils détestent la Démocratie et veulent l'anéantir. Ceci signifie que le vocabulaire démocratique n'a plus une prise suffisante sur les hommes, qu'il a perdu de son efficacité, de sa force probatoire. Pour la même raison, les Démocraties occidentales se servent plus volontiers des expressions « anticommunisme » et « antibolchevisme » que de leur propre nom pour souligner leur attitude envers l'internationale rouge.

En réalité on fait une grande injustice à la Démocratie. Car elle n'est qu'une technique, une manière d'enregistrer l'opinion des citoyens et, à ce point de vue, rien ne saurait la remplacer. La dévaluation signalée ne vise donc pas la Démocratie qui, en soi, est intangible, précisément parce qu'elle n'est liée à aucun contenu idéologique, mais concerne la société bourgeoise et capitaliste, qui se trouve associée

à ses principes de gouvernement. Combattre pour la Démocratie ne signifie pas lutter pour l'idéal bourgeois où les droits de l'individu ne sont pas identiques aux abus du capitalisme. Cette préférence de l'Occident pour un terme négatif indique la crise idéologique où se débattent les peuples européens. Les bourgeois-capitalistes ne sentent que trop le vide de leur âme, ils savent qu'ils n'ont rien à opposer au Communisme, que l'idée de la prospérité économique illimitée est tarie. C'est alors que, faute de mieux, ils définissent leurs attitudes par une négation, en se disant « anticommunistes ». La Démocratie ne constitue pas l'opposé du Communisme, car une technique ne peut pas être opposée à un idéal.

En face de ce néant intérieur de la bourgeoisie, il est légitime que nous nous demandions si le combat engagé peut être livré au nom d'une négation, si en persistant désespérément dans une position défensive, l'Occident est à la hauteur des difficultés présentes. Pour répondre à cette question,

dirigeons nos regards vers le camp ennemi, observons ses préparatifs, étudions les énergies qui soutiennent le moral du combattant bolchevique.

L'abnégation et l'élan révolutionnaire du combattant communiste sont connus. Abstraction faite des buts ténébreux de ce mouvement, les partisans du Communisme sont possédés d'une ferveur de disciples. L'Armée soviétique a fait ses preuves à Stalingrad. Composée d'hommes, pour la plupart jeunes, qui de leur plus tendre enfance ont été élevés dans le culte de la patrie prolétaire, sa valeur combattive est redoutable. L'immensité de la Russie et de la Sibérie recèle des secrets terribles, dont les États-Majors alliés ne se font même pas une idée, mais l'âme des hommes qui tentent d'envahir l'Europe leur réserve des surprises plus grandes encore.

Quel contrepoids spirituel, quelle mobilisation d'énergie opposeront les peuples européens à ces formidables gisements de haine, accumulés depuis des dizaines d'années dans l'âme de plusieurs générations?

L'idéal bourgeois, tel qu'il est devenu depuis la fin du XIX^e siècle, est statique et anti-héroïque. Il cultive des vertus mineures et, s'il se soucie du sort de l'État, c'est pour sauvegarder les intérêts individuels. Ce monde, dont l'unique préoccupation est l'acquisition de biens matériels, pourra-t-il renoncer aux satisfactions d'une existence aisée, pour se jeter dans une guerre de proportion apocalyptique, une guerre qui s'adresse à l'homme en tant qu'entité sacrée de l'histoire, qui exigera le sacrifice total de l'individu, le renoncement à toutes les joies, qui demandera toute la bravoure du citoyen, tout son élan et tout son désintéressement?

Ceux de nos contemporains qui épuisent leurs forces en agitations quotidiennes ne peuvent guère percevoir ces avertissements du destin. Et même lorsqu'ils se laissent émouvoir, ils apaisent leurs inquiétudes en s'accrochant à l'idée de la supériorité technique de l'Occident. Si ces spéculations ne sont pas dépourvues de fondement, elles ne laissent pas d'être aussi empreintes

d'une certaine naïveté, quand on pense aux masses humaines qui, au delà du Rideau de Fer, forgent jour et nuit les armes de la destruction.

Le plan Marshall lui-même ne peut être considéré que comme un expédient. L'aide des États-Unis peut retarder la pénétration du Communisme en Europe occidentale, mais ne l'affaiblira pas au point de le rendre inoffensif. Personne ne conteste que le Communisme se développe par prédilection dans un milieu social voué à la misère. Il serait absurde cependant de compter exclusivement sur une telle solution du problème. Après des dizaines d'années d'éducation politique, la mentalité de la classe prolétarienne a abouti à une stabilisation, à une cristallisation indépendante des conditions matérielles de la vie. Celles-ci peuvent s'améliorer au point de devenir excellentes, elles ne modifieront plus sensiblement la façon de penser de l'ouvrier communiste. Un puissant courant communiste se remarque même parmi les ouvriers qui ont un standard de vie égal

ou supérieur à celui des petits bourgeois. Car l'homme ne vit pas seulement de pain, il lui faut aussi une nourriture spirituelle. L'ouvrier de nos jours veut quelque chose de plus qu'un salaire meilleur : jouir d'une plus grande considération, d'une égalité sur le plan moral, et cet accomplissement d'ordre intime, il croit le trouver dans le Communisme. Le Communisme spécule sur la misère sociale, mais il a dépassé la phase où on pouvait le combattre exclusivement sur ce terrain. La prospérité matérielle que l'Amérique fait miroiter aux yeux de l'Europe peut donc ajourner pour un moment les plans des communistes, mais ceux-ci reprendront l'offensive au premier signe de dépression économique ou d'hésitation. Les puissances occidentales ne confondent-elles pas les effets bienfaisants d'une transfusion du sang, administrée in extremis à un malade, avec sa guérison définitive?

Sans contester la valeur immense de l'aide américaine, il est néanmoins nécessaire qu'on l'envisage avec plus de circons-

pection, pour ne pas aller à un échec. Si le plan Marshall accorde un moment de répit à l'Europe, il ne peut lui refaire son âme. Pour que les résultats du plan Marshall ne soient pas vains, il faudrait que l'on commençât à éclairer et à fortifier l'âme européenne.

***

Bien que le caractère idéologique de la tension actuelle entre l'Est et l'Ouest soit reconnu, on persiste cependant à maintenir la lutte actuelle dans un climat défensif. Le Communisme est une idéologie en marche, une doctrine révolutionnaire et il ne peut être combattu que par une force au moins aussi dynamique et aussi résolue. Si l'on procédait à un plébiscite européen, il est certain que la plus grande partie des habitants de notre continent se déclarerait contre le Communisme, mais, entendons par là un anticommunisme passif, sans adhérences intérieures, sans l'accent des grandes décisions. En regardant

la jeunesse européenne actuelle et son manque évident de préoccupations spirituelles, on ne peut que penser à son infériorité manifeste par rapport à la jeunesse communiste fanatisée et aguerrie.

Voilà pourquoi les Démocraties occidentales, appauvries de leur ancien contenu d'origine bourgeoise et capitaliste, doivent faire appel à un élément compensateur, à l'expérience et à la puissance de combat des mouvements nationalistes. Le Communisme, révolution sans idéal constructif, doit être attaqué dans son absurdité doctrinaire.

L'alliance entre le Nationalisme et la Démocratie, comme nous l'avons démontré, est indiquée par leur affinité de principe. Cette coopération s'avère également une nécessité dans le moment actuel. Ce qui devrait vraiment étonner, ce n'est pas cette alliance, mais le retard qu'elle subit. Il n'y a que les esprits obsédés par la vindicte qui se refusent à cet acte de réconciliation européenne.

A la suite de l'agression des communistes

en Corée, le monde occidental a été pris de la fièvre de l'armement. Après beaucoup de tergiversations, le péril communiste a enfin été reconnu. On renoue les vieilles alliances et on en conclut de nouvelles. Une seule chose n'est pas examinée assez attentivement : l'état d'esprit des peuples appelés à affronter le Bolchevisme. Les nations européennes sont contaminées par le défaitisme. On a l'impression que l'instinct de conservation même ne fonctionne plus normalement. Chaque nation européenne rejette le fardeau d'une guerre éventuelle désirant le confier, si possible, à d'autres. Une victoire sans sacrifices — obtenue miraculeusement par une intervention de dernière heure — voilà ce qu'au fond l'Europe attend. Cet état d'esprit est général. On pourrait même dire que le Communisme n'est pas si puissant par ce qu'il est effectivement, que par l'énorme contingent qu'il fait naître de ceux qui se refusent à lui opposer une résistance tenace et consciente. Le problème principal de la stratégie occidentale n'est pas de

réarmer ou de ne pas réarmer l'Allemagne, d'associer ou de ne pas associer l'Espagne à la défense occidentale, d'établir en France le pivot principal de cette défense, d'accroître ou de ne pas accroître le nombre des divisions italiennes. Tous ces projets sont nécessaires. Mais si parallèlement aux efforts du réarmement on ne mène pas une action vigoureuse, qui agisse sur les énergies spirituelles des nations européennes, la valeur de leurs engagements militaires risque de devenir nulle. Seuls des citoyens solides peuvent constituer une armée solide. Lorsque la mentalité d'un peuple est minée par le doute, il est logique que ses armées reflètent le même détestable état d'esprit. Il serait beaucoup plus important, pour la défense de l'Europe, de savoir si en Allemagne, en France, en Italie, au Danemark, en Belgique, etc., l'esprit public est cohérent. Une guerre de la taille de celle qui s'annonce, ne peut être conduite par des partis, seul le bloc de la nation peut faire face à l'ennemi. Et c'est une absurdité que d'éliminer de la lutte la

partie la plus vigoureuse de la nation, celle qui se trouve par son idéal la plus engagée dans la lutte, à savoir : les nationalistes. La guerre contre la Russie — si elle éclate — ne sera pas une guerre de type capitaliste, mais une guerre « nationaliste ».

On connaît fort bien ceux qui ont intérêt à entretenir une atmosphère d'inimitié entre le Nationalisme et la Démocratie. Les bolcheviques ont profité avec habileté des souvenirs sombres laissés par la guerre. Tout individu ou groupement politique qui, guidé par un patriotisme éclairé, lutte pour la création d'un front unique des forces nationales devient automatiquement à leurs yeux un « fasciste » ou un « nazi ». Toutes les fois que les peuples d'Occident s'appliquent à refaire leur unité nationale, gravement ébranlée par la guerre, les officines du Kominform agitent le spectre du Nationalisme agressif. Et il faut dire qu'ils réussissent régulièrement à troubler l'atmosphère internationale et à empêcher le retour à une vie politique normale. La vérité est que les conditions ont tellement

changé dans les dix dernières années, que la plus grande puissance industrielle du monde peut facilement prévenir le réarmement des pays qui nourriraient des rêves de revanche ou d'hégémonie mondiale. Au cas même où il y aurait encore des nationalistes en Allemagne — car c'est de ce pays qu'il s'agit en premier lieu — préoccupés de la résurrection du régime hitlérien, ces derniers n'aboutiraient à aucun résultat. Si leurs intentions se concrétisaient jamais dans le domaine de la politique active, celles-ci ne pourraient aboutir en aucune façon; elles fourniraient aux communistes un prétexte d'agitation et rendraient plus difficile encore l'unification des forces européennes. Sur le plan des réalités objectives, cette tendance sera toujours vaincue.

Plus préjudiciable encore que la propagande directe de l'internationale communiste, qui du fait qu'elle est connue peut être déjouée, apparait l'action d'infiltration du Bolchevisme dans les rangs mêmes des démocrates. Une immense cinquième colonne bolchevique mine les positions de

l'Occident. Elle constitue une sorte de prolongement souterrain du Kremlin et, agissant dans l'ombre, ses machinations sont plus dangereuses que l'action du Politbureau. La meilleure preuve en est l'attitude bizarre que les Démocraties occidentales adoptèrent durant et après la deuxième guerre mondiale, la prudence excessive qu'elles manifestèrent dans tous leurs contacts avec les Soviets; les concessions massives consenties à Téhéran, à Yalta et à Potsdam, la trahison infligée aux anciens alliés : l'Europe orientale abandonnée, une Chine livrée sans combat, un manque de réaction systématique contre la pression synchronisée des partis communistes du monde entier.

Le thème favori de ces forces invisibles, qui tant que la guerre fut menée contre les puissances de l'Axe étaient d'une intransigeance farouche, est qu'une troisième guerre mondiale serait également nuisible aux vainqueurs, puisque, de tout ce que la civilisation humaine a bâti depuis des millénaires, il ne resterait plus qu'un amas

de ruines. Mais cette conception est loin de servir des buts humanitaires; ce qu'elle poursuit, avant tout, est d'empêcher la cristallisation dans le monde occidental d'une attitude catégorique contre la Russie Soviétique. Tout le monde est d'accord pour considérer qu'une troisième guerre mondiale serait la pire des catastrophes. Mais qui est responsable de cette situation? En 1945, les Alliés avaient encore l'occasion, avec le concours des cercles dirigeants nationaux-socialistes — et c'était là le moindre mal — de chasser les Russes d'Europe, en faisant opérer un changement de front à l'armée allemande. L'Allemagne affaiblie ne pouvait plus exister en tant que force totalitaire, la Russie Soviétique aurait cessé de l'être. En 1946-47, il aurait suffi d'une attitude énergique de la part des État-Unis pour que la Russie s'assagît et retirât ses Armées derrière ses anciennes frontières. A ce moment, la bombe atomique inspirait une terreur sacrée. Pourquoi n'a-t-on pas tenu compte de l'avertissement donné par W. Churchill

à Fulton, pourquoi a-t-on accordé à la Russie toutes les facilités de temps et de moyens pour créer une industrie atomique? Et maintenant après avoir systématiquement négligé toutes les mesures de prévoyance, on propose aux peuples qui jouissent encore d'un climat de liberté, de se résigner à une paix fallacieuse, à une attente indolente, d'abandonner leur avenir à des hommes sans scrupules, qui ne nourrissent d'autre espoir que de voir leurs dépôts remplis d'armes pour se ruer à l'assaut final.

Croit-on qu'en ajournant « sine die » les incertitudes du moment, les chances d'une paix durable s'en trouveront accrues?

Il n'y a que deux façons d'éviter la guerre : ou bien avouer sa faiblesse et s'offrir morceau par morceau au Moloch soviétique, ou bien attendre de la part de Staline un retour aux sentiments chrétiens. Mais avec cette dernière alternative nous abordons le domaine du miracle, où Dieu seul peut nous faire la grâce d'une réponse.

Quand nous avons affirmé que le conflit

actuel était avant tout idéologique, nous n'avons pas tout dit. Une controverse sociale, une dispute philosophique ou littéraire peuvent également devenir des conflits idéologiques. Le conflit qui engage aujourd'hui toute la population du globe implique un sens plus profond. Il dépasse l'histoire concrète de l'homme et engage le domaine religieux. Au delà des intérêts des peuples, de la menace qui pèse sur leurs libertés nationales, ce conflit se déroule aussi sur le plan des réalités métaphysiques. L'aspect actuel de la lutte est plutôt celui d'un règlement de comptes universel, de toutes les valeurs connues, à partir des plus modestes, de celles qui embrassent la vie quotidienne de l'individu jusqu'aux sublimes révélations divines.

Le Communisme n'est pas un phénomène explicable par la méthode des analogies historiques. Le comparer à l'apparition de Gengis Khan ou à d'autres impérialismes dévastateurs, n'apporte aucune clarté à son sujet. Ces évocations sont

plutôt des indications fausses, mises en relief à dessein, pour égarer l'âme des peuples. Le Bolchevisme est l'impérialisme de la négation, l'impérialisme des forces démoniaques qui assaillent la terre. Son triomphe serait l'écroulement de toutes les espérances de rédemption qu'a connues l'histoire. L'offensive de l'Est a comme but d'arracher la personne humaine à la protection de la grâce divine.

Puisque les communistes s'attaquent aux fondements de la société et que leur guerre est en fait dirigée contre Dieu, il faudrait que, de la part de l'Occident, on sache lui opposer des armes égales. Les hommes politiques doivent avoir de ce conflit universel une vision adéquate. Il convient de ne pas oublier que la bataille sera livrée cette fois, pour les dernières vérités du monde, et que l'ampleur stratégique de la lutte réclame la participation du Christianisme. La démocratie alliée au nationalisme représente une force impressionnante, mais insuffisante pour couvrir toute la longueur du front, qui dépasse les dimen-

sions de la terre et englobe aussi les sphères de l'absolu.

Le Christianisme est un point de convergence de tous les idéaux humains. Si, jusqu'ici, il fut pardonné aux hommes de renier ses bienfaits et de le considérer comme une affaire privée, aujourd'hui, seules les forces révolutionnaires qu'il contient peuvent encore nous sauver. Le mal s'affirme dans le monde avec une telle véhémence que seule l'apparition des étendards du Christ peut empêcher les puissances des ténèbres de conquérir toute la terre. La victoire de l'Occident est incertaine, si nous ne jetons pas dans la lutte toutes les réserves d'énergie qu'abrite notre ciel intérieur.

L'histoire commence à se teindre de reflets eschatologiques. Non seulement la terre, mais aussi le ciel se préparent à la lutte.

Du champ de bataille d'Espagne, où Ion Motza partit pour défendre le Christ, il adressa cette prière à ses compatriotes : « Cette heure est difficile. Il dépend de

nous, de l'accomplissement de notre devoir, que les prochaines générations, nos enfants, nos petits-fils et nos arrière-petits-fils se réjouissent, ou qu'ils pleurent le jour de la Naissance du Seigneur.

« Ne les laissons pas perdre les bienfaits de la Naissance du Rédempteur. Ne leur laissons pas un pays sans églises, sans icones, sans la protection de la main de Dieu. Ne laissons pas à nos enfants une vie dans laquelle ils auront perdu le Christ[1]. »

1. Ion Motza, fondateur du Mouvement Légionnaire, tombé pendant la guerre civile d'Espagne, au cours de sa lutte contre les communistes. (Son Testament).

VII

NATIONS OU MASSES SOCIALES?

Dans son livre devenu célèbre « La Démocratie en Amérique », l'écrivain français Alexis de Tocqueville, se proposant d'étudier les fondements de la révolution démocratique, aboutit à la conclusion que la Démocratie ne commence pas avec la Révolution française, que les origines du phénomène sont beaucoup plus lointaines, qu'elles remonteraient même au Moyen Age. La Révolution française, dit-il, est un épisode important, mais ni le premier, ni le dernier. La démocratie se caractérise, selon Tocqueville, par un mouvement d'égalisation des individus dans le cadre de l'État, de nivellement des classes sociales,

et, ce glissement de l'histoire vers les couches non privilégiées, aurait commencé à l'époque des croisades. Après la Révolution française, ce processus de nivellement politique et social se poursuit avec une intensité accrue. Il s'approfondit dans le cadre des nations, où il a pris naissance, mais il s'étend en même temps, en attirant successivement dans son orbite tous les peuples du monde. Le mouvement d'égalisation semble doué d'une force de propagation irrésistible, car rien ne peut arrêter son cours.

Esprit profondément religieux, il voyait dans cette action de nivellement de l'histoire plus qu'un fait de dimensions humaines, un commandement divin, un souffle qui vient du ciel et qui indique aux peuples la voie de leurs destinées.

La synthèse historique de Tocqueville a gardé, jusqu'à nos jours, toute sa valeur. Elle est même si exacte, qu'elle a cessé d'être une prognose. Non seulement l'idée égalitaire a poursuivi sa marche irrésistible depuis le temps où Tocqueville a

formulé sa théorie, mais elle approche de son point de saturation.

Ce problème n'a cessé, depuis Tocqueville, de préoccuper nombre d'écrivains et de penseurs. Auguste Comte, Hegel et Nietzsche parmi les plus anciens, Ortega y Gasset, Huxley et Jaspers parmi les modernes, ont analysé les transformations subies par la société sous l'influence de l'esprit plébéien et ont attiré l'attention sur le déséquilibre qui peut se produire par suite de l'élévation brusque de son niveau historique. Avec cette différence, qu'on ne parle plus maintenant autant du vaste panorama historique du phénomène, présenté si brillamment par Tocqueville, mais que l'on étudie surtout son produit immédiat, les groupements sociaux qui ont bénéficié de son épanouissement. C'est alors que la notion de « masse » fut mise en circulation, pour souligner le caractère d'invasion du phénomène, l'apparition des foules sur la scène de l'histoire. Au temps où Tocqueville écrivait son livre, le contingent populaire n'était pas

si considérable. Mais, dès la seconde moitié du XIXe siècle, les progrès de la technique et l'industrialisation accentuèrent la migration des foules de la campagne vers les villes. Les hommes ont déserté par milliers les villages pour travailler dans les nouvelles entreprises. La technique et le capital ont accéléré beaucoup plus que la Révolution française, le processus d'égalisation des classes sociales.

Le mot « masse » a encore une autre signification. Le terme est emprunté aux sciences physiques, où il se réfère au comportement uniforme de la matière, à la réaction quantitative des phénomènes de la nature. Son emploi dans le domaine social indique qu'il y a là une analogie de situations. Les masses populaires se présenteraient de même que les masses physiques avec une physionomie non-définie. Les individus qui les composent se ressemblent tellement par la pensée, les attitudes, les goûts et les plaisirs, qu'ils paraissent la répétition du même cliché psychologique. Chacun reproduit un

style de vie anonyme, une mentalité qui n'appartient pas à lui, mais au groupe social dont il fait partie.

Les multitudes dispersées dans les villages et dans les hameaux ne sont pas des masses. Un paysan appartient à une hiérarchie sociale bien établie. Le monde dans lequel il vit est un petit univers, avec ses mœurs, ses traditions et sa structure spécifique, et, dans ce cosmos social réduit, il représente quelque chose : un nom, un destin, une place. La société où il vit s'intéresse à lui et lui, à son tour, influence l'existence de tous. Transplanté à la ville, le même paysan perd sa personnalité sociale et devient un être amorphe. Il faut donc faire une différence entre la population d'un pays avec ses mœurs millénaires et les masses d'un peuple, qui proviennent du démembrement et du nivellement des premières. De l'âme de l'individu déraciné du foyer ancestral s'écoule, petit à petit, la substance qui le différencie des autres. D'autres influences se font ressentir à leur tour, qui, provenant d'un milieu uniforme,

rendent uniformes les êtres sur lesquels elles s'exercent.

*
* *

Tocqueville et les penseurs susmentionnés ne s'attardent pas dans le domaine de la spéculation pure. Ils traitent aussi le même problème du point de vue éthique et politique. A leur avis, il semble qu'on puisse intervenir efficacement dans l'évolution des masses, pour corriger leurs manifestations désordonnées. Tous sont d'accord pour reconnaître que les masses sont devenues un facteur important de l'histoire et qu'elles ne peuvent plus être tenues en quarantaine, en marge de la société. Mais ces penseurs se demandent avec inquiétude où se dirigera le surplus de vitalité des peuples, remués par l'apparition de la technique moderne. Car l'énergie dépensée par les peuples peut servir à forger une époque historique d'une fécondité sans pareille, ou bien au contraire, au cas où cette énergie évoluerait au hasard, déterminer

la victoire de la médiocrité et l'anéantissement de la culture européenne.

Quantité de solutions s'offrent à l'esprit pour résoudre la crise actuelle de la société. Une seule est valable : celle qui repose sur les réalités. La méconnaissance de ces réalités, leur considération partielle, mèneraient à des solutions incomplètes ou totalement inefficaces. Dans notre cas, étant donné qu'il s'agit d'un fait historique, il faut que nous nous orientions d'après l'entité créatrice de l'histoire, d'après le facteur qui sert de support permanent à ses manifestations. Qui fait l'histoire? Quelle force, quel organisme actionnent ses ressorts? Nous pensons à l'histoire concrète, à l'histoire qui peut être étudiée par notre intellect, laissant de côté la question d'une intervention surnaturelle. Le problème qui se pose est donc d'établir le facteur créateur de l'histoire. Et, pour ne pas nous éloigner du terrain sur lequel nous avons engagé nos recherches, il faut nous demander si ce ne sont pas, par hasard, les masses qui détiennent la clef explicative de

l'histoire, si ce ne sont pas elles qui, en fin de compte, décident du cours des événements? Ou, si cette mission leur est interdite, vers quelles réalités supérieures nous acheminons-nous?

On a énormément spéculé sur les masses; on a mis en relief, comme une tare, leur caractère amorphe, anonyme et dépourvu de responsabilité, sans accorder assez d'importance à ce qui les sépare, aux discontinuités qui interrompent par endroits leur étendue uniforme. Il n'y a pas de masse humaine homogène sur la terre, de masse qui présenterait les mêmes propriétés, serait-elle chinoise, américaine, africaine, européenne. Le produit humain de masse subit par endroits des modifications profondes qui coïncident avec la distribution géographique des peuples. La notion de masse doit donc être reconsidérée, en précisant qu'il s'agit de masses « nationales », de masses d'un peuple quelconque. Ceci ne nous empêche pas de concevoir « la masse » en dehors des particularités nationales, avec ses caractères généraux, sans

toutefois pousser l'abstraction au point de nous éloigner des réalités.

La diversité nationale des masses s'explique par leur origine. Avant d'être devenues des masses, elles ont reposé dans l'espace biologique et historique d'une nation. Elles se détachent de la sphère intérieure d'un peuple et viennent au monde, marquées par leur sceau ethnique. Les masses ne sont pas des entités autonomes, elles représentent un stade dans le développement d'un peuple, une modification de sa substance nationale. On ne peut pas séparer la « masse » de la « nation », car la masse n'est pas autre chose que la nation dans un déploiement plus large de forces. Les masses continuent à agir dans l'histoire comme des masses « nationales ».

Les masses nous conduisent vers les nations. Des masses monolythes, sans aucune spécification nationale, n'existent nulle part dans le monde. L'espèce humaine « nationale » n'est pas encore apparue. Nous ne connaissons pas d'individus qui ne soient ni Roumains, ni Grecs,

ni Français, ni Anglais. Le type d'homme décrit par les sociologues comme appartenant à la masse, cède partout le pas au type d'homme qui appartient à la nation. La masse germanique peut à beaucoup d'égards ressembler à la masse gauloise mais, dans leur manière de penser et de concevoir la vie, les éléments qui proviennent de la sphère de la nation l'emporteront toujours sur le reste. Aux moments décisifs, la voix qui s'élève des profondeurs d'un peuple s'avèrera plus forte que le nihilisme apparent des masses.

L'apparition des masses indique seulement que les peuples sont entrés dans une nouvelle phase de réalisation, que des contingents considérables d'individus sortent de leur inertie millénaire, favorisés par la technique et l'essor industriel. Mais il s'agit toujours d'une révolution qui se passe à l'intérieur des nations. Celles qui gagnent ou perdent ne sont pas les masses, qui ne sont pas douées de leurs propres finalités, mais les nations. Pour que les masses existent, il faut que les nations

préexistent. Il s'est passé aussi à d'autres époques des changements sociaux qui ont affecté le sort de nombreux peuples ainsi que de vastes régions de la terre, mais ces changements se sont « changés » eux aussi à leur tour, tandis que les nations qui ont subi ces transformations persistent encore. La féodalité a embrassé jadis la vie de l'Europe entière; la révolution démocratique a eu les mêmes répercussions générales, mais ni l'une ni l'autre de ces structures sociales ne sont le terme de l'histoire. « La masse » est un phénomène social également général. Mais, si l'époque des masses commence, cela ne signifie pas que l'époque des nations soit finie, car un succédané, un phénomène du second degré, ne peut remplacer un phénomène principal dont il tire son existence.

L'histoire est le théâtre des luttes, des passions et des tourments qui opposent une nation à une autre. Il est vrai cependant que le climat dans lequel s'épanouissent les nations se modifie sans cesse sous l'influence des valeurs surnationales; les

grandes religions, les grandes philosophies, les grandes découvertes scientifiques, les grandes secousses historiques et les grands cataclysmes de la nature. Mais ces facteurs de nature spirituelle ou matérielle ne constituent qu'un réseau de circonstances extérieures aux nations; ils changent l'ambiance, ils posent des problèmes nouveaux, ils sollicitent de leur part une nouvelle attitude, sans pouvoir se substituer jamais à leur propre existence. Ces forces agissent de l'extérieur, tandis que le peuple s'accomplit du dedans. D'ailleurs, les grands courants d'idées ne se sont jamais adressés à des individus isolés, mais aux nations. Ce n'est qu'après que les nations se sont approprié les idées que celles-ci sont propagées. Quelles sont les dates triomphales de l'histoire de l'église chrétienne, sinon les dates de christianisation des peuples européens?

La même remarque est valable aussi pour les grands personnages de l'histoire : Alexandre le Grand, César, Napoléon, Pitt, Bismarck. Ils n'ont pas été grands parce

qu'ils dépassaient la moyenne des qualités humaines, mais parce qu'ils ont mis leurs éminentes qualités au service de leurs peuples. S'ils avaient poursuivi des buts étrangers à ceux-ci, il est certain que leurs compatriotes ne les auraient pas aidés à réaliser leur personnalité exceptionnelle.

Les choses ont-elles changé aujourd'hui, comme on le prétend? Les nations sont-elles condamnées à disparaître et les siècles prochains ne connaîtront-ils plus ces entités sociales? Les forces conjuguées de la masse et de la technique détruiront-elles les collectivités nationales et donneront-elles naissance à une humanité uniforme?

Ces sombres présages s'avèrent complètement dépourvus de fondement. Passons en revue quelques faits. Le XIX^e siècle, qu'on a surnommé le siècle de la technique et de l'apparition des masses, n'a-t-il pas acquis aussi la renommée de « siècle des nationalités »? L'unité de l'Allemagne, de l'Italie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Serbie, de la Grèce datent de cette époque. D'autres peuples ont conquis leur

indépendance après la première guerre mondiale : les Polonais, les Tchèques, les Estoniens, les Lettons, les Lituaniens. Sous nos yeux se sont créés les États Nationaux Asiatiques : les Philippines, la Birmanie, l'Hindoustan, le Pakistan, l'Indonésie, le Liban, la Syrie et tous les États Arabes. Les Israélites eux-mêmes, qui depuis une vingtaine de siècles tâchent de retourner à leur foyer d'origine, ont créé un État. Ces événements extraordinaires ne démentent-ils pas toutes les prophéties pessimistes faites à l'égard des nations? Où donc apparaissent ici les signes de leur dépérissement?

En paraphrasant Tocqueville, qui croyait à la propagation universelle du phénomène égalitaire, ne pourrait-on dire aussi que le mouvement de résurrection nationale des peuples a lui aussi un caractère universel et semble guidé par la main de la Providence?

La technique a également contribué à cet épanouissement extraordinaire de l'esprit national. La technique, facteur de

nivellement, s'avère être aussi un facteur de différenciation. Sans les possibilités modernes de production et de circulation, il serait difficile d'imaginer que les peuples asiatiques soient arrivés si rapidement au stade de la conscience de soi. Ce sont les Européens qui leur ont offert les armes spirituelles et matérielles susceptibles de les aider à acquérir l'indépendance. Cependant, malgré le rôle important qui revient à la technique dans la vie de l'homme moderne, il serait absurde d'élever ce facteur, apparu au siècle dernier, au même rang que celui de la nation, qui existe depuis toujours.

* * *

Puisque les nations créent l'histoire, il s'ensuit que tous les problèmes contemporains concernant l'État, la culture, la technique, les unions continentales, les plans économiques, doivent être groupés dans le cadre de la nation et leurs solutions envisagées comme un prolongement de la perspective nationale. Le problème

de la masse a le même caractère, il ne peut être résolu dans l'ignorance de l'existence et des nécessités de la nation.

Il faut d'abord cesser de considérer les masses comme une calamité de notre époque. L'apparition des masses est un phénomène normal de l'histoire. La technique n'a fait autre chose qu'accélérer le rythme du processus, en lui donnant un caractère tumultueux, d'envahissement, mais elle ne se trouve pas à son origine et ne le conditionne pas. Ce n'est qu'un accident dans l'irrésistible mouvement d'égalisation de la société. Même sans l'intervention brutale de la technique moderne, le mouvement des masses se serait produit, étant inscrit dans l'ordre immanent de la nation. La tendance égalitaire repose sur l'inquiétude créatrice des nations, elle est un signe de leur vitalité et un phénomène qui se manifeste avec fermeté seulement en Europe. C'est la religion chrétienne, avec sa vision universelle, qui a permis aux nations européennes de réaliser le plus large déploiement de leurs forces.

Les mouvements analogues d'Asie et d'Afrique sont seulement les reflets des événements qui se passent en Europe.

En pénétrant dans l'agora, les masses ne font que prendre la place qui leur était réservée dès l'orée de l'histoire. Il n'est point normal en effet qu'une faible partie d'un peuple décide seule de l'avenir de celui-ci et que des millions d'hommes vivent en dehors de l'État. Les nations limitées à cette faible participation historique se trouvent dans une phase incomplète de leur développement. Car les fruits ne sont pas les mêmes, si des millions d'hommes travaillent de toutes leurs forces au bonheur de leur nation ou si seulement quelques citoyens ont pris conscience de leur devoir national. Rien de plus souhaitable que de voir l'ensemble de la nation se préoccuper de ses problèmes vitaux. Une nation est d'autant plus puissante que sa base créatrice est plus large, qu'un plus grand nombre de citoyens s'intéressent à ses idéaux et se sacrifient pour eux.

Qu'est donc le mouvement égalitaire de

Tocqueville, sinon l'effort répété des peuples en vue de se découvrir eux-mêmes, de connaître et de prendre possession de leur propre organisme? Les diverses péripéties de ce mouvement marquent les phases de développement de la conscience active d'un peuple. La progression égalitaire est la progression des forces créatrices d'un peuple. De la masse des hommes sans histoire, se détachent successivement des groupes d'individus qui réclament leur droit à forger le destin national. La Révolution française a ouvert une large brèche dans l'édifice de l'État, en faisant participer à la vie de ce dernier toute la classe moyenne. La technique et le capitalisme ont enlevé les dernières barrières de l'ancien ordre social et ont transformé le courant égalitaire en un véritable déluge. Le processus n'est cependant pas achevé. Il va s'approfondir jusqu'à ce que la séparation artificielle entre peuple et nation disparaisse totalement.

*
* *

S'il y a quelque chose qui doit nous alarmer ce n'est pas l'entrée des masses dans l'histoire, mais l'incapacité de la vieille classe dirigeante à comprendre la signification de ce phénomène. En fin de compte, c'est la classe bourgeoise et capitaliste qui, par ses principes démocratiques et ses réalisations techniques, a contraint les hommes à délaisser leurs foyers. C'est elle qui est responsable du dépeuplement des villages. C'est elle aussi qui aurait dû prévoir les changements de mentalité qui devaient fatalement se faire jour au sein de cette population déracinée. La crise de la société contemporaine n'est pas tant provoquée par l'apparition des masses, que due, au premier chef, à l'esprit retardataire de la classe dirigeante, qui n'a pas adapté l'État aux nouvelles situations. Rejeter les responsabilités sur les masses, c'est déplacer les culpabilités là où elles ne peuvent être recherchées.

Les masses représentent un danger seulement dans la mesure où manque une élite. Les individus qui forment les masses, dépaysées par l'industrialisation, se trouvent à un moment critique de leur existence, traversent une période de transition, et pour résister à cette épreuve, ont besoin d'une main amicale. La mission de l'élite est d'embrasser la cause des masses, de les rendre, avec sagesse et patience, de nouveau utiles aux nations. Les masses se sont détachées de l'ordre ancien qui a régné jusque-là dans la société, mais elles ne se sont pas éloignées de l'esprit des nations, qu'elles continuent à servir dans leurs nouvelles conditions de vie. Leur impulsion naturelle les pousse à se reconstituer dans le cadre de la nation. Les élites qui adopteraient ce programme ne forceraient pas les réalités, ne prétendraient pas à des choses opposées aux tendances générales des masses.

Comme les anciennes élites ne correspondent plus à ces exigences, il n'y a de solution à la crise actuelle, que dans l'ap-

parition d'une nouvelle élite. Cette élite sera favorisée du point de vue de la sélection, car sa base de recrutement s'étend maintenant sur la population entière d'un pays. Mais, une élite se constitue autour d'un idéal, d'un axe doctrinaire. Il n'y a pas d'élites qui soient asservies à l'événement. L'élite n'a rien à voir avec les associations d'opportunistes de la vie politique. La question est donc de savoir, quelle doctrine, quelle conception de vie, deviendra le point de cristallisation de l'élite contemporaine? Il semble que seule une direction spirituelle capable d'unifier les contradictions de notre temps pourrait atteindre ce but. Le rôle de l'élite contemporaine est de structurer les énergies diffuses de la masse, en fonction de la substance nationale qu'elle contient. Une élite qui ne répondrait pas à cet appel deviendrait elle-même une articulation de la masse et son intervention n'aurait d'autre effet que l'aggravation du chaos actuel de la société.

Une seule doctrine peut résoudre le

problème des masses d'une manière durable et profitable à tout le monde : la doctrine nationaliste. Le Nationalisme représente la force immanente d'une nation et cette force anime tous les individus. Chaque individu, si obscure que soit son existence, porte en l'âme la graine du destin national. Pour la réalisation du Nationalisme, il est donc nécessaire qu'on réveille au préalable ses énergies latentes. Un peuple engourdi ne peut être un peuple nationaliste. Le mouvement égalitaire promeut le Nationalisme, parce que, grâce à son apparition, les foules qui, jusque-là, menaient une existence végétative, se libèrent du complexe d'infériorité sociale et s'élancent vers les régions supérieures de la nation. Les masses sont les alliés naturels du Nationalisme.

Le Nationalisme est aussi vieux que l'humanité. Si, cependant, il est apparu à notre époque, comme facteur déterminant de l'histoire, c'est parce que seulement de nos jours ont fait irruption les sources de la vitalité ethnique. Les anciens privilèges de

classe ne représentaient pas seulement un moyen d'oppression des masses populaires, mais aussi une force hostile au développement de la nation. L'histoire véridique d'un peuple ne peut commencer qu'avec l'actualisation de ses disponibilités créatrices.

Le Nationalisme reconnaît dans le torrent des masses l'énergie créatrice des nations. Mais il ne s'attarde pas dans cette phase primaire, ne se laisse pas entraîner par le courant des masses, il leur impose une certaine discipline spirituelle. Le Nationalisme contourne les dangers du nivellement total en provoquant, au sein des masses, un mouvement inverse de nature antiégalitaire. Il décompose le bloc informe de la masse en individus doués d'une conception de vie personnelle et ceux-ci, par leur multiplication continue, changent ses caractères désolants. Le Nationalisme dissout la masse en individualités et en personnalités. L'homme amorphe, qui compose la masse, ne peut devenir nationaliste qu'au prix d'un grand effort inté-

rieur. Pour qu'il puisse découvrir dans son moi et dans le milieu qui l'entoure l'être de la nation, il doit faire appel aux forces de l'intuition et de la contemplation. Cette concentration spirituelle l'emporte sur l'égalitarisme. L'individu intensément préoccupé du sort de la nation s'émancipe des formules stéréotypées de la pensée et son jugement acquiert un accent personnel. Une nouvelle aristocratie naîtra, basée exclusivement sur les forces de l'âme. Naturellement, ces changements englobent seulement le plan spirituel, car sur le plan politique, les principes démocratiques continueront à régir les rapports entre les individus.

* * *

Les solutions qui se proposent de résoudre le problème des masses sans la participation de la nation sont les plus fréquentes et les mieux accueillies aujourd'hui. Après la deuxième guerre mondiale, le Nationalisme fut, non seulement vaincu sur le plan politique, mais honni sur le plan

de la pensée spéculative. Une sorte de préjugé s'est imposé qui élimine cette conception de la circulation intellectuelle. Cependant éviter le Nationalisme, c'est éviter la nation, la réalité primaire de l'histoire, la couche d'énergie créatrice de l'humanité. C'est pourquoi toutes les solutions qui s'appliquent directement aux masses en ignorant la réalité nationale partent de prémisses fausses. Elles ne pourraient guère ennoblir le caractère des masses, ni les différencier, mais seulement aggraver leur situation en les amalgamant davantage.

Le Socialisme et l'État européen surnational, deux conceptions qui se disputent aujourd'hui la faveur du public, sont des projets de planification humaine. Ils tendent à effacer aussi la diversité ethnique des masses, diversité qui est la source même de leurs possibilités de renouvellement. Nous ne voyons pas quels progrès spirituels peuvent intervenir lorsque les masses nationales de l'Europe deviendraient un bloc informe de 400 à 500 millions d'âmes.

L'homme moyen, qui compose les masses, pourrait-il améliorer son être intérieur, lorsqu'il sera arraché au cadre de sa nation et englouti dans une multitude sans nom? Bien au contraire, cette façon de le précipiter dans un espace social non défini, signifie la dépossession de tous les points d'appui de sa conscience. Le Socialisme et l'État supranational s'attaquent aux dernières digues qui retiennent encore le torrent des masses.

La liberté individuelle elle-même, considérée par Tocqueville comme l'unique garantie contre le nivellement total de la société, ne saurait modifier sensiblement l'aspect brut des masses, si elle ne s'associe pas au Nationalisme. La liberté extérieure, sociale et politique, n'est pas une valeur autonome, mais l'épiphénomène d'un état fondamental de l'âme. Le besoin de liberté extérieure est ressenti au moment où les forces créatrices de l'individu entrent en effervescence. Alors, tout ce qui entrave à l'extérieur l'élan créateur de l'individu est mis sur le compte de la liberté maltraitée.

La création est le support de la liberté. Si l'homme manquait d'impulsion créatrice, ou si cette impulsion était atrophiée par terreur, il ne lutterait pas pour la liberté extérieure. Cela signifie qu'il ne suffit pas de créer et de maintenir un climat de liberté politique dans un pays s'il ne réalise pas à la fois le climat de la création. La liberté extérieure en soi demeure un grand point d'interrogation, tout au plus une présomption favorable, si elle n'est pas accompagnée de la liberté intérieure, si l'individu n'est pas encouragé à remplir le cadre social de la liberté.

Il y a création technique et création culturelle. La création technique offre des produits en série, négociables et transmissibles dans tous les pays. La culture est l'opposé de l'imitation, de cette transplantation des valeurs d'un pays à l'autre. Elle revêt toujours un caractère national et sa diffusion chez d'autres peuples ne joue que le rôle d'un stimulant. L'individu qui veut se faire valoir dans le domaine culturel doit suivre le même chemin : utiliser l'énergie

spécifique de la culture qui émane toujours d'un espace national. Etre homme de culture signifie avant tout maîtriser les coordonnées spirituelles de la nation. La liberté individuelle est inséparablement liée à la création, et la création d'ordre supérieur, la culture, est inséparablement liée au Nationalisme.

Les opinions, que nous venons d'exprimer, pourraient faire croire que nous voyons un danger dans les mouvements de fédéralisation de l'Europe. Nous ne combattons pas le principe d'une telle union. L'humanité fera un pas décisif en avant le jour où les nations cesseront de s'entredéchirer et dépenseront tous leurs efforts dans un sens constructif. Mais les espoirs qu'on attache à la réalisation d'une Union européenne dépendent en premier lieu de la modération observée dans l'application de ce principe. L'Europe unie n'est pas une fin révolutionnaire, si par révolution nous entendons aussi une certaine transformation spirituelle de l'homme. Le fait que les masses pourront circuler librement d'un

bout à l'autre du Continent n'améliorera en rien leur façon de penser. Pourquoi attribuer à cette Union des vertus qu'elle ne possède pas par elle-même? En quoi la crise actuelle serait-elle allégée? L'Europe unie représenterait seulement un cadre, un espace politique plus large, qui, pour devenir fécond, devrait être animé par un contenu idéologique.

Il y a une limite positive au concept fédéraliste, en delà de laquelle il devient nuisible. Les mouvements fédéralistes contemporains visent à une construction organique de l'Europe, c'est-à-dire qu'ils veulent bâtir le nouvel édifice avec le consentement des peuples et non pas par un acte de force, comme ce fut le cas avec Napoléon, Hitler et, de nos jours, Staline. Ce fait indique qu'ils reconnaissent implicitement l'existence et l'individualité des nations et que, par conséquent, tous les programmes qu'ils élaborent doivent être inspirés par cette réalité de base. Le critérium fondamental qui doit guider les mouvements fédéralistes — selon leurs propres

aveux — est le respect de l'intégrité et des besoins spécifiques de chaque nation. Une fédération des États européens ne peut avoir comme but d'ébranler les fondements des nations, mais précisément de les préserver contre le danger mortel qui les menace par suite des moyens de destruction actuels.

Si le mouvement fédéraliste poursuit la constitution de l'Europe sur la base de la libre adhésion des peuples, il est inadmissible qu'au sein de ce mouvement soient apparues des tendances contraires à ce principe, tendances qui tendraient à sacrifier la réalité nationale à des schémas abstraits. Une de ces idées dépourvues de contenu réel est que l'Europe de demain pourrait être construite d'après le modèle des États-Unis, à l'instar du Nouveau Continent, où les petits États se sont groupés sous une administration centrale. Nos fédéralistes oublient une chose élémentaire : les États-Unis représentent une seule nation et l'État fédéral qui fut proclamé à Washington est l'expression de l'unité

ethnique qui s'est réalisée sur l'ancien fondement anglo-saxon. Les petits États qui ont donné leur adhésion à la formation d'un État plus grand ont représenté les particularismes locaux de cette même nation. Prenons un autre exemple : les États allemands qui existaient avant Bismarck étaient des constructions politiques apparues sur le corps de la même nation et ils gravitaient naturellement dans l'orbite d'un État plus grand, susceptible d'embrasser la totalité de la nation germanique. En Europe les choses se présentent autrement. Dans ses limites se trouvent une multitude de nations. Chaque État couvre la sphère d'existence d'un seul peuple. L'unité européenne ne peut être accomplie selon la mesure américaine. En Europe on doit procéder plutôt empiriquement, du cas particulier au cas particulier, en partant des unités et des intérêts régionaux et en évitant les formules d'emprunt ou trop générales.

Une Europe qui se fédéraliserait à la hâte, par suite d'un enthousiasme facile,

sans tenir compte de l'effervescence perpétuelle de l'esprit national, se démembrerait rapidement. Et, si une puissance de l'extérieur se croyait appelée à faire régner l'ordre sur le continent européen, on répéterait alors le cliché politique hérité de Napoléon et de Hitler et avec des résultats analogues. Cette puissance devrait se faire le gardien de l'ordre, instauré sans le consentement des peuples, et son œuvre durerait autant qu'elle serait capable de maintenir cet ordre par la force.

Dans le domaine fédéraliste aussi, le Nationalisme rétablit la compréhension claire des choses. Il dispose de deux grandes possibilités d'action : d'une part, il conserve et fortifie l'être intime des nations, d'autre part, il crée un climat de communion entre les peuples. Cet esprit de fraternisation rend possible l'union des États nationaux et garantit la viabilité de la nouvelle formation politique. Ce que le Fédéralisme se propose d'accomplir, le Nationalisme le prépare dans la mentalité des peuples. Du plan national au plan

international la transition s'opère sans difficulté, car la projection spirituelle de la nation clarifie aussi leurs rapports réciproques. Une nation qui a abouti à une phase illuminée de son histoire voit dans l'existence de chaque peuple un miracle et considère les créations des peuples comme un don divin dont toute l'humanité doit se réjouir.

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

AVANT-PROPOS 71

I. Le Communisme et la Société Bourgeoise et Capitaliste .....

Cause du désordre actuel, 21. — Le tribunal de l'humanité, 25. — Le bolchévisme et la société bourgeoise et capitaliste, 29. — La valeur de la liberté politique, 40. — Les responsabilités de l'Occident, 45.

II. Le Phénomène Nationalisme 47

Nationalisme et fascisme, 47. — Nationalisme et bourgeoisie, 50. — Le phénomène nationaliste à l'état pur, 51. — « National » et « Nationalisme », 57. — Nationalisme et Christianisme, 62.

III. Les Erreurs du Nationalisme 63

Confusions doctrinaires, 64. — L'impérialisme. 70. — Impérialisme idéologique. 73. — Le totalitarisme, 85. — Nationalisme et Dictature, 89. — Le matérialisme, 99. — Race et peuple, 103.

IV. L'Expérience constructive du Nationalisme. 105

Les forces immanentes de la nation, 105. — Nationalisme et socialisme, 107. — Nationalisme et liberté économique, 112. — L'économie dirigée, 113. — L'économie coordonnée, 115. — La lutte contre le bolchévisme, 116. — La victoire nationaliste de l'Espagne, 120. — La campagne de Russie, 123.

V. Tragédies nationalistes 129
Mouvements nationalistes non-arrivés au stade de maturité, 130. — Les causes de leur tragédie, 131. — L'adversité des démocraties, 138. — Les souffrances des mouvements nationalistes pendant la deuxième guerre mondiale, 144. — L'attitude de l'Italie et de l'Allemagne, 158.

VI. Prémisses d'une histoire valable 161
L'avenir du nationalisme, 161. — La synthèse nationalisme-démocratie-christianisme, 165. — Le vide spirituel du monde occidental, 175. — Le Plan Marshall et la crise européenne, 178. — L'alliance nationalisme-démocratie, 181. — Les périls d'une paix fallacieuse, 188. — Les forces révolutionnaires du christianisme, 190.

VII. Nations ou Masses Sociales? 193
Les fondements de la révolution démocratique d'après Tocqueville, 193. — L'apparition des masses dans l'histoire, 195. — Signification du phénomène Peuple et Masse, 197. — Valeur historique de la nation, 199. — Technique et massse, 211. — Elite et masse, 212. — Le nationalisme et le problème des masses, 201. — Nationalisme et fédéralisme, 220.

Imprimé en France
TYPOGRAPHIE FIRMIN-DIDOT ET Cie. — MESNIL (EURE). — 8711
Dépôt légal : 4e trimestre 1951.

550 fr.